

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

organisations
paysannes et indigènes
en Amérique latine

organisations
paysannes et indi-
gènes
en Amérique latine

Mutations et recompositions
vers le troisième millénaire

Les Éditions Charles Léopold Mayer constituent l'une des activités de l'association «La librairie FPH» dont l'objectif général est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition des ouvrages et dossiers édités et coédités.

Ethel del Pozo Vergnes est ethnologue. Péruvienne de nationalité française, elle est consultante auprès d'organismes internationaux et collabore à des programmes de recherche internationaux plus spécialement sur la question des organisations paysannes et indigènes.

© Éditions Charles Léopold Mayer — La librairie FPH, 1997
Dossier FPH n° DD70 ISBN : 2-84377-001-7
Diffusion : La librairie FPH, 38 rue Saint-Sabin, 75011 PARIS
Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor
Maquette de couverture : Vincent Collin

AVANT-PROPOS

Portée par la vague néo-libérale, l'économie mondiale est aujourd'hui dominée par les valeurs du marché, de la compétitivité et de la productivité au service du capital. C'est pourquoi, pour que le marché fonctionne, il faut ouvrir les économies, les orienter vers l'exportation, déréglementer de façon drastique les barrières douanières et libérer les mouvements financiers. Il faut également supprimer les aides et le contrôle des prix, favoriser les investissements privés étrangers, rendre flexible le marché du travail et réduire au minimum l'intervention des États aussi bien dans les domaines économiques que sociaux.

Les politiques d'ajustement structurel qui ont été imposées par les organismes financiers et économiques internationaux aux pays en voie de développement dès le début des années quatre-vingts semblent toutes sortir du même moule.

Les politiques agricoles des pays d'Amérique latine suivent ce mouvement. Il n'y est pas question d'amélioration du travail des hommes qui vivent dans les campagnes, d'équilibre alimentaire ou de développement des espaces ruraux dans leur diversité, mais seulement d'augmentation de la production à vocation exportatrice, d'avantages comparatifs et de concentration de l'investissement et des ressources pour y parvenir. Il serait plus logique d'importer certains produits sous prétexte qu'ils seraient produits à moindre coût ailleurs. Or on sait bien que les bas prix pratiqués par les pays industrialisés sont le résultat d'aides publiques plus ou moins dissimulées.

Les conséquences sociales de ces politiques d'ajustement structurel paraissent hélas ne pas être à l'ordre du jour ; elles ne sont pas une préoccupation majeure. Pourtant, en Amérique latine, ces mesures ont fait augmenter le nombre de pauvres de 136 millions de personnes en 1980 à presque 200 millions en 1990, soit presque la moitié de la population. En outre, malgré une urbanisation accélérée, la pauvreté absolue est encore plus grande dans les campagnes que dans les villes.

Dans ce contexte, le premier mérite du livre d'Ethel del Pozo est de s'intéresser aux hommes qui vivent dans le monde rural et tout particulièrement aux plus défavorisés : les paysans et les indigènes. « Depuis le

début du siècle, nous dit-elle, la question paysanne et indigène et celle de leur organisation ont fait couler beaucoup d'encre, beaucoup de mots et malheureusement aussi, beaucoup de sang en Amérique latine». Pour agir sur cette problématique plusieurs acteurs sont intervenus : Églises, États, groupes dominants du secteur rural et de l'ensemble de la société; organisations non gouvernementales, organismes de coopération et de financement international, etc.

Cet ouvrage présente une analyse des attitudes et comportements de ces acteurs des années soixante à nos jours et livre un tableau assez clair de l'évolution générale du processus d'organisation de la paysannerie, de ses mutations et de ses recompositions. Et cela n'est pas sans importance car si la place du monde paysan a diminué en part relative il n'en représente pas moins le quart de la population totale d'Amérique latine.

Ce qu'Ethel del Pozo affirme à propos des «projets de développement» nous semble particulièrement intéressant. Devenus à la mode à la suite de l'action des ONG, ces projets — en privilégiant des modes d'approches sectorisés et donc mutilants — sont contraires à un véritable projet de développement. Ils auront laissé des souvenirs mais n'auront en rien modifié la réalité. Cela pose le problème d'une sérieuse remise en question des politiques de développement rural.

De tous les chapitres du livre, le dernier est sans doute le plus important. Il traite de la recomposition actuelle des organisations paysannes et indigènes en fonction des problèmes d'identité, de proximité et de l'imbrication toujours plus forte de l'agriculture et de l'environnement socio-économique. Comme le souligne l'auteur : «Cela rend caduc le traitement sectoriel et vertical de la question agraire et appelle des coordinations plus horizontales au niveau territorial».

Nous sommes convaincus que la lecture et la discussion du livre d'Ethel del Pozo constitueront une source d'enrichissement considérable pour tous ceux qui pensent et veulent agir pour le développement du monde rural latino-américain, monde qui doit aussi faire partie de la nouvelle modernité du continent et de la démocratisation de ses sociétés.

Jacques Chonchol

Santiago du Chili, décembre 1996

SOMMAIRE

INTRODUCTION	11
1. ÉGLISE, ÉGLISES : DU TRAVAIL SUR LES ÂMES AU TRAVAIL POUR LE CORPS.....	15
1.1. La promotion d'organisations : le combat contre l'athéisme	16
1.2. L'Église populaire à la recherche d'une symbiose entre le spirituel et le matériel : l'aide au développement.....	21
1.2.1. L'organisation des paysans.....	24
1.2.2. L'aide au développement : une nouvelle conception	27
1.2.3. De la fissure à la rupture ? Autour du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique.....	29
1.3. La nouvelle concurrence pour les âmes : l'influence croissante des « Églises protestantes ».....	34
2. PARTIS POLITIQUES ET INTELLECTUELS DE GAUCHE : HEURTS ET MALHEURS DE L'IDÉOLOGISATION DE LA QUESTION PAYSANNE.....	41
2.1. Une idéologie venue d'ailleurs : de Marx à Mao en passant par Lénine	42
2.1.1. La question nationale	43
2.1.2. L'Université : usine à rêves ?.....	45
2.2. La transposition du syndicalisme ouvrier à la campagne : nous devons organiser les paysans.....	48
2.2.1. La question paysanne.....	48
2.2.2. Centralisme démocratique, action syndicale et action politique.....	51
2.3. Du triomphe de la révolution cubaine à l'échec des sandinistes : entre idéologie et pragmatisme.....	55
2.3.1. « Cuba Si, Yankees No »	55
2.3.2. Expériences socialistes et traitement de la question paysanne	57
2.3.3. Les sandinistes : la gauche devant la question ethnique.....	60
3. LE RÔLE DE L'ÉTAT : MODERNISATION SANS DÉMOCRATISATION	65
3.1. Les réformes agraires : instruments de modernisation sélective.....	66
3.1.1. La pression sur la terre et la restructuration de la propriété foncière	67
3.1.2. L'élargissement du marché et la colonisation de nouvelles terres	69
3.1.3. Les organisations internationales et les modèles de développement	70

3.2. Les organisations paysannes promues par l'État : la tentation corporatiste	74
3.2.1. Coopératives et Participation	74
3.2.2. Quelques cas.....	75
3.3. Du tout à l'État au tout au marché : le libéralisme et la question agraire aujourd'hui	78
3.3.1. Du protectionnisme au libéralisme : l'ajustement structurel.....	79
3.3.2. Retrait de l'État et ouverture des marchés :	82
Le Mexique.....	84
• L'ouverture du marché foncier	84
• L'Alena vu du Chiapas	85
• La nouvelle loi des forêts.....	86
• La loi des eaux	86
Le Pérou	87
• La libéralisation du marché foncier.....	87
• La réduction/élimination des institutions de promotion	88
• La réforme fiscale.....	88
• Le projet de loi des eaux.....	88
L'Équateur	89
• La libéralisation du marché foncier.....	89
• La réduction/élimination des institutions de promotion	90
• Le projet de privatisation des eaux	90

4. ONG, COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RECHERCHE : ENTRE L'APPUI AUX PAYSANS ET LE RENFORCEMENT DE LEUR EXCLUSION

4.1. Définition, origines et évolutions des ONG de développement	94
4.1.1. Le rôle de l'Église catholique.....	95
4.1.2. Le type de gouvernement	97
4.1.3. Le rôle des institutions de coopération internationale.....	99
4.2. L'appropriation parcellaire du développement ou à chacun selon son projet : ONG et organisations paysannes et indigènes	101
4.2.1. Problèmes d'identité et « dollarisation ».....	103
4.3. A la recherche de politiques globales : des intérêts institutionnels et des difficultés de l'articulation micro-macro	106
4.3.1. La construction et la survie institutionnelles : le problème du financement... 107	
4.3.2. De l'articulation des micro-expériences avec les politiques macro	109
4.3.3. La création des réseaux d'ONG, problèmes et potentialités	112

5. LA RECONSTRUCTION DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET INDIGÈNES	119
5.1. Identité, identités	120
5.1.1. La proximité et le quotidien	121
5.1.2. La gestion de la diversité	122
5.1.3. Le support ethnique et/ou culturel.....	123
5.1.4. Le lien social et le sujet collectif	125
5.1.5. La légitimité de la fonction de médiation	127
5.2. A la conquête de la citoyenneté : des relations organisations-société et ville-campagne.....	129
5.2.1. Marché du travail et généralisation de la précarité	130
5.2.2. Participation ou gestion de l'exclusion?	132
5.2.3. Pluriactivité et pluriloyautés	133
5.2.4. Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes : alimentation, santé, société	135
5.3. L'enjeu de la décentralisation et de l'aménagement du territoire	137
5.3.1. Routes et transports	137
5.3.2. Réorganisation institutionnelle	139
5.3.3. Territoires et peuples indigènes	140
5.3.4. Agriculture, environnement et localité	141
5.4. Démocratie et démocratisation	143
5.4.1. L'imaginaire collectif	143
5.4.2. La démocratie à table.....	144
5.4.3. Élément d'une infrastructure démocratique	146
 QUELQUES RÉFLEXIONS FINALES	 149
 BIBLIOGRAPHIE	 155

INTRODUCTION

Depuis le début du siècle la question paysanne et indigène, ainsi que celle de leur organisation, a fait couler beaucoup d'encre, beaucoup de mots et malheureusement aussi, beaucoup de sang en Amérique latine.

A partir de différentes conceptions et contextes historiques, plusieurs forces idéologiques, pouvoirs économiques, intérêts scientifiques et solidarités militantes, ont pensé et agi sur et/ou avec la paysannerie.

Si dans les années soixante/soixante-dix, la question des organisations paysannes fait irruption sur la scène politique du sous-continent, c'est parce que l'enjeu pour les différentes forces et pouvoirs mentionnés, complémentaires ou antagoniques, aussi bien au niveau national qu'international, avaient focalisé leur attention sur la pièce maîtresse de l'enjeu : la propriété de la terre. Les réformes agraires, concrétisation de cet enjeu, contribueront à modifier non seulement la campagne mais aussi la société tout entière.

Après une période de dictatures et régimes autoritaires, — intermittente comme une guirlande d'arbre de Noël dont tout le monde souhaite la panne —, la question des organisations paysannes a bel et bien changé d'éclairage dans les années quatre-vingt-dix. Ce qui est appelé, et à raison sur le plan économique, «la décennie perdue» des années quatre-vingts, ne l'a pas été sur le plan politique et démocratique. La lutte contre les dictatures qui avait focalisé l'attention de toutes les forces démocratiques avait jeté le voile sur tout ce qui était en train de bouleverser les sociétés rurales. La crise économique et/ou la répression de toute opposition, ont laissé le monde rural livré à lui-même et sans possibilité d'expression collective ou représentative. Cependant, la société n'est pas restée passive, mille formes individuelles ou associatives ont surgi au cours de ces années pour se battre pour la survie au quotidien en ville comme à la campagne. Avec le retour à la démocratie, les anciennes forces politiques et syndicales découvrent le changement profond de la société latino-américaine.

Pendant que certains regardaient le vent se lever à l'est de l'Europe et se fissurer le mur socialiste jusqu'à sa chute, pendant que d'autres négociaient les accords du GATT, pendant que beaucoup d'autres s'acharnaient à trouver de méthodes de développement rural, pendant que les États abandonnaient leurs fonctions, les paysans et les indigènes, eux, étaient en

train de réfléchir et d'agir dans leur réalité immédiate et quotidienne. Dans ce sens on peut affirmer que les années quatre-vingts furent une « décennie gagnée » pour la démocratie, et ce, dans le sens le plus large du terme : la participation directe de la population à la construction de son avenir. Les organisations traditionnelles, médiatrices entre l'État et la société tels que les partis politiques, les syndicats et les organisations paysannes ou « gremios »¹ de caractère national, n'ayant pas su ou pu donner de solutions concrètes aux problèmes de la petite agriculture et du monde rural, ont perdu leur légitimité. Pour la première fois les acteurs sociaux se dissocient clairement des acteurs politiques.

Les paysans ont perdu, globalement, leur importance démographique et économique au cours de ces trente dernières années en Amérique latine. La frontière entre la ville et la campagne est devenue plus diffuse par la mobilité intersectorielle et géographique de la population. La culture, les identités professionnelles et ethniques, les références sociales, le mode de vie et même les valeurs morales, ont changé dans un contexte de pauvreté et d'exclusion croissantes.

A-t-on besoin des paysans ? A quoi servent les paysans ? Leurs organisations sont-elles aujourd'hui nécessaires ? Quel est leur rôle dans la société de demain ? Toutes ces questions relèvent de réponses que nous ne pouvons plus trouver — à l'heure de la mondialisation de l'économie et de la pauvreté —, dans la seule analyse de « la question paysanne ». Ses interactions avec l'ensemble de la société, nationale et internationale, sont aujourd'hui bien plus vastes. L'Amérique latine s'est faite et se fera dans les enjeux mondiaux dont elle fait partie depuis sa naissance il y a plus de cinq siècles. Sans prétendre donner des réponses à des questions et à des problèmes si complexes, il me semble néanmoins nécessaire d'apporter une vision plus actualisée et des éléments de réflexion pour mieux comprendre le cadre de la problématique des paysans et indigènes et de leurs organisations dans leur évolution à l'intérieur des interactions diverses. Cette démarche me paraît nécessaire pour la compréhension des enjeux qui aujourd'hui conditionnent leur avenir.

Réalisé dans le cadre du programme Agricultures paysannes et modernisation de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, (FPH), ce livre se veut une synthèse provocante aussi bien pour les « têtes » que pour les « cœurs ». Il est destiné à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre et à partir de différents « fronts », ont pensé et/ou agi pour, sur, dans, ou avec les paysans, les indigènes, les organisations, la question paysanne agraire ou rurale. Si d'un côté il y a l'inquiétude « scientifique » de faire le point sur la question de la manière la plus objective possible, d'un autre côté il y a aussi le souci de faire parler les acteurs

1. Les organisations paysannes en Amérique latine se définissent souvent comme *gremio* car elles regroupent des exploitants directs de la terre, qu'ils soient ou non propriétaires, et non pas des salariés agricoles regroupés eux en syndicats. Cependant, du point de vue organisationnel, le *gremio* et le syndicat ont pratiquement la même structure.

sociaux à partir de leur vécu et de la subjectivité, de faire parler aussi une époque à travers les expressions musicales, poétiques et littéraires qui l'ont marquée. D'innombrables rencontres avec des paysans, des indigènes, avec leurs organisations, avec des chercheurs, des politiques et des organisations non gouvernementales aussi bien en Amérique latine qu'en Europe, et particulièrement en France, nourrissent ces pages, outre les sources bibliographiques dont la quantité et la qualité relèvent de l'importance actuelle du sujet.

Nous essayerons de comprendre comment les différents acteurs sociaux, forces idéologiques, politiques, économiques et militantes : Églises (chapitre I), partis politiques (chapitre II), États (Chapitre III), intellectuels et ONG (chapitre IV), ont agi sur la question paysanne, comment de ce fait, elles ont contribué à transformer la société dans son ensemble. Finalement, dans le chapitre V, nous nous interrogerons sur les défis qui se présentent à la reconstruction des organisations paysannes et indigènes pour qu'elles puissent jouer un rôle d'acteur collectif dans la société latino-américaine de demain.

1. ÉGLISE, ÉGLISES : DU TRAVAIL SUR LES ÂMES AU TRAVAIL POUR LE CORPS

*« Que m'importent vos champs !
Que m'importent vos bêtes et vos enfants ! Hurla-t-il.
Vous vivez une vie matérielle et sordide, vous ignorez le luxe !
Ce luxe, je vous l'offre : je vous offre Dieu...
Mais Dieu n'aime pas la pluie... Dieu n'aime pas le sainfoin.
Dieu, se soucie peu de vos plates-bandes et de vos plates aventures.
Dieu, c'est un cousin de brocart d'or, c'est un diamant serti dans le soleil,
c'est un précieux décor ciselé dans l'amour, c'est Auteuil, Passy, les
soutanes de soie, les chaussettes brodées, les colliers et les bagues,
l'inutile, le merveilleux, les ostensoirs électriques... Il ne pleuvra pas !
— Qu'il pleuve ! hurla l'orateur, soutenu cette fois par la foule qui se mit
à tourner comme un ciel d'orage.
— Retournez à vos fermes ! mugit la voix multiple du curé. Retournez à
vos fermes ! Dieu, c'est la volupté du superflu. Vous ne songez qu'au
nécessaire. Vous êtes des hommes perdus pour lui.
— Il ne pleuvra pas ! Dieu n'est pas utilitaire ! Une grêle de cailloux
s'abattit sur le couvercle de la chaire.
— La pluie ! la pluie ! scandait maintenant la foule sur un rythme
uniforme.
Et Jacquemort, emporté par la passion qui émanait de ces hommes, se
surprit à chanter avec eux. »*

Boris Vian

« L'arrache-cœur »

Historiquement les Églises ont joué un rôle majeur dans la constitution des valeurs morales et spirituelles collectives. En Amérique latine, l'Église catholique, suite à la colonisation espagnole, a eu le monopole de la culture religieuse en tant que religion officielle ou en tant que religion dominante jusqu'à l'apparition ou la consolidation d'autres mouvements porteurs d'autres valeurs, d'autres idéologies.

En raison de son caractère transnational, son énorme réseau institutionnel et son poids économique, l'Église catholique a façonné les consciences et les sociétés latino-américaines. L'éducation — écoles, lycées, universités — majoritairement entre les mains des religieux, a été le facteur de la socialisation des valeurs chrétiennes et occidentales. La non-séparation entre l'Église et l'État dans la majorité des pays lui donne un poids politique. Sa présence permanente, même dans les endroits les plus reculés, lui assure un contact direct avec les populations.

En partant des changements survenus dans le continent depuis la Seconde Guerre mondiale et la constitution ou le renforcement de nouveaux pôles idéologiques — notamment partis et syndicats — nous essayerons de comprendre le rôle joué notamment par l'Église catholique et dans une moindre mesure par les Églises protestantes, dans la constitution des organisations paysannes et indigènes. En d'autres termes, comment s'est opéré le passage du travail sur les âmes au travail pour le corps et quelles sont les conséquences aussi bien pour l'Église que pour les paysans, les indigènes et la société dans son ensemble.

1.1. LA PROMOTION D'ORGANISATIONS : LE COMBAT CONTRE L'ATHÉISME

Le combat contre l'athéisme est aussi ancien en Amérique latine que l'arrivée du christianisme dans le continent. Il n'a fait que prendre différentes formes au cours des siècles même si son essence n'a pas beaucoup changé. La lutte contre la réforme est la première forme de ce combat. Déjà au début du XVI^e siècle l'essor du protestantisme après la réforme de Luther en 1521 en Europe, amène Philippe II en 1569 à établir la Sainte Inquisition aussi dans les colonies. Il fallait préserver les nouveaux sujets de l'influence athée des Britanniques, Hollandais et Danois qui commençaient à coloniser quelques îles dans le continent et extirper en même temps les « idolâtries païennes » des indigènes.

Vers la fin du XVIII^e siècle, l'émergence du capitalisme et de la bourgeoisie en Europe, sont à l'origine de la réforme de l'Église catholique en Amérique latine. Le danger de revendications autonomistes qui pouvaient surgir dans les colonies par l'influence de l'indépendance des États-Unis et de la Révolution française, incitent les Bourbons à reprendre un contrôle absolu sur l'Église et à détruire tout germe d'autonomie : les jésuites sont expulsés du continent, la lutte contre le « jésuitisme » devient une nouvelle forme de combattre l'athéisme. Mais la réforme des Bourbons ne se situe pas uniquement dans la sphère idéologique, elle visait aussi à récupérer l'énorme richesse accumulée par l'Église en légitimant cet acte par la nécessité d'un retour à l'esprit évangélique et mission-

naire. Concrètement, cette réforme se traduit dans l'exacerbation d'un conflit latent depuis le début de la colonisation et qui se prolonge jusqu'à nos jours : le clivage entre une Église hiérarchique, espagnole et étrangère liée à la couronne, et un clergé créole, métis ou indigène très lié à la vie de la colonie du pays.

En effet, malgré l'approbation de l'ordination des métis et des Indiens en 1582, les hautes sphères de la hiérarchie catholique ont été réservées presque exclusivement aux Espagnols pendant l'époque coloniale : «... *L'oligarchie hispanique, pas toujours lettrée et souvent analphabète, ne pouvait pas supporter — c'était une question de domination politique et sociale et donc économique et idéologique — qu'un indien ait accès aux échelons dominants de la chrétienté... le sacerdoce était un appareil essentiel du système.*» (Dussel, 1981, 521).

Ce «racisme» était d'autant plus conflictuel qu'il allait de pair avec une forte différenciation sociale et économique entre le haut et le bas de la pyramide chrétienne. La réforme, en renforçant l'unité de l'État et de la hiérarchie catholique, en faisant les évêques — proposés par l'État et désignés par Rome — plus riches et puissants et le bas clergé et les religieux plus pauvres et moins autonomes, ouvrira les portes de l'Église à la pénétration des idées indépendantistes qui se développaient dans le continent.

La lutte entre conservateurs et libéraux pendant et après les guerres pour l'indépendance, marque la nouvelle forme de combat contre l'athéisme. Ce combat est d'autant plus acharné qu'il redéfinit les nouveaux termes de la relation Église-État et Église-Société. La «question religieuse» devient ainsi une composante majeure de la vie politique latino-américaine et constitue une toile de fond des déchirements souvent sanglants des jeunes nations indépendantes. La situation varie d'un pays à l'autre. Au Mexique, la promulgation d'une constitution libérale et laïque en 1857 suite à la vente des biens de l'Église, déclenchent une guerre civile de trois ans entre conservateurs et libéraux (anticléricaux) ¹. En Équateur, à la constitution cléricale de 1869 succède la mise en chantier d'une constitution libérale en 1875 qui autorise même le divorce ; les biens ecclésiastiques sont expropriés. En Colombie, la tristement connue «violence» a eu aussi une dimension religieuse dans la confrontation entre libéraux et conservateurs. En faisant du catholicisme la religion d'état après la signature d'un Concordat avec le Vatican à la fin du XIX^e siècle, la Colombie s'engage dans une guerre qui déjà en 1902 faisait 100 000 morts. Il faut signaler aussi un fait très important en ce qui concerne non seulement le rôle de l'Église en tant qu'institution dans le façonnement de ces jeunes nations, mais aussi le rôle des prêtres comme personnes, et comme «agents médiateurs» entre le passé colonial et le présent républicain. Ce rôle stratégique leur était conféré selon leur degré d'instruction,

1. Au Mexique, malgré 98 % de baptisés, 68 % d'assistant à la messe dominicale, et le voyage du Pape Jean-Paul II en 1979, l'Église n'a pas de personnalité juridique. Ses prêtres n'ont ni le droit de porter une soutane en public ni d'être élus. Le Mexique n'a pas de relations avec le Vatican (Rouquie, 1987, 243).

d'éducation. N'oublions pas que pendant l'époque coloniale — et même aujourd'hui —, l'éducation était une affaire d'élites. En l'absence de télévision ou de radio, les livres, les pamphlets, les voyages et les commentaires des voyageurs étaient les seules sources d'information. Le cercle des personnes y ayant accès et pouvant s'en servir était très restreint. Parmi ces personnes les prêtres constituaient une partie très importante et donc incontournable : «... *Les prêtres sont bien souvent parmi les seuls lettrés capables de participer à des débats constitutionnels ou à des joutes politiques. Dans le Rio de la Plata (Argentine) la présence du clergé au Congrès Constituant de Tucuman qui proclama l'indépendance en 1816 est particulièrement remarquable : la moitié environ de ses membres sont des prêtres.*» (Rouquie, 1987, 240).

Avec l'apparition du libéralisme en tant qu'idéologie anticléricale et donc comme constitution d'un contre-pouvoir politique auparavant inexistant, l'Église catholique mettra pour la première fois en place une stratégie visant à récupérer son influence dans la société, surtout dans les pays où l'anticléricalisme était le plus poussé. Ainsi au Mexique, depuis le triomphe de la Révolution et la promulgation d'une constitution laïque en 1917, une longue lutte s'établit entre les nouveaux dirigeants et l'Église. Les premiers cherchaient à moderniser la société en s'appuyant sur les lumières de la raison et la deuxième à préserver ses prérogatives en s'appuyant sur la foi. L'Église se fait présente dans l'action syndicale ouvrière et renforce son rôle dans les écoles. A la campagne, les paysans du centre-ouest prennent les armes menés par leurs prêtres contre le gouvernement impie au nom du Christ-Roi et de la Vierge de Guadalupe ; c'est la fameuse guerre de «Cristeros» entre 1926 et 1928.

Outre le libéralisme, d'autres pôles idéologiques : socialisme, communisme, autres Églises, se développent aussi en Amérique latine dès le début du XX^e siècle. La lutte contre le marxisme en particulier, donne un nouveau contenu au combat contre l'athéisme surtout après la Seconde Guerre mondiale. La division du monde en deux blocs sera ainsi présentée comme l'opposition entre démocratie et communisme, entre monde libre occidental et chrétien et l'Est totalitaire et athée, entre Dieu et Marx. Déjà dans les années trente, Pie XII condamnait le marxisme ; face à ce danger l'encyclique *Mystique Corporis* établit une relative ouverture à la participation de laïcs dans la croissance spirituelle et dans l'action apostolique de l'Église. En France, l'expérience de perte de fidèles par prolétarianisme et militantisme dans les syndicats et les partis de gauche, est à l'origine d'une réflexion sur un nouveau modèle de chrétienté. Les thèses de Jacques Maritain contenues dans son livre « Humanisme intégral : problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté » (1936) auront une grande influence en Amérique latine de même que celles, un peu plus tard, du Père Lebreton à propos de la relation entre économie et humanisme².

2. L.-J. Lebreton crée en France, en 1938, un centre d'études qui deviendra en 1943 «Économie et Humanisme». Ce centre a encore aujourd'hui une présence en Amérique latine notamment en Uruguay et au Brésil.

Le processus d'industrialisation — même à des degrés très différents selon les pays —, l'apparition de la classe ouvrière, l'augmentation de la migration des campagnes vers les villes avec le déracinement social et culturel des paysans, la naissance de syndicats ouvriers et paysans promus par les tout nouveaux partis socialistes ou communistes, sont à l'origine des changements dans l'action de l'Église catholique dans le continent.

Consciente de sa perte d'influence, l'Église met en place des nouvelles stratégies qui vont se développer et se consolider jusqu'au début des années soixante. Il était vital pour l'Église de s'ouvrir un espace partout où les nouveaux pôles idéologiques pouvaient gagner des adeptes. Compte tenu du faible nombre de prêtres et de religieux, il fallait faire appel au militantisme des chrétiens. Les laïcs deviennent ainsi pour la première fois objet et sujet de reconquête spirituelle, mais toujours sous l'encadrement hiérarchique de l'Église. C'est ainsi que s'est constituée une série d'organisations pour influencer l'esprit chrétien dans les différents secteurs de la société : la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), la Jeunesse universitaire catholique (JUC), les partis démocrates chrétiens et le mouvement d'action catholique.

La concentration du travail de l'Église dans les villes et dans les milieux sociaux perméables aux nouvelles idéologies, peut se comprendre par le fait que la majorité des pays et des gouvernements étaient sous le contrôle de l'oligarchie jusqu'aux années soixante. Le système d'hacienda avec son « droit » (souvent de vie et de mort) sur ses paysans, la dispersion physique de ces unités et donc la difficulté pour les atteindre, et surtout la force de la trilogie : évêque, général, grand propriétaire foncier, formaient une véritable muraille contre la pénétration de toute idée contestataire du statu quo. Malheureusement cette trilogie : croix, épée et terre, héritée de l'époque coloniale n'a pas encore disparu totalement dans le continent ; le Guatemala en est un exemple qui saigne toujours. L'action de l'Église dans les zones rurales reste encore limitée aux œuvres sociales d'assistance, à l'éducation, à la santé et bien évidemment à l'évangélisation ; la promotion d'organisations paysannes ou indigènes à caractère revendicatif ou représentatif est absente. L'une des traces parmi les plus anciennes d'organisation paysanne inspirée par l'Église que nous retrouvons dans la mémoire des dirigeants récemment interviewés, remonte à 1946, en Colombie : « *La Fédération agraire nationale (FANAL) est la plus ancienne, elle est née en 1946 comme une organisation avec des principes démocratiques et chrétiens, c'est-à-dire qu'elle a l'appui de l'Église mais toujours en préservant son indépendance. L'Église catholique nous appuie, mais du point de vue économique, il y a longtemps qu'elle ne le fait plus. Nous la sollicitons seulement (actuellement) comme appui moral dans les zones de violence* ». FPH-CEDAL, *Serie Cuadernos Campesinos* n° 2, «Colombia», 1991.

La création de cette organisation semble de toute évidence s'inscrire dans la guerre entre libéraux et conservateurs, très forte entre 1948 et 1956, plutôt que dans une stratégie ou politique continentale de l'Église. Nous pouvons faire la même affirmation en ce qui concerne le rôle des missionnaires de différents ordres religieux auprès de groupes ethniques, chacun a développé sa propre politique mais toujours en ayant comme premier objectif l'éducation chrétienne : « *Les religions nous ont fait beaucoup de mal, elles nous ont été imposées. Moi-même j'étais dans un internat de la mission dominicaine où j'ai étudié jusqu'à mon troisième cours avec eux. Ils nous interdisaient de parler notre propre langue entre nous* ». Un dirigeant de la Confédération des nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne (CONFENIAE) in FPH-CEDAL, *Serie Cuadernos Campesinos* n° 6, 1991.

Dans l'après-guerre et comme conséquence de la division du monde en deux blocs idéologiques, économiques, et politiques, deux éléments déterminants pour la protection du monde libre occidental et chrétien, seront mis en place notamment par les États-Unis : 1) la stratégie du « containment » qui s'est traduite en 1947 par la promulgation du « National Security Act », la création du Conseil national sécurité et de la CIA (Arroyo, 1979), et 2) la théorisation de modèles de développement.

En ce qui concerne l'Église en Amérique latine, ces deux éléments serviront à légitimer davantage son rôle et son action dans la société. Malgré son caractère de croisade contre le communisme athée, ce qu'il est important de remarquer à cette époque, c'est le constat que font les nombreux prêtres et laïcs qui commencent à travailler avec les ouvriers, les paysans, les déshérités. Ils découvrent leur énorme misère, ce que l'on commence à appeler le « sous-développement » d'après la CEPAL et les théories exprimées par Raul Prebisch déjà en 1949. Ainsi, le rapport de la Conférence latino-américaine de l'action catholique tenue à Chimbote (Pérou) en 1953, constate l'absence d'une véritable évangélisation et le clivage entre la foi catholique et la vie réelle de la plupart des catholiques. Il dénonce l'alliance entre la hiérarchie ecclésiastique et l'aristocratie traditionnelle ; il appelle à la lutte contre les forces anticatholiques. L'Église sent le besoin de se doter d'une institution capable de réfléchir et d'adopter des lignes politiques et stratégiques pour orienter son action dans le continent. En 1955, a lieu à Rio de Janeiro la première Conférence épiscopale de l'Amérique latine (CELAM). La mission du catholicisme dans le continent est définie comme l'action avec les laïcs pour lutter contre l'anticatholicisme et le communisme.

En somme, l'Église catholique reste attachée au modèle de néo-chrétienté jusqu'à la fin des années cinquante, mais d'autres facteurs ne tarderont pas à la faire changer et même à l'ébranler.

1.2. L'ÉGLISE POPULAIRE A LA RECHERCHE D'UNE SYMBIOSE ENTRE LE SPIRITUEL ET LE MATÉRIEL : L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'année 1959 est marquée par deux bouleversements majeurs qui amènent aussi l'Église à s'occuper davantage non seulement de l'âme de l'homme mais surtout de son corps.

Le premier est le triomphe de la révolution cubaine et le second la demande de Binaj Randarisen, directeur général de la FAO au pape Jean XXIII de mobiliser les catholiques pour lutter contre la faim dont souffrent les deux tiers de l'humanité.

Le premier de ces bouleversements, entraîne le regain d'intérêt et d'intervention des États-Unis dans le renforcement de la stratégie du «containment» que nous avons évoqué antérieurement. Le rôle des forces armées devient une pièce clé dans cette stratégie; les coups d'État et les dictatures militaires, dotés d'un modèle institutionnel et doctrinal de «Sécurité nationale» marquent la vie politique latino-américaine pendant les années soixante et soixante-dix : Brésil 1964, Argentine 1966-1976, Pérou 1968-1975, Bolivie 1971-1974, Uruguay 1972, Chili 1973, la liste est longue. Dans la vision géopolitique de la doctrine de sécurité nationale, l'état est conçu comme l'instrument qui détermine et garantit non pas l'espace vital de chaque nation, mais sa place à l'intérieur de l'un des deux blocs dominant le monde : on est dans l'Ouest démocratique et chrétien ou on est dans l'Est communiste et athée. Ainsi les régimes militaires légitiment leur prise de pouvoir en tant que défenseurs et protecteurs des valeurs chrétiennes et démocratiques héritées de l'Occident. L'Église dont l'influence est encore importante en Amérique latine, devait jouer le rôle d'appareil idéologique de légitimation du pouvoir et même de la répression contre les menaces externes et internes : c'est-à-dire le communisme (Arroyo, 1979). Cette nouvelle situation sera à l'origine de la polarisation des diverses forces sociales et politiques dans chacun des pays, y compris, de celles de l'Église.

Cette période est déterminante pour le glissement progressif d'une partie de l'Église catholique de la «question sociale» qui dominait les années précédentes, vers la «question politique». Pendant les années soixante, comme cause et/ou comme effet des coups d'État militaires et de l'étouffement de la vie politique par les oligarchies, le mouvement populaire s'organise, les partis politiques de gauche reconstituent leur force et leur autonomie en termes de lutte de classes, la «guérilla» comme moyen propre de la guerre révolutionnaire — essayée avec succès à Cuba — fait son apparition dans les campagnes et dans les villes. La répression s'intensifie. La figure du Che Guevara ne fait que grandir après son assassinat en Bolivie en 1967. Nous reviendrons sur ces points dans le chapitre II.

L'Église n'échappe pas à cette agitation politico-idéologique. L'attitude passive et prosélytique commence à être sérieusement remise en question par l'expérience vécue par les prêtres, religieux et laïques auprès des « pauvres ». On s'éloigne de la conception du pauvre comme objet de conquête pour lui reconnaître de plus en plus un rôle de sujet protagoniste de sa propre histoire. C'est une étape de rupture agressive de chrétiens politiquement engagés face à l'Église et surtout face à sa hiérarchie. L'Église comme institution et le catholicisme comme idéologie n'avaient rien à offrir, à proposer, à l'homme qui souffrait la misère non seulement dans son âme mais surtout dans son corps, dans sa tête. La jeunesse latino-américaine et son intelligentsia trouvaient leurs armes idéologiques et institutionnelles dans le marxisme et dans les partis de gauche ; on voulait changer les choses ici et maintenant, le ciel peut attendre. Bien des années s'écouleront et beaucoup de changements interviendront avant que la gauche ne se réconcilie avec le christianisme et avec l'Église. Nous reviendrons dans les chapitres IV et V sur la question, importante à mon avis, du déplacement et de l'interrelation des espaces de militantisme en tant que lieux de conceptualisation des théories, des pratiques de changement et de nouvelles formes d'engagement politique.

La rupture avec l'Église et sa hiérarchie n'est pas seulement le fait des laïcs. Certains prêtres n'hésiteront pas à prendre les armes pour ce battre dans la guérilla contre l'opresseur. La figure du prêtre Camilo Torres en Colombie, son combat dans la lutte armée et sa mort les armes à la main, soulèvent la question des limites de l'engagement politique du clergé ; cette question ne cesse de diviser l'Église catholique jusqu'à nos jours. Parallèlement, dans ce contexte mouvementé, la campagne de la FAO contre la faim dans le monde et l'appel du pape Jean XXIII seront déterminants pour le changement de l'Église. Ce « pape de la transition » avec son encyclique *Mater et Magistra* de 1961, franchit un pas décisif. Cette fois il n'appelle plus simplement comme Pie XII à la « mission » mais au « partage ». Il ne s'agit plus seulement de convertir les autres mais de leur permettre de vivre, ou tout au moins de ne pas mourir (CCFD, 1984). Ainsi la vieille dichotomie entre le spirituel et le temporel qui avait commencé à se fissurer davantage ici et là au contact des réalités, éclate avec la bénédiction du chef de l'Église.

L'ouverture de ce nouveau front de combat temporel, concrétisé à l'époque dans la lutte contre la faim, déclenche un grand mouvement de réflexion et d'action dans les milieux catholiques et aussi protestants. Les Églises et les mouvements chrétiens des pays industrialisés se structurent pour répondre au cri de la faim de ce phénomène que l'on commence à appeler « Tiers monde ». C'est aussi la naissance de cet autre phénomène que l'on désigne si vaguement de nos jours comme « ONG » sur lequel nous reviendrons plus loin.

Ce nouvel élan idéologique accompagné de l'arrivée des fonds non négligeables aux Églises nationales de la part de leurs sœurs des pays industrialisés, est à l'origine du renforcement et de l'élargissement de l'action sociale de l'Église latino-américaine auprès de plus démunis : dispensaires médicaux, éducation des enfants, assistance matérielle et technique aux paysans. Parallèlement à cette action que nous pouvons toujours qualifier d'assistance, une autre action de tout autre nature est portée et menée cette fois avec les élites laïques : la recherche pour le développement. Le Centre pour le développement économique et social d'Amérique latine (DESAL) créé par les jésuites au Chili en 1961, produit une série de travaux qui ont un grand impact dans le continent. La stratégie du DESAL qui comprenait l'étude de la situation de sous-développement dans chaque pays, l'identification des initiatives locales et l'appui à des instituts de formation pour la multiplication d'agents de développement, est appliqué dans plusieurs pays. Au Mexique, une série de groupes populaires et d'appui se sont consolidés à la suite d'une enquête réalisée en 1962 par le tout nouvel Institut mexicain d'études sociales (IMES). Cette étude fut commandée par DESAL et le Secrétariat social mexicain, le financement fut attribué par l'Église catholique allemande (Misereor) (Abalos König, 1987).

Le virage vers la « question politique » est amorcé. Les encycliques *Pacem in Terris* en 1963, *Popularum Progressi* en 1967 et le concile Vatican II en 1965, confortent ce virage qui en Amérique latine sera confirmé dans la deuxième conférence du CELAM à Medellin (Colombie) en 1968. Monseigneur Oscar Romero de El Salvador (Nortel, 1985), exprime très clairement cette nouvelle conception partagée par plusieurs autres évêques et prêtres du continent, promoteurs de ce que l'on appelle l'Église populaire et la théologie de la libération. A l'occasion de la remise du titre de docteur Honoris Causa à l'université de Louvain (Belgique) le 2 février 1980, Monseigneur Romero déclare : « *La dimension politique de la foi, ce n'est pas autre chose que la réponse de l'Église aux exigences du monde réel, socio-politique dans lequel elle vit. Cette option pour les pauvres explique la dimension politique de sa foi, dans ses racines et traits fondamentaux. Parce qu'elle a opté pour les pauvres réels et non pas fictifs ; parce qu'elle a opté pour les opprimés et réprimés, l'Église vit dans le monde du politique et se réalise en tant qu'Église à travers le politique. Cela ne peut pas être autrement, si comme Jésus elle se dirige aux pauvres* » (Izquierdo, 1981, 42). Monseigneur Romero fut assassiné 22 jours plus tard au Salvador.

Les positions prises par les évêques latino-américains à la conférence de Medellin, leur radicalisme, constituent une véritable agression pour les classes dominantes et un grand espoir pour les classes populaires. Avec un discours basé sur la méthode d'analyse des sciences sociales et même de

l'analyse marxiste, l'Église latino-américaine fait la symbiose entre l'âme et le corps de l'homme, entre le spirituel et le matériel, entre l'Église et la société en même temps qu'elle redéfinit la relation Église-État. En somme elle casse les vieilles dichotomies qui opposaient le sacré (le ciel) au profane (le monde), l'individu (la foi) à la société (transformation historique) et le privé (L'Église et la religion catholique) au public (l'État et la politique).

A Medellin, le mot « libération » est utilisé et doté de contenu politique, pour la première fois, la conférence :

— constate que la pauvreté est un produit de situations et de structures économiques, sociales et politiques ; la violence est structurelle ; l'injustice est institutionnalisée, c'est un péché social ;

— condamne le capitalisme libéral pour idolâtrie de la richesse individuelle, le collectivisme marxiste pour idolâtrie collective et la doctrine de sécurité nationale pour antichrétienne ;

— reconnaît le droit à l'insurrection dans le cas d'une tyrannie évidente et prolongée qui porte atteinte aux droits de la personne ;

— déclare son option préférentielle pour les pauvres ;

— appelle à la libération chrétienne entendue comme dépassement des servitudes temporelles et des injustices en s'appuyant sur une nouvelle lecture de l'évangile.

Concrètement, ce grand virage et projet libérateur, se traduit par la mise en place de moyens institutionnels : les pastorales spécialisées (comme celles de la terre) et notamment les communautés ecclésiales de base. La création de centres d'éducation ou de formation et l'aide au développement seront d'autres mécanismes utilisés.

1.2.1. L'ORGANISATION DES PAYSANS

De 1968 jusqu'à la fin des années soixante-dix, l'action pastorale en milieu rural et les communautés ecclésiales de base (CEB) connaissent un grand dynamisme. Le mot d'ordre est l'organisation des paysans. Les chrétiens assument (ou utilisent) le compromis libérateur et deviennent véhicules d'évangélisation et moteur du changement : « *Mon âme exalte le Seigneur parce qu'il a fait descendre les évêques de leurs trônes et qu'il a élevé son peuple* » (paysan dans la Rencontre de CEB à Vitoria-Brésil en 1976, in Voguel, 1979).

Le renforcement du rôle des laïcs dans l'Église à travers les CEB est un phénomène important. La pénurie de prêtres se trouve compensée par la formation de communautés entières et non pas, comme dans le passé, par la formation de quelques individus uniquement. Ces communautés se sont développées avec beaucoup d'ampleur, particulièrement dans les campagnes les plus pauvres du continent et notamment au Brésil. Cela peut s'expliquer par plusieurs raisons : abandon par les gouvernements,

partis et syndicats d'une manière générale et, d'une manière plus particulière dans le cas du Brésil, par l'absence totale de réforme agraire. L'Église définit sa fonction comme médiatrice et représentante du vécu et des aspirations des pauvres.

Don Helder Camara, archevêque de Recife (Brésil), signalait que : « *La tâche de l'Église dans le continent est d'élever la voix au nom des pauvres, pour que la reconnaissant, ils perçoivent que c'est la leur et réapprennent à parler. Cette fonction de représentation du peuple par la voix de l'Église n'est pas stérile, les communautés chrétiennes qui naissent aujourd'hui montrent l'émergence d'un peuple nouveau* » (Voguel, 1979).

L'action de ces communautés et le travail de réflexion des ecclésiastiques sur la misère des paysans, sont à l'origine de la création en 1975 de la Commission pastorale de la terre (CPT) comme organisme officiel de l'épiscopat brésilien pour les problèmes agraires. La CPT s'occupe des problèmes de la terre, les analyse et condamne ouvertement le système capitaliste en tant que racine de la misère actuelle des paysans, mais aussi elle condamne ceux qui soutiennent ce système en tant que responsables de cette situation. L'évêque Casaldaliga explique les raisons de cette action pastorale et les conséquences répressives qu'elle entraîne : «... *La terre qui pour beaucoup serait un problème horizontal, parce que certains imaginent que les hommes doivent vivre dans les nuages et non pas sur la terre, est devenue pour nous un problème réellement humain, réellement évangélique* «... *La lutte contre le latifundio (grande propriété foncière)* » a fait que le gouvernement du Brésil ait voulu m'expulser plusieurs fois du pays et que le Saint-Siège, à travers la nonciature, m'ait offert un poste à l'étranger certainement pour faciliter diplomatiquement les relations Église-État en laissant de côté, malheureusement les intérêts du peuple et les intérêts de l'évangile qui ne coïncident pas avec la diplomatie, même pas avec la diplomatie du Vatican »... « *N'ayez pas honte de Camilo Torres, n'ayez pas honte de l'évangile de Jésus* » (Izquierdo, 1981, 51,116,121).

Si la relation Église-État est conflictuelle, la relation Église-mouvement populaire soulève aussi des questions quant à l'identité et au rôle de chacun des acteurs. Comment être la voix des paysans sans pour autant se substituer à eux ? La CPT dans son rapport à la conférence de Puebla en 1978, répond à cette question en précisant que son rôle est de soutenir l'action syndicale et d'accompagner la réflexion de ceux qui s'y engagent car elle estime que le syndicat est l'instrument propre des paysans. L'organisation des travailleurs est conçue comme étant indispensable pour que des changements favorables puissent se produire. Dans ce sens, l'action pastorale vise à encourager les travailleurs pour qu'ils inventent librement leurs propres formes d'organisation (Dial, 1978).

Une organisation importante issue du travail de la CPT est le Movimento dos trabalhadores rurais sem terra (MST), constitué en 1985 après un long processus initié en 1978. Malgré l'effort des uns et des autres pour délimiter leurs fonctions, il apparaît que dans la pratique le problème de la relation ÉGLISE-mouvement populaire n'est pas encore résolu : «... *La stratégie d'articulation en relation à l'Église et au MST peut être considérée comme complexe, avec des avancées mais aussi avec des défis et des tensions de différents types. Ce serait une simplification d'affirmer qu'il n'existe aucun problème, mais ils sont localisés et sont en train d'être résolus au niveau local selon les particularités de chaque cas*» (interview d'un dirigeant du MST, in FPH-CEDAL, *Serie Cuadernos Campesinos* n° 14, Brésil, 1991).

Beaucoup d'autres organisations paysannes et indigènes aujourd'hui d'importance régionale ou nationale, ont leurs origines dans le travail pastoral de L'Église catholique même si au fil des années elles ont pris dans leur majorité plus d'autonomie. Pour expliquer comment et pourquoi se sont constituées ces organisations, voici quelques déclarations faites par certains dirigeants en 1991.

Mexique

OCIJ (Organización campesina independiente de Jalisco) : «*Dès le début des années quatre-vingts, deux prêtres de la paroisse de Cuquio développent dans la zone un travail dans la ligne des communautés ecclésiastiques de base (CEB), pour promouvoir la réflexion des paysans sur leurs problèmes et l'action nécessaire. En 1984, suite au contact d'un ami de ces prêtres qui était promoteur dans le centre CECOPA de l'Université Iteso (jésuite) à Guadalajara, ce centre a été invité à travailler dans la zone de Cuquio. Après une recherche du CECOPA, du contact et du travail de réflexion avec les CEB et de l'appui de la Coordination nationale Plan de Ayala face aux problèmes d'expulsion des paysans, on arrive à la constitution de l'OCIJ en 1987*».

FDC (Frente democrático campesino) : «*Ses origines remontent à 1985. Au début de cette année fut fondée à Anahuac la UPCALA à l'initiative du prêtre Camilo Daniel, curé du lieu, lequel avec les paysans a mené une lutte réussie pour la défense de garantie des prix du maïs et du haricot*» (FPH-CEDAL, *Serie Cuadernos Campesinos* n° 4, Mexico, 1991).

Panama

Federación campesina indígena de Veraguas : «*Le mouvement coopératif en 1968, a démarré à Veraguas au travers de l'Église... Nous avons commencé à travailler depuis 1968 avec l'arrivée d'un curé de Colombie qui a essayé de nous organiser à Santa Fé dans le nord, et nous avons continué à travailler et après vingt ans nous nous sommes rendu compte que tout seuls nous ne pouvions rien, qu'il fallait nous unir avec d'autres*

organisations » (FPH-CEDAL *Serie Cuadernos Campesinos* n° 13, Panama, 1991).

Chili

CNC (Confederación nacional campesina) : « *Elle est née en 1987 de la fusion des confédérations syndicales paysannes Triunfo campesino et Libertad. Ces confédérations datent de 1967 et 1968 et ont été le fruit du travail pastoral de l'Église catholique à la campagne ainsi que de la pénétration de l'idéologie humaniste chrétienne à l'époque de la réforme agraire de 1967* ».

Coordinadora de asociaciones gremiales de pequeños agricultores : « *Elle est née en 1989 comme un effort de l'ensemble de toutes les fédérations des associations syndicales des petits producteurs. La plupart des associations syndicales sont nées en réalité en 1980 en s'appuyant sur une loi qui permettait l'association de personnes de professions similaires. A leur origine il y a deux influences importantes : le travail de la pastorale rurale de l'Église catholique et la négociation des dettes des crédits non remboursés aux banques et à l'Institut de développement agraire* » (FPH-CEDAL, *Serie Cuadernos Campesinos* n° 7, Chili, 1991).

Paraguay

CODAA (Coordinación de agricultores asociados) : « *En 1984, nous avons obtenu l'expropriation de quelques parcelles de terre. Suite à ces expropriations est soulevée l'importance d'organiser les paysans pour améliorer leurs productions. Cette organisation a eu dans un premier moment, l'appui du Comité d'Églises pour l'aide d'urgence et aussi de la pastorale de la terre ; elle s'est concrétisée dans la formation de comités d'agriculteurs. CODAA est constituée en 1990. Au départ elle avait des liens très forts avec l'Église. Actuellement l'organisation revendique plus d'autonomie dans l'administration et la direction et traverse un processus d'éloignement de l'Église et cherche des relations avec quelques ONG indépendantes* » (FPH-CEDAL, *Serie Cuadernos Campesinos* n° 11, Paraguay, 1991).

1.2.2. L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT : UNE NOUVELLE CONCEPTION EN TANT QUE PROBLÈME POLITIQUE INTERNATIONAL

Telle que nous le laissent entendre certaines déclarations citées ci-dessus, la promotion d'organisations a été suivie et/ou accompagnée par un appui matériel. Cet appui prend la forme d'aide au développement par le biais de micro-projets depuis la fin des années soixante. Nous avons déjà signalé les changements provoqués dans la conception et la pratique de l'Église latino-américaine qui aboutissent à la conférence de Medellin en 1968. Or, pour mettre en marche la nouvelle politique temporelle, les bonnes intentions ne suffisaient pas, il fallait des moyens financiers et

ceux-là ne se trouvent pas en Amérique latine mais dans les pays développés ; on ne disait pas encore « du Nord ».

C'est l'époque où se constituent en Europe, au Canada et aux États-Unis, des structures propres à l'Église catholique pour faire face aux problèmes de l'homme sur terre. Ces institutions comptent jusqu'à présent parmi les plus gros bailleurs de fonds ou « agences financières » comme on les appelle plus couramment en Amérique latine. Elles sont souvent à l'origine de la multiplication des micro-réalisations, projets et programmes et de la prolifération des ONG dans le continent. Nous reviendrons sur ce thème et les problèmes qu'il pose dans le renforcement ou l'affaiblissement des organisations paysannes et indigènes.

Pour l'instant, ce qui nous intéresse ici c'est de mettre en évidence le passage de l'assistance à l'aide au développement et les changements successifs dans la définition et la pratique de l'aide apportée par l'Église. La situation varie d'un pays à l'autre mais a comme fil conducteur l'aboutissement au constat que le développement est un problème politique international. Les modifications introduites dans la pratique de l'aide par ce constat, seront fortement critiquées non seulement par les hiérarchies ecclésiastiques latino-américaines mais aussi par les hiérarchies et l'opinion publique catholique des pays européens.

L'éducation pour le développement devient ainsi la composante nécessaire de l'aide au Tiers monde. Pour illustrer ces propos, prenons le cas des Pays-Bas. Le dépôt d'une motion de la part de deux démocrates chrétiens membres du parlement pour que ceux qui réalisent directement un travail de développement (8000 missionnaires et autres) puissent partager les fonds du pays destinés à ce propos, aboutit en 1969 à la création de Cebemo. A la différence de la République fédérale allemande (Misereor) et à d'autres pays, le programme de cofinancement n'a pas été l'initiative de l'Église officielle des Pays-Bas mais des institutions environnantes soutenues par des laïcs. C'est le cas aussi, en France, où le CCFD fut créé par 15 mouvements catholiques en 1961.

Cebemo, contrairement à d'autres grandes institutions catholiques, n'est pas lié à sa conférence des évêques ; cela lui aurait permis une plus grande marge de manoeuvre. Ainsi, un premier pas fut la mise en place d'une politique active de projets ouverte à la demande non seulement des missionnaires des Pays-Bas, mais aussi d'autres acteurs à qui Cebemo reconnaît un statut en tant que responsables d'un programme : prêtres nationaux, organisations sociales, syndicats, institutions de crédit, etc. Pendant les années soixante-dix, les projets visaient surtout la formation de la communauté et une plus large participation des groupes. A partir de 1980, le financement des projets n'a plus besoin de l'approbation des autorités des Pays-Bas et l'appui direct au développement n'est pas bien vu par l'opinion publique : « *Nous devons essayer d'expliquer que le sous-déve-*

loppement n'est pas simplement une affaire de manque d'eau potable, écoles et hôpitaux. Le sous-développement n'est pas simplement un manque de facilités de crédit, de potentiel de vente, d'information pour la santé ; le sous-développement est lié en grande partie aux structures d'injustice dans un pays donné et aussi internationalement» (conférence Cebemo, 1980).

Cette prise de conscience et l'écoute permanente des réalités à travers la voix des acteurs sur le terrain, amènent les institutions catholiques à renforcer aussi leur travail d'éducation dans leurs propres pays dans le cadre d'une stratégie dite de «partenariat». Dans ce contexte, les membres de la Coopération internationale pour le développement et la solidarité (CIDSE)³, ont engagé en 1982 un programme «dialogue latino-américain sur le développement du partenariat» qui démarre sa première phase en 1984 en s'occupant des problèmes de la terre principalement au Brésil, au Mexique et au Paraguay (CCFD, 1985).

1.2.3. DE LA FISSURE A LA RUPTURE ? AUTOUR DU CINQUIÈME CENTENAIRE DE LA DECOUVERTE DE L'AMÉRIQUE

«... hemos perdido en cien anos las mejores virtudes humanas del siglo XIX : el idealismo febril y la prioridad de los sentimientos : el susto del amor.

... hemos sido notificados en cambio, que en 1992 se cumplen cinco centurias del descubrimiento de América : importantísimo si. Pero siempre mirando hacia atras, como si tuvieramos que cargar por los siglos de los siglos con el peso del ancla ancestral.

... vistas asi las cosas, cuan lejos estamos en América latina de este minimo ideal! aqui lo unico que medio sabemos es de donde venimos, pero no tenemos ni idea ni nos importa par donde vamos, cual cultura latinoamericana para que el ideario de Bolivar, Marti y San Martin ? ni que nuevo milenio ni que nada. Que Carajo!

... Más alla de los pedestales y des los discursos pour encima de las coronas de laurel y de los pomposos actos que se van a organizar para despedir la última década del siglo XX, de lo que se requiere es de una toma de conciencia de nuestros dirigentes par que acepten la inaplazable determinación política de saltar por encima de cinco siglos ajenos, y de entrar pisando firme, con un horizonte milenario en el milenio inminente».

Gabriel Garcia Marquez

3. CIDSE est un groupe de travail international rassemblant 14 associations catholiques de développement localisées dans 11 pays différents : BRIDDERLECH DELEN (Luxembourg), BROEDERLIJK DELEN (Belgique), CAFOD (Angleterre), CCFD (France), Cebemo (Pays-Bas), CRS (États-Unis), DÉVELOPPEMENT ET PAX (Canada), ENTRAIDE ET FRATERNITÉ (Belgique), FASTENOPFER (Suisse), KOORDINIE RUNGSSTELLE (Autriche), MISEREOR (Allemagne), SCIAF (Écosse), TROCAIRE (Irlande), B. VASTENAKTIE (Pays-Bas). En 1988, les organisations membres de ce réseau ont disposé ensemble de 330 millions de dollars approximativement, comprenant des fonds privés et publics par cofinancement. Chaque année elles soutiennent plus de 6000 projets dans le monde. (OCDE, 1988).

La transition de la question sociale à la question politique ne va pas sans heurts. Pour beaucoup, qui veulent maintenir le statu quo dans la vie politique et économique, l'Église dépasse les bornes ; elle sort de son rôle de légitimation des pouvoirs en place qu'on lui avait assigné depuis l'époque coloniale. Ce repositionnement de l'Église ne passe pas inaperçu pour les États-Unis engagés, surtout depuis leur échec à Cuba, dans une guerre contre les influences marxistes. En 1969, après la conférence de Medellin, le rapport Rockefeller sur l'Amérique latine s'intéressant aux nouvelles positions de l'Église catholique fait état d'une force appliquée au changement y compris révolutionnaire si nécessaire. En 1972, le rapport de la Rand Corporation pour le Département d'État des États-Unis sous le titre « Développement institutionnel en Amérique latine : l'Église catholique en mutation », souligne les inquiétudes face « à la critique du capitalisme comme système économique et à la démocratie libérale comme système politique » (DIAL, 1979).

Ce rapport, en pleine période de dictatures militaires, conforté par l'idéologie de la sécurité nationale à laquelle nous avons déjà fait allusion, a eu beaucoup d'effet. Au Paraguay, le général Strosner qui prit le pouvoir de force en 1954, en profite pour dissoudre, en 1972, les « ligues paysannes » qui avaient été organisées par l'Église avec une certaine autonomie. Il met en place une grande campagne pour combattre la tentation du peuple de prendre le mauvais chemin. En 1977, Raul Pena, ministre de l'Éducation et du culte, décrète l'enseignement obligatoire d'une brochure d'instruction civique contre le communisme. Ce texte devait être enseigné au niveau de l'école primaire aussi bien dans le secteur privé que public. Son but : « conserver l'esprit de nos enfants libre de toute contamination de la part de la dangereuse doctrine du communisme international ».

Voyons quelques extraits de cette brochure pour mieux comprendre comment l'on voulait former les esprits des bons Paraguayens :

— « *Qu'est ce que le communisme ? Le communisme est une façon d'agir et de penser qui va contre les idéaux les plus sacrés de l'homme : Dieu, la Patrie, la Famille, la Liberté* ».

— « *Un Paraguayen peut-il être communiste ? Un vrai Paraguayen ne pourra jamais être communiste parce que dans leur histoire les paraguayens ont toujours montré leur amour passionné envers la patrie, ils préfèrent mourir plutôt que de voir la patrie humiliée* ».

— « *Que se passerait-il si les communistes dominaient le Paraguay ? Nous perdriions d'abord nos libertés individuelles, notre souveraineté et notre démocratie. Ensuite la religion serait persécutée et la famille détruite, nos richesses seraient mises au service des autres pays commu-*

nistes... dans ces pays des milliers de citoyens sont emprisonnés, soumis à la torture et même fusillés parce qu'ils ne sont pas communistes».

— «*Quelle est la forme de gouvernement au Paraguay ? C'est un régime démocratique. Il y a périodiquement des élections. Plusieurs partis démocratiques agissent librement dans le cadre des dispositions légales. Les autorités légitimes exercent leurs fonctions dans le cadre de la constitution et de ses lois*» (DIAL, 1977).

Nous pourrions multiplier ces exemples mais, ce qu'il nous intéresse de souligner ici, c'est le rôle de «parapluie» que les Églises catholiques et protestantes confondues, ont dû assumer dans la décennie noire, celle des dictatures militaires des années soixante-dix. C'est l'époque où les mouvements populaires, les syndicats et les partis politiques de gauche, trouvent dans les organisations de l'Église — institutions de recherche et d'aide au développement et surtout les comités de défense des droits de l'Homme —, les seuls espaces possibles pour combattre les dictatures. Cependant il faut préciser que ce rôle de parapluie n'est pas assumé par l'Église en tant qu'institution car elle ne parle pas d'une seule voix. Le clivage entre théologie de la libération et pouvoir ecclésiastique, ne fait que s'accroître dans le nouveau contexte. Monseigneur Proano (Équateur) fait le point : «*L'Église ne peut être politiquement neutre. Ou bien elle est l'alliée d'une société d'oppression, ou bien elle choisit de s'engager sur le chemin de la remise en question d'une société, de la lutte pour le changement de la situation. Dire que l'Église doit rester neutre, c'est la même chose que d'affirmer que l'Église est complice du maintien du système d'exploitation, d'oppression et d'injustice*» (Entretien radio «Hoy y mañana» du 24 janvier 1975, in Longchamp, 1979).

La troisième conférence du CELAM en 1979 à Puebla (Mexique) est ainsi marquée par la division des évêques sur la question sociale et politique. Le groupe de la théologie de la Libération est mis à l'écart. Si cette théologie n'est pas explicitement condamnée, le recul par rapport aux positions progressistes de Medellín est clair : oui à l'engagement préférentiel pour les pauvres et à la lutte contre l'injustice sociale. Non à la violence révolutionnaire, à la politisation du clergé, à la primauté du temporel, au rapprochement des chrétiens et des marxistes, aux lectures socialistes de la Bible et à la lutte des classes.

Un autre fait important dans cette conférence est la grande préoccupation de la hiérarchie pour les communautés ecclésiales de Base : oui à la participation des laïcs mais sous un modèle pyramidal, les clercs redoutent que les laïcs empiètent sur leurs compétences et l'Église redoute toute initiative décentralisée (Antoine, 1979). Plus tard en 1979, le triomphe de la révolution sandiniste et la participation des prêtres au gouvernement ne fera qu'aggraver les tensions. Tout dernièrement en décembre 1990, l'élection du père Aristide à la présidence d'Haïti soutenu par les commu-

nautés ecclésiales de base, est condamnée. Après son éviction du pouvoir par le coup d'État de septembre 1991, le président Aristide en exil affirme que : « *Le Vatican figure aux premiers rangs des États qui s'ingénient à retarder le retour aux processus démocratiques* » (Aristide, Wargny, 1992).

Parallèlement aux attaques de la hiérarchie conservatrice contre la théologie de la libération et son engagement politique, la terrible aggravation de la crise économique et le retour à la démocratie dans la plupart des pays du continent dans les années quatre-vingts, contribuent aussi à affaiblir et à réduire son rôle de parapluie et de médiateur. Sur le plan idéologique, la déconfiture des partis de gauche qui avaient soutenu l'Église progressiste et dont les thèses marxistes l'avaient fortement inspirée, contribue aussi à son affaiblissement. La chute du mur de Berlin et l'effondrement du système communiste en 1989 ne font que confirmer la perte de poids de l'idéologie en faveur du pragmatisme qui commençait à être réclamé par la population bien avant. On peut éventuellement sortir de la dictature avec des discours, mais comment sortir de la crise économique ? Les sectes évangélistes et pentecôtistes appuyées par les États-Unis, profiteront de ce manque de réponses concrètes, de ce vide, pour élargir leur action et leur propre idéologie dans le continent comme nous le verrons plus loin.

Autour du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique

Pour l'Église catholique, 1992 est l'année du bilan de 500 ans d'évangélisation, mais la célébration est fortement contestée à l'intérieur et à l'extérieur de l'Église. Prises de position, livres, rencontres, articles et colloques nationaux et internationaux se sont multipliés ces dernières années à ce propos.

La quatrième conférence du CELAM, réalisée à Saint-Domingue en octobre 1992, célèbre officiellement l'évangélisation. Le pape Jean-Paul II a opté avec prudence pour placer les travaux de cette rencontre dans la perspective du futur et non du regard sur le passé évitant ainsi de rentrer dans la polémique du rôle de l'Église dans la colonisation et le génocide. La direction était déjà signalée dans le thème choisi : « Promotion humaine, nouvelle évangélisation et culture chrétienne ». De même, dans les textes préparatoires, le ton de la dénonciation du néolibéralisme et de la réalité économique est jugé superficiel. Dans un document de travail rédigé par le père jésuite Jose Luis Aleman de l'université de Saint-Domingue, il s'en prend, sans le nommer, à l'Opus Dei (qui a obtenu une influence plus grande ces dernières années) en dénonçant les « intérêts communs qui existent entre l'Église et l'État ». Dans le texte préparatoire est noyée aussi l'option préférentielle pour les pauvres, comme le signale un collaborateur du prêtre péruvien Gustavo Gutierrez, un des pères de la

théologie de la Libération. L'enjeu est très bien défini par le dominicain français René Luneau : « *La conférence de Saint-Domingue devra décider si les pauvres doivent être les acteurs de leur propre libération ou s'ils doivent attendre la conversion des riches* ». Un autre fait marquant dans la préparation de cette conférence, est la mise à l'écart par la diplomatie vaticaine des évêques progressistes, qui additionnée à la mort (ou assassinat) de beaucoup d'entre eux, diminue la voix de la théologie de la libération à la conférence (Tincq, 1992a).

Le pape dans son discours d'ouverture de la conférence a été clair sur la conception de la nouvelle évangélisation. En partant d'une analyse à l'opposé de celle des évêques de Medellin qui attribuaient les problèmes du continent à la lutte des classes et des pouvoirs, le pape trouve à la racine de ces mêmes problèmes — qu'il dénonce toujours : inflation, corruption, dette, etc. —, la modernité, la sécularisation, l'urbanisation, qui font perdre les valeurs chrétiennes. Pour mener à bien la nouvelle évangélisation ou rechrétianisation du continent, le pape appelle à l'unité de l'Église et à l'intégrité de la foi. Il dénonce le pluralisme théologique, voire la théologie de la libération : « *un magistère parallèle de théologiens en opposition avec le magistère catholique... l'unité de la foi doit être maintenue dans le magistère authentique des évêques* » (Tincq, 1992b). Le message est clair et la remise en question de l'originalité de l'Église populaire latino-américaine depuis Medellin qui était de partir de la dure réalité du vécu quotidien des classes populaires pour aller vers l'évangile, risque d'être neutralisée par la hiérarchie vaticane et la paix romaine.

De leur côté, les organisations paysannes, indigènes et populaires, ont pris une position très critique et différenciée à propos du rôle de l'Église pendant 500 ans. Après plusieurs réunions consacrées à l'analyse des différents problèmes du continent, plusieurs organisations paysannes et indigènes⁴ sont convoquées à la première rencontre latino-américaine des organisations paysannes et indigènes réalisée à Bogota (Colombie) en 1989. Les 72 délégations en provenance de 21 pays réunis à cette occasion, ont condamné à l'unanimité « la célébration du V^e centenaire promue par les gouvernements d'Europe, des États-Unis, de l'Amérique latine et du Vatican ». Ils ont qualifié ces cinq dernières siècles comme « 500 ans d'invasion militaire, politique, culturelle, de génocide et d'évangélisation » (Memorias, 1989).

Cependant, le rôle de l'Église populaire comme accompagnatrice des luttes des opprimés a été souligné comme très positif. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces rencontres continentales. Pour l'instant, et pour clore le thème de la relation entre l'Église catholique et les organisations, ce qu'il est important de souligner c'est la revendication des groupes indigènes de leur droit à vivre et à exprimer leur propre religiosité et à ne plus se voir imposer une religion quelconque. Si cette revendication a été

4. ANUC, ONIC, FENSUAGRO (Colombie) ; CSUTCB (Bolivie) ; FENOC-I, ECUARUNARI, CONAIE (Équateur) ; CCP, CNA (Pérou) ; MST (Brésil).

présentée avec force dans la première rencontre, dans la deuxième, tenue au Guatemala en 1991, elle a été inscrite parmi les différents mécanismes du « colonialisme interne : l'éducation, la nouvelle évangélisation, les moyens de communication, les structures militaires, juridiques et politiques » (Memorias, 1991).

Ayant participé à ces deux rencontres continentales, j'ai pu constater que le thème du rôle de l'Église en Amérique latine, n'était pas un sujet d'intérêt particulier pour aucune des organisations. Pour les organisateurs, leur préoccupation à ce sujet portait surtout sur le fait de la diminution de la solidarité morale et surtout financière, des institutions confessionnelles à l'égard de la Campagne. Pour les organisations indigènes en particulier, leur inquiétude portait surtout sur l'invasion des sectes religieuses dont le dynamisme atteint ces dernières années, constitue une vraie préoccupation aussi bien pour elles que pour l'Église catholique et les sociétés latino-américaines dans leur ensemble.

1.3. LA NOUVELLE CONCURRENCE POUR LES ÂMES : L'INFLUENCE CROISSANTE DES « ÉGLISES PROTESTANTES »

Il est important de préciser dès le départ ce que l'on entend par « Églises protestantes » afin d'éviter l'amalgame assez fréquent entre « sectes » et « protestantisme ». Le protestantisme en expansion en Amérique latine est le fait des Églises évangéliques et pentecôtistes. Par évangélique on entend tout ce qui n'est pas catholique chrétien. Le terme « évangélique » inclut les mormons et les témoins de Jéhovah. Le terme « pentecôtiste » fait référence aux formes de protestantisme qui se définissent par rapport à des offrandes accordées par le Saint-Esprit. En d'autres termes, ce que l'on qualifie de sectes ou d'Églises évangéliques et/ou pentecôtiste, se caractérise par un discours et une pratique qui ont pour objectif de sauver les âmes de l'enfer en s'appuyant sur la Bible, dans une relation personnelle avec Dieu, et dans l'obligation d'amener le message de la « salvation » à chaque nation et personne (Stoll, 1990).

A l'inverse, les Églises protestantes œcuméniques ont déjà depuis bien longtemps défini leur mission chrétienne en faveur de la construction de la paix et du service humanitaire et pour le développement dans le monde. Si en Amérique latine elles sont très minoritaires (voir tableau), au niveau mondial elles ont beaucoup œuvré pour un meilleur partage de la richesse. Ainsi, déjà en 1958 le conseil œcuménique des Églises recommandait pour la première fois aux pays industriels d'attribuer 1 % de leur revenu national aux transferts financiers vers les pays en voie de développement. Reprise par la suite dans le cadre des Nations unies, cette recommandation

a été à l'origine de l'objectif (jamais atteint hélas) de 0,7 % arrêté pour l'aide publique au développement (OCDE, 1988 : 21).

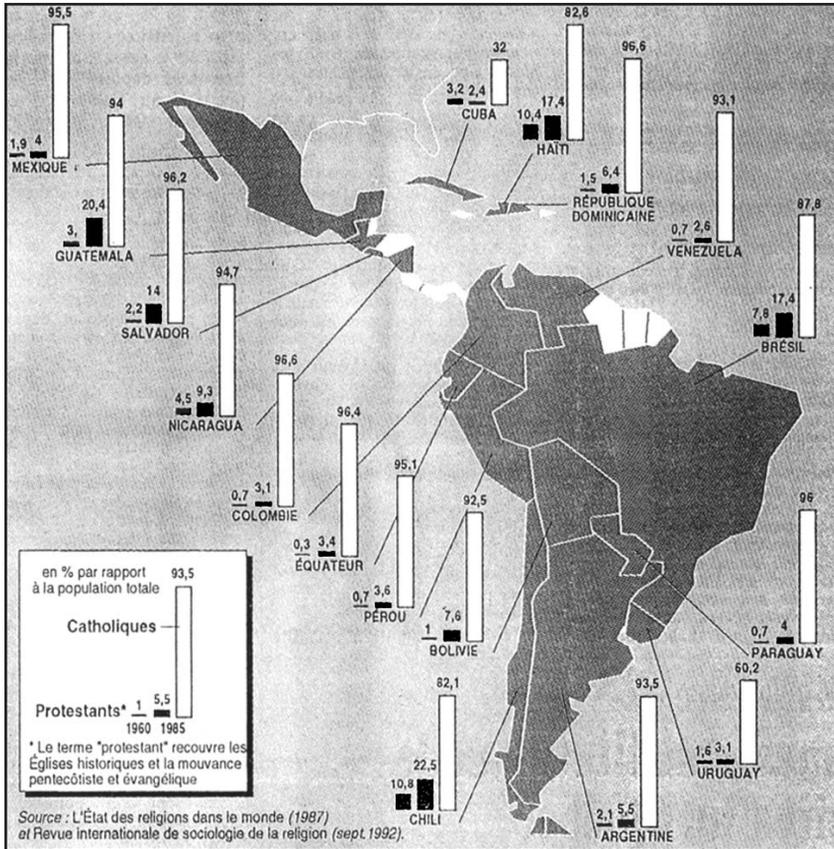
Ces dernières années, les milieux académiques, politiques et syndicaux, de la coopération et de l'Église catholique, ont montré leur préoccupation croissante face à ce que l'on qualifie en Amérique latine « d'invasion des sectes ». Si elles sont bien loin de revendiquer une majorité d'adeptes dans aucun pays, l'expansion rapide qu'elles ont connue en l'espace de trois décennies, est non seulement inquiétante par le projet que ces sectes véhiculent, mais aussi parce que leur développement met en relief les changements profonds des sociétés latino-américaines.

Comme nous l'avons vu antérieurement, les années soixante ont été marquées par de profondes modifications dans le panorama politique et social du continent. Nous avons évoqué le changement d'attitude de l'Église catholique (Medellin), celui des forces armées (doctrine de sécurité nationale), et celui des États-Unis (stratégie du containment et réformes agraires recommandées par l'administration Kennedy dans le cadre de l'Alliance pour le progrès). Face au repositionnement de l'Église et à l'expansion de l'idéologie marxiste, les Églises évangélistes s'interrogent dans une première étude de la Fuller School of World Mission « Latin American Church Growth », sur la manière de construire une croissance institutionnelle à partir de l'émotion générée par l'évangélisme de masses. Cette étude arrive à la conclusion que si les pentecôtistes, les témoins de Jéhovah et les communistes ont autant de succès, c'est parce qu'ils font de chaque membre un évangéliste. Ainsi les baptistes ont opté pour ne plus payer de salaire à leurs pasteurs de manière à les forcer à frapper de porte en porte et à développer beaucoup d'initiatives pour gagner leur vie. Le mot d'ordre était donc de mobiliser tout les membres au lieu de s'appuyer seulement sur quelques pasteurs. Le recours aux laïcs avait aussi été utilisé par l'Église catholique.

Par ailleurs, et compte tenu des engagements politiques et sociaux pris par l'Église catholique à Medellin en 1968, le gouvernement des États-Unis, essaiera aussi de s'appuyer sur les sectes pour contrecarrer les projets communistes dans le continent. A ce propos, il y a deux courants d'opinion : ceux pour qui toute la pénétration des sectes dans le continent repose sur la volonté des États-Unis et de la CIA de contrecarrer les mouvements de gauche et la théologie de la libération (Garcia Ruiz, 1983), et ceux pour qui les « sectes » ne constituent qu'un nouveau bouc émissaire des malheurs du continent (déclaration de Charles Antoine, *Le Monde*, 10 octobre 1992).

Le fait est que lors du congrès de Lausanne (Suisse) organisé par Billy Graham en 1974, les évangélistes décident d'ouvrir leur champs d'action à la « responsabilité sociale » et au renforcement des Églises dans le Tiers monde. Des missions importantes des États-Unis, du sud principalement,

L'expansion du protestantisme en Amérique latine 1960-1985



In Henri Tincq : « Le rendez-vous de Saint-Domingue : un catholicisme en quête de nouveaux prophètes ». *Le Monde Diplomatique*, 10 octobre 1992, p. 8.

telles que Latin American Mission, World Vision et Wycliffe Bible Translators, internationalisent leurs structures administratives (Stoll, 1990 :72).

C'est par le biais du National Council of Churches que transite vers l'Amérique latine la plus grande partie du financement. Parmi les institutions et fondations attachées à cet organisme, nous trouvons : Rockefeller, AID, la CIA à travers les fondations Kaplan et Baird, Rand Corporation (Garcia Ruiz, 1983). Si le budget officiel alloué par la USAID aux missions évangéliques reste faible en comparaison de celui attribué aux agences catholiques (31 millions de dollars contre 264 millions en 1983-1984), les revenus des principales missions évangéliques se sont sensiblement accrus grâce à l'apport des institutions privées et de l'appel au public américain lors de campagnes. Ainsi par exemple, Wycliffe est passé de 18 millions en 1987 à 48 millions en 1985 et World Vision de 39 millions à 232 millions de dollars (Stoll, 1990 :90).

Concrètement, qu'est ce que les universitaires, l'Église et la gauche reprochent à ces sectes évangélistes ou pentecôtistes ? On leur reproche de dépolitiser la lutte des couches populaires en prêchant le salut individuel, de promouvoir un ethnocide culturel en essayant d'instaurer l'idéologie capitaliste nord-américaine, de diviser la société en créant des communautés fermées. Le pont religieux serait un moyen de renforcer l'influence culturelle, économique et politique des États-Unis. Le symbole de ce renforcement serait «le supermarché à l'américaine à un bout du boulevard et l'Église à l'américaine à l'autre bout» (Martin, 1990 : 281). Pour compléter cette image, il faudrait y ajouter bien sûr au moins un McDonald's quelque part dans le boulevard !

Voyons à partir de quelques exemples comment opèrent ces sectes et les conséquences pour les organisations paysannes et indigènes et pour la société dans son ensemble.

Un cas très connu par le succès obtenu est celui de World Vision en Équateur. L'Institut linguistique d'été, bras opérationnel de la Wycliffe Bible translators, travaillait en Amazonie équatorienne (et autres pays du bassin amazonien) depuis longtemps ; la traduction de la Bible dans les langues indigènes et la formation de leaders étaient ses principales activités. On lui attribue aussi, comme au Pérou, l'expérimentation de nouveaux médicaments des grands laboratoires sur les indigènes. Le département d'anthropologie créé à l'université catholique d'Équateur au début des années soixante-dix, réalise une campagne appuyée par les partis de gauche et autres organisations pour expulser l'Institut du pays. Le président Jaime Roldos prend cette décision en 1981 — parmi d'autres mesures plus ou moins nationalistes — et meurt dans «un accident» d'avion deux jours après. Une partie des organisations indigènes, des pasteurs et des enseignants en Amazonie s'inquiètent : qui allait remplacer les services de

transport (par avion) et les soins médicaux que donnait l'Institut ? Certainement pas l'État.

Un an avant l'expulsion officielle de l'Institut, World Vision commence à travailler dans la région andine, dans les communautés quechuas dont l'activité dominante est l'agriculture et l'élevage. Sa stratégie est simple et efficace : elle consiste à s'appuyer directement sur les leaders — évangélistes ou non — en court-circuitant toute forme d'organisation traditionnelle, confessionnelle ou politique. De l'argent est donné ou prêté par ce biais aux communautés dans des quantités plus importantes et surtout dans des laps de temps beaucoup plus courts que ceux pratiqués par les institutions de l'État, de l'Église catholique ou des ONG déjà présentes dans la région. Cet afflux d'argent facile est à l'origine des ruptures au sein des communautés, le travail traditionnel collectif et obligatoire de tous les membres en faveur de la communauté est remis en question, on ne se bat plus contre l'État mais entre catholiques et évangélistes. A Chimborazo, Tungurahua ou Imbabura, les organisations paysannes, L'Église catholique et les ONG voient désertir les communautés qui travaillaient avec elles pour rejoindre les projets de World Vision : « *Ce que ce gouvernement a fait — et il serait bien de le dire en Europe — c'est d'ouvrir les portes aux nord-américains. Une institution très forte ici est World Vision et l'autre Plan international, elles viennent avec beaucoup d'argent et nous disent : mais pourquoi aller à la banque, quels sont vos besoins ? Ils nous humilient ces gringos ! Malheureusement les paysans eux-mêmes et les indigènes continuent à tomber dans le piège car ils continuent à demander* » (interview d'un dirigeant de la FENOC-I in : FPH-CEDAL, *Serie Cuadernos Campesinos* n° 6, Équateur, 1991).

Il est vrai qu'il y a relativement beaucoup d'argent en jeu ; on estime le budget de World Vision à 1 million de dollars pour l'Équateur, un si petit pays. Mais, est-ce que le seul attrait de l'argent facile peut expliquer la rapide augmentation de « convertis » ?

Il faut signaler que l'expansion de sectes en Amérique latine coïncide avec un moment important pour les paysanneries latino-américaines. Les réformes agraires entreprises ici et là depuis la fin des années soixante jusqu'à la fin des années soixante-dix, même si très partielles, ont signifié une transition du système d'hacienda à la limite du féodalisme, vers une modernité inconnue. Si la gauche — partis, syndicats, Église progressiste — avait réussi à faire de l'obtention de la réforme agraire le point de ralliement de la paysannerie, celle-ci une fois acquise posait d'autres problèmes auxquels les seules réponses politiques ne pouvaient plus suffire. Les paysans libérés du système d'hacienda ne se contentaient plus de « conscientisation », ils voulaient du « développement ». Pour ces paysans, souvent aussi indiens, ce développement signifiait non seulement de l'argent mais aussi l'affirmation de leur identité culturelle ; c'est-à-dire

une libération des deux facteurs de domination et d'exclusion dont ils avaient été victimes : la discrimination économique et la discrimination ethnique, voire raciale.

C'est aussi dans ce sens que peut être interprétée la conversion au protestantisme. Pour les paysans à la recherche du bien-être, il fallait rompre avec certaines pratiques traditionnelles jugées, dans le nouveau contexte, comme anti-économiques. Les obligations de travail collectif pour la communauté et la prise en charge des dépenses à l'occasion des fêtes, seront abandonnées. Le paiement des messes qui ponctuent la vie à la campagne sera aussi abandonné, non seulement en raison du coût élevé, mais également parce qu'il était associé à l'ancien ordre où Église catholique et propriétaire terrien étaient compléments de la même domination et exploitation. D'ailleurs, monseigneur Proano, « l'évêque des indiens », avait essayé de s'opposer au paiement des sacrements en se faisant critiquer par les prêtres qui y voyaient un manque à gagner.

En s'appuyant sur le potentiel d'initiative individuelle, dans l'exemplarité de l'expérience personnelle et dans la tradition culturelle, les évangélistes et pentecôtistes ont réussi à constituer de nouvelles cellules communautaires. La nouvelle foi instaure de nouvelles disciplines qui sous une direction assez stricte, assurent une solidarité collective au bénéfice de la promotion individuelle de tous les membres. L'interdiction de l'alcool a sans doute été « un bon coup ». Quant on sait les ravages que provoquent les innombrables beuveries à la campagne (et aussi en ville) — en Amérique latine l'alcoolisme est un fléau beaucoup plus important que la toxicomanie —, il n'est pas surprenant que les femmes aient été très motivées par la conversion : fini l'argent gaspillé, les coups, les viols... Par ailleurs, les rituels, les fêtes, la musique et la danse, les formes charismatiques de direction, sont autant d'éléments que les sectes ont su habilement utiliser.

S'il est vrai que les sectes, avec l'appui financier nord-américain, se sont multipliées en nombre et en influence politique — 179 sectes installées au Nicaragua après la victoire sandiniste, la prolifération des « assemblées de Dieu » au Brésil notamment dans le nord-est, l'élection d'un évangéliste à la présidence du Guatemala, la conversion de Pinochet au méthodisme au Chili, l'appui des évangélistes à l'élection de Fujimori au Pérou. —, leur relative réussite s'explique non seulement par le recours aux conseils des experts en construction institutionnelle ou par l'utilisation des moyens de communication ultra modernes de « l'Église électronique » avec ses énormes temples⁵, mais aussi par la constitution d'un nouveau type d'organisation. Là où le tissu social se déchire, où les liens familiaux, villageois, communautaires ou religieux se défont, les sectes reconstituent des cellules de solidarité basées sur l'affinité sociale.

5. La cathédrale de Jotabeche à Santiago peut contenir quelque 18000 personnes et le temple de Brasil para Cristo encore plus (Martin, 1990, 53).

Organisées en réseaux fraternels fermés — car pour atteindre le salut et se préserver du péché les sectes sont endogènes et même endogames — ces cellules évangélistes et pentecôtistes doivent leur dynamisme à un autre « grand coup » : l'abolition de toute médiation. A la différence des partis politiques, des syndicats, des institutions d'État, de l'Église, de la coopération... basées sur le centralisme et la hiérarchie, ces cellules forment des canaux horizontaux où tous les membres se connaissent et se reconnaissent et où les leaders ou dirigeants — voire les pasteurs — ne sont pas des étrangers venus d'autres pays, d'autres villes, d'autres horizons politiques, sociaux ou culturels, chose fort courante dans les autres organisations. Dans ce sens, elles peuvent être apparentées aux communautés ecclésiales de base catholiques ; d'ailleurs leurs principales concurrentes car toutes les deux pêchent dans les mêmes eaux.

Si l'Église catholique, les partis de gauche et les syndicats, se partageaient avant le monopole des âmes et des corps des millions de paysans et des « pauvres » en général, ils sont maintenant confrontés à la concurrence des évangélistes et des pentecôtistes. Est-ce que, comme le signale le sociologue Jean Pierre Bastian, la force de ces « Églises » pourrait s'expliquer parce que « le catholicisme offrait une stratégie de résistance à l'oppression et que les sectes proposent des espaces d'adaptation à la modernité » (Le Monde, 10.10.92). C'est sans doute une des grandes questions à laquelle les anciennes forces devront réfléchir pour se positionner dans la nouvelle recomposition du jeu du pouvoir et des loyautés.

2. PARTIS POLITIQUES ET INTELLECTUELS DE GAUCHE : HEURTS ET MALHEURS DE L'IDÉOLOGISATION DE LA QUESTION PAYSANNE

« Quelques mois plus tard, le camarade Victor, secrétaire national de l'organisation, convoqua Juvencio. L'ex-caporal était resté à Rio, travaillant pour le parti. Victor venait d'arriver de Sao Paolo, il avait parcouru l'intérieur où une conférence paysanne l'avait rempli d'enthousiasme.

— Il y avait des paysans cela faisait plaisir à voir. Ils sont venus de quatre-vingts municipalités... conscients et capables. Je te le dis, il en sortira bien dix ou quinze dirigeants des cent hommes que nous avons réunis dans cette conférence...

— La tâche est difficile, mais tu connais bien le Sertão. Tu as l'exemple de ce que nous sommes en train de faire à Sao Paolo. Créer des associations paysannes, des cellules dans les plantations, activer les revendications...

— Il a raison, les « beatos¹ » et les bandits disparaîtront le jour où les habitants du Sertão seront politiquement conscients. C'est ton travail... »

Jorge Amado

« Les Chemins de la Faim » (1945)

Pour beaucoup, l'Amérique latine est le continent des guérilleros, des révolutions, des généraux et des coups d'État. Si cette image n'est pas tout à fait vraie, elle n'est pas tout à fait fausse aujourd'hui non plus. Des conflits armés existent encore (El Salvador, Guatemala, Colombie, Pérou), et les coups d'État de différents types sont toujours une menace (Argentine, Venezuela) ou une réalité (Haïti, Pérou). Cependant, l'Amérique latine ne peut plus être caractérisée par le jeu de l'opposition révolution/dictature. D'ailleurs la légende du bon guérillero et du méchant général ne supporte pas l'analyse : les actions sanguinaires perpétrées

1. *Beato* : sorte de messie dans la religion populaire au nord du Brésil.

contre la population par le Sentier lumineux au Pérou actuellement, ou les gouvernements militaires réformistes des années soixante-dix tels que celui de Torrijos à Panama, de Torres en Bolivie ou de Velasco au Pérou, montrent bien l'écart entre la légende et l'histoire.

Ce qui est frappant dans l'histoire de l'Amérique latine, à la différence de tout autre continent, c'est le rôle central qu'a joué l'idéologie fondamentalement marxiste dans l'organisation de la pensée et de l'action individuelle et collective dans la culture latino-américaine.

Depuis le début du siècle, la « question paysanne », « indigène », « agraire » ou « rurale » a été au cœur du débat au sein de la multitude de partis politiques se réclamant de la gauche. Cette gauche latino-américaine fortement inspirée du marxisme, même avec des réinterprétations et des courants très variés, a pensé et agi sur le rôle que la paysannerie devait jouer dans le changement social, dans la révolution, dans la transition au socialisme et tout dernièrement — plus modestement — dans la transition vers la démocratie.

Si la situation varie beaucoup d'un pays à l'autre et même à l'intérieur de chaque pays, nous pouvons dégager plusieurs traits caractéristiques de la pensée et de l'action des partis de gauche en ce qui concerne la paysannerie. Dans ce chapitre nous essayerons de mieux comprendre comment cette pensée s'est structurée à partir des influences externes et des réalités internes, comment elle a donné lieu à des actions collectives et que reste-t-il aujourd'hui de ce grand élan idéologique des décennies précédentes.

2.1. UNE IDÉOLOGIE VENUE D'AILLEURS : DE MARX À MAO EN PASSANT PAR LÉNINE

Les idées socialistes ont pénétré l'Amérique latine dès la fin du XIX^e siècle. Cependant ce n'est qu'à partir de la deuxième décennie du XX^e siècle qu'elles commencent — avec la constitution des partis socialistes et communistes — à s'enraciner dans la culture politique déplaçant l'anarchisme. A cette époque, le socialisme incarnait déjà d'un côté une idée de modernité et de l'autre une révolution dans le sens que Lénine et Trotsky avaient assigné à ce mot. Il s'agissait de substituer les anciens partis avec leur division entre libéraux et conservateurs.

Pour bien situer le contexte sociologique dans lequel naissent et se développent les idées socialistes, rappelons simplement qu'en 1910, 80 % de la population est rurale, l'agriculture étant la première activité économique de la grande majorité des pays. Seulement 5 % de la population travaille dans d'autres activités : artisanat et commerce notamment. La classe ouvrière tardera encore plusieurs décennies à se développer et jamais à une échelle aussi importante comme dans les pays ayant connu

une révolution industrielle. Cependant, l'organisation syndicale qui en Europe prit plus d'un siècle se fera en Amérique latine en seulement quelques décennies par des influences idéologiques et culturelles — (Godio, 1983).

C'est en quelque sorte cette quête de « prolétariat » ou de « classe ouvrière » qui a occupé pendant longtemps la gauche marxiste. Après le triomphe de la révolution d'Octobre en 1917, l'approche de Lénine de compenser le faible développement des forces productives par une forte et rigide organisation du parti, fera son chemin dans le continent (Lechner, 1980). Cette approche sous-entend que la transformation socialiste ne peut se faire tant que le pouvoir de l'État n'est pas conquis. Comme en Russie, cette conception se développera fondamentalement dans les pays où les systèmes politiques exercent un pouvoir centralisé et autoritaire et où les sociétés sont fondamentalement rurales et où le développement industriel est très faible (Franco, 1980). Dans cette logique le changement, compte tenu de la concentration du pouvoir dans l'État, ne pouvait se faire que depuis l'État et à partir de celui-ci dans la mesure où la société pouvait être changée. Dès lors, le besoin d'un parti révolutionnaire et centralisé paraissait légitime et apparaissait comme le modèle à suivre. Si les partis marxistes-léninistes en tant qu'institutions, n'ont pas connu un très grand essor, l'idéologie marxiste-léniniste a par contre souvent guidé l'action collective. Aux difficultés d'appliquer le marxisme qui était avant tout l'analyse de rapports et conflits de classes dans les sociétés capitalistes et industrielles, le léninisme apportera plus tard la réponse dans sa théorie consistant à unifier la lutte anticapitaliste avec la lutte anti-impérialiste (Lénine : *L'impérialisme, étape supérieure du capitalisme*, 1917).

Du fait de la domination étrangère sur l'économie et la politique des nombreux pays, proche dans certains cas comme les Caraïbes ou l'Amérique centrale d'une situation coloniale, et même comme dans certaines « enclaves » minières ou d'agro-exportation de l'Amérique du Sud, la question de la lutte pour la souveraineté nationale devait très tôt être une composante majeure de l'action politique et sociale. C'est cette combinaison de luttes de classes et de luttes nationales et leur association à la construction de l'intégration sociale, culturelle et politique qui a donné sa spécificité à la forme d'action en Amérique latine comme l'a si bien montré A. Touraine (1988).

2.1.1. LA QUESTION NATIONALE

La « question nationale » sera en fait le principal point de discordance entre les jeunes partis latino-américains et l'Internationale communiste dirigée par l'URSS. Les formations politiques se sont constituées tout d'abord comme partis socialistes : 1896 en Argentine où, en 1911, le leader socialiste français Jean Jaurès réalise une tournée, 1912 au Chili... Vers 1920 il

y avait eu déjà trois députés socialistes élus (Argentine, Uruguay, Chili). En 1928, le IV^e Congrès de l'Internationale refuse la reconnaissance des spécificités nationales, surtout après Staline. Le Komintern critique la résistance du groupe socialiste du Pérou — dirigé par J.-C. Mariategui — à reconnaître un centre de la révolution mondiale : l'URSS. Il est critiqué aussi pour avoir de mauvaises compagnies et références comme Sorel (proudhonien), Freud ou les surréalistes, pour ne pas condamner le trotskisme... bref, pour tous ces «défauts des intellectuels» (Flores Galindo, 1982, 23).

Lors de ce Congrès sont fixées 21 conditions à remplir par les partis socialistes pour être admis comme sections de l'Internationale et devenir partis communistes. Pour les Latino-américains plusieurs sont très contraignantes et même inacceptables : subordination de la question nationale aux nécessités de la révolution mondiale ; reconnaissance du prolétariat comme seule force révolutionnaire — même dans les pays où il est pratiquement inexistant — ; soumission à la ligne «classiste» ou de lutte de classe contre classe. La première Conférence communiste latino-américaine réalisée en 1929 refusera ainsi l'adhésion du parti socialiste péruvien pour son insistance sur la question nationale et sur la question indienne. L'idée de Mariategui de construire le socialisme à partir de la réalité et de la culture péruviennes qui étaient fondamentalement paysannes et indiennes, était peut-être trop «révolutionnaire» pour l'époque. Ce n'est qu'en 1930, quelques mois après la mort de Mariategui le «Gramsci créole», que le PS péruvien accepte toutes les conditions de l'Internationale et devient PC. De même, d'autres partis tarderont à se convertir : 1930 Colombie, 1936 Venezuela, après 1945 celui de la Bolivie. Jusqu'en 1943, date à laquelle Staline dissout l'Internationale pour donner une certaine autonomie aux sections, gauche et communisme de la III^e Internationale ont été synonymes. D'autres lignes politiques de gauche étaient simplement inconcevables. Le XXI^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique en 1956 et l'adoption sous Khrouchtchev de la politique de la «coexistence pacifique» entraîneront plus tard, en 1965, la rupture avec la Chine. L'URSS est accusée de «révisionnisme» par sa politique de «dégel» de ses relations avec l'Ouest (les bombardements nord-américains au Vietnam du Nord commencent cette même année) et par un certain assouplissement de la liberté d'expression des idées différentes à l'intérieur du pays comment l'atteste la publication de quelques écrivains jusque-là interdits (S. de Beauvoir, 1972). L'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques en 1968, la fascination qu'exerçait Mao et la révolution culturelle, l'affirmation de la «ligne albanaise» d'Enver Hoxa, sans oublier la «ligne trotskiste» et surtout la révolution cubaine dont nous nous occuperons plus tard, sont autant de pôles qui divisent le mouvement communiste international. La gauche

latino-américaine se divise, au fur et à mesure, dans une infinité de partis et de groupes (ou groupuscules) se réclamant de telle ou telle ligne.

Plutôt que de faire l'histoire des partis de gauche — qui d'ailleurs me semble tout à fait nécessaire pour restituer avec l'objectivité que donne le recul du temps, l'évolution des idées et des pratiques qui sont partie intégrante de notre mémoire collective —, ce qui m'intéresse ici, c'est de mettre en évidence le processus par lequel les idées marxistes se sont enracinées dans la culture politique latino-américaine et comment la gauche s'en est servie pour penser et agir sur la question paysanne.

La question de fond du débat, était de savoir quels sont la place et le rôle des paysans (la question indigène et ethnique était noyée dans la problématique paysanne) dans la transition au socialisme dans les pays où la classe ouvrière est peu nombreuse. Cette question comme nous le verrons plus loin, n'a cessé d'être posée dans les milieux politiques et académiques jusqu'à la fin des années soixante-dix. Mais cette question allait et va encore de pair aussi avec une autre interrogation non moins importante : le rôle du parti en tant qu'avant-garde, en tant qu'organe de direction et de représentation politique des acteurs sociaux. C'est l'autre grande question qui traverse l'Amérique latine jusqu'à nos jours. Car, si depuis les années vingt le parti était conçu comme le seul instrument pour faire de la politique, où acteurs sociaux et acteurs politiques étaient inséparables, la notion et la pratique du politique ont bien changé actuellement. Les processus de démocratisation des années quatre-vingts ont en effet marqué une rupture entre les acteurs sociaux — la société — et les partis qui s'attribuent le monopole de la représentation politique. C'est la demande croissante — légitime et dangereuse en même temps — de l'élimination des médiations entre État et société. Quel rôle doivent jouer les institutions ? quels types d'institutions ? Nous y reviendrons plus tard.

2.1.2. L'UNIVERSITÉ : USINE À RÊVES ?

«Me gustan los estudiantes, jardín de nuestra alegría, son aves que no se asustan de animal ni policía y no les asustan las balas ni el ladrar de la jauría, caramba y samba la cosa que viva la astronomía!

Me gustan los estudiantes porque son la levadura del pan que saldra del horno con toda su sabrosura para la boca del poble que come con amargura, caramba y samba la cosa que viva la literatura!

Me gustan los estudiantes que con muy clara elocuencia, a la bolsa negra sacra le bajo las indulgencias, porque hasta cuando nos dura señores la penitencia, caramba y samba la cosa que viva toda la ciencia! »

Violeta Parra

Mais comment les idées marxistes sont-elles arrivées et se sont-elles ancrées dans la culture politique du continent ? Quels en ont été les véhicules ? Outre les migrations des ouvriers et paysans européens dès la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e notamment en Argentine, Chili, Uruguay, sud du Brésil, il y a eu une autre institution socioculturelle qui a joué et qui joue encore de nos jours un rôle majeur dans la diffusion des idées et dans la formation des consciences, bref, dans la production idéologique : c'est l'université, lieu aussi de la reproduction sociale et du statut.

Les universités, dont les premières furent fondées à l'époque coloniale, ont gardé leur rôle de formateurs d'une élite et de reproduction du système aristocratique-oligarchique jusqu'au début du XX^e siècle. Ce n'est que depuis 1918 date de la réforme de l'université de Cordova en Argentine, arrachée par la pression des étudiants issus des classes moyennes en ascension et organisés — déjà — dans la Fédération universitaire argentine qui s'inspirait du modèle de réforme de l'université allemande, que l'université changera peu à peu de fonction. Les points forts de la réforme : la liberté d'apprendre et d'enseigner, l'autonomie, l'appui économique aux étudiants sans ressources, l'ouverture des universités sociales au peuple... seront réclamés par l'ensemble des étudiants du continent appuyés par les groupes en quête de promotion sociale.

Il y aurait beaucoup à dire sur la fonction de l'université en Amérique latine, sur le rôle joué par les intellectuels et/ou les politiciens rentrés au continent avec de nouvelles idées après un séjour d'études (et/ou d'exil) en Europe ou aux États-Unis, sur le statut et le prestige que confèrent les études supérieures et qui expliquent encore aujourd'hui — comme tous ceux qui connaissent l'Amérique latine peuvent le constater — que l'on s'adresse à quelqu'un qui a une position considérée importante par son titre : on est « licenciado », « doctor », « ingeniero », « arquitecto »... En ce qui nous concerne, il me semble important de souligner trois caractéristiques fondamentales de l'université qui ont profondément marqué la pensée et l'action politique des dernières générations :

1. L'opposition progressive entre deux tendances : l'une modernisatrice et réformiste, l'autre critique et révolutionnaire marxiste. Cette opposition atteindra son point culminant dans les années soixante où le courant de gauche dominant à l'époque voulait une « science engagée », une « université engagée ». La révolution se pensait et se faisait à partir de l'université. Rappelons à ce propos que depuis la révolution cubaine où Fidel Castro lui-même quitte l'université de La Havane pour déclencher peu après la révolution depuis la Sierra Maestra, beaucoup d'étudiants suivront le même chemin en Bolivie, au Pérou, au Chili, au Nicaragua, au Salvador...

2. En complément du point précédent nous trouvons l'opposition entre le rôle de formation professionnelle et le rôle de formation politique. Ce qui se traduit concrètement dans la désarticulation de l'université des

besoins du pays, de la vie économique et sociale. Sur ce point il est intéressant de constater comment les orientations de l'université gardent tout de même une certaine continuité depuis l'université aristocratique du début du siècle jusqu'à celle «révolutionnaire» des années soixante même pour des raisons fort différentes. En effet, nous pouvons constater qu'à la prédilection des études littéraires de la première époque s'ajoute un engouement pour les sciences sociales. L'anticapitalisme et l'anti-impérialisme paraissent avoir en commun avec l'esprit aristocratique un biais anti-économique et antiparticipation à toute activité directement productive. L'Amérique latine a donné plusieurs prix Nobel en littérature, pour la paix... aura-t-elle un jour un prix Nobel d'économie ou de physique ? Est-ce qu'elle est toujours faite «de paroles et de sang» seulement ?

3. Finalement et toujours en relation avec les deux constatations précédentes, nous trouvons dans le cadre universitaire de ce binôme «révolution/sciences sociales», la découverte, voire la fascination pour la question paysanne et indigène. Ce sont les classes moyennes ou la petite bourgeoisie urbaine² qui ont pensé et agi sur — parfois avec — la paysannerie. Intellectuel-parti-université formaient un triptyque. L'université partagée en plusieurs courants politiques était devenue le lieu de discussion et de production de ce que l'on peut appeler l'idéologisation de la question paysanne.

Le problème de la désarticulation, du décalage, de la distance, entre université et société est encore symptomatique de la vie politique, économique et sociale de beaucoup de pays latino-américains. Le rôle de l'université est sans doute un thème qui mérite un travail de réflexion plus approfondi. Car, sans une université orientée ou «engagée» à résoudre professionnellement et techniquement les problèmes du développement, il est difficile d'envisager une évolution favorable pour les sociétés latino-américaines. Et si les centres de recherches privés, voire les ONG nationales ou étrangères, se sont attachés depuis 15 ans à essayer de combler ce vide, cela n'empêche pas que la politique de l'éducation supérieure devrait être un enjeu majeur pour les responsables politiques soucieux de définir des orientations de progrès à long terme. Les enjeux autour des savoirs seront au XXI^e siècle ce que fut la découverte du feu pour l'homme de la préhistoire.

2. Le débat sur le rôle des classes moyennes et/ou de la petite bourgeoisie a fait couler beaucoup d'encre entre les années soixante et soixante-dix. Classe conservatrice ou progressiste ? Son ambivalence a été remarquée. Aujourd'hui classe fortement touchée par la crise, on peut toujours s'interroger sur le rôle de ces couches de la population dans le renforcement ou l'affaiblissement de la démocratie.

2.2. LA TRANSPOSITION DU SYNDICALISME OUVRIER À LA CAMPAGNE : NOUS DEVONS ORGANISER LES PAYSANS

L'apparition des partis politiques et des syndicats porteurs d'une idéologie et d'un projet de société — même vaguement défini —, a donné lieu surtout après les années cinquante, à l'institutionnalisation dans la vie politique du continent des demandes et des revendications des couches exclues du progrès, de la modernisation, du développement. Si les mouvements ou révoltes paysannes ont jalonné l'histoire de l'Amérique latine depuis l'époque coloniale, ce n'est qu'à partir de la création des institutions représentatives de leurs intérêts — réels ou supposés — que leur force politique, leur protagonisme, devient une composante fondamentale de la vie politique du continent. Ces nouveaux lieux d'expression, de canalisation des revendications et des actions sont les « gremios » ou fédérations de paysans et les syndicats de travailleurs agricoles.

Si les forces conservatrices ou réformatrices modernisantes ont eu aussi de l'influence dans la formation d'institutions représentatives de la paysannerie comme nous l'avons déjà vu à propos des Églises, de la démocratie chrétienne, ou comme nous le verrons plus loin à propos du rôle de l'État, ici nous essayerons de mieux situer le rôle de l'idéologie marxiste en raison de sa grande influence dans la culture politique du continent.

2.2.1. LA QUESTION PAYSANNE

Du fait de la composition sociologique de la plupart des pays — forte majorité de paysans — la question paysanne était appelée à devenir l'axe principal de la lutte politique. Cependant, comme nous l'avons déjà signalé, les classes moyennes, urbaines, intellectualisées et politisées dans l'université, étaient très éloignées de la réalité des campagnes. Faute de pratique les textes marxistes leur fournissaient la théorie. Dès lors il s'agissait de savoir si la paysannerie était une classe, si elle était révolutionnaire et quel rôle pouvait-elle jouer dans le changement social. Mais comme nous l'avons déjà noté, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Internationale n'acceptait qu'une classe révolutionnaire, le prolétariat : « *De toutes les classes qui s'opposent actuellement à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes déclinent et périclitent avec la grande industrie... Les classes moyennes, le petit industriel, le petit marchand, l'artisan, le paysan, tous combattent la bourgeoisie pour sauver du déclin leur existence de classe moyenne. Elles ne sont pas révolutionnaires mais conservatrices* » (Karl Marx, *Le Manifeste du parti communiste*, 1847, éd. 10/18 1972, p. 31).

Dès lors, la paysannerie ne se voyait attribuer qu'un rôle secondaire d'allié, c'est la fameuse « alliance ouvrier-paysan » qui ne cessera d'être

interprétée et réinterprétée depuis lors. En tout cas une chose était claire et est restée claire pour la gauche latino-américaine : c'est le rôle dirigeant du parti, et personne ne contestait ce postulat quant à son rôle de médiateur privilégié entre l'État et la société jusqu'à maintenant. Si cela est vrai pour l'Amérique latine depuis l'ouverture des processus de redémocratisation des années quatre-vingts, cela est vrai aussi dans les pays industrialisés comme par exemple la France. L'éloignement des citoyens des structures de représentation comme les partis et les syndicats est un thème qui mérite plus d'attention, nous y reviendrons dans le chapitre V.

Sur le plan idéologique qui nous occupe ici, la gauche latino-américaine trouvera dans un texte de Marx écrit en 1851-1852 à propos de la situation française, les arguments théoriques pour affirmer la nécessité des instances de représentation des paysans : « *Dans la mesure où des millions de familles vivent dans des conditions économiques d'existence qui les distinguent par leur mode de vie, par leurs intérêts et leur culture d'autres classes en les opposant à celles-là d'une manière hostile, elles forment une classe. Étant donné qu'il existe entre les paysans parcellaires une articulation purement locale et que l'identité de leurs intérêts n'engendre entre eux aucune communauté, aucune unité nationale et aucune organisation politique, ils ne forment pas une classe. Pourtant, ils sont incapables de faire valoir leurs intérêts de classe en leur propre nom, soit à travers le parlement, soit à travers une convention. Ils ne peuvent pas se représenter eux-mêmes, il faut qu'ils soient représentés. Leur représentant doit apparaître en même temps comme leur seigneur, comme une autorité au-dessus d'eux, comme un pouvoir illimité de gouvernement qui les protège des autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps* » (K. Marx, *Le XVIII Brumaire de Louis Bonaparte*, éd. Progreso, Moscou, s.d., p. 171-172).

Fortes de cette argumentation théorique (élaborée par Marx à partir de la situation de la France de l'époque), les formations politiques marxistes feront de « l'hégémonie du parti » et du « centralisme démocratique » léniniste les instruments de légitimation de leur rôle de direction et de représentation des paysans. Si les anarchistes avaient promu dans les premières décennies du XX^e siècle le syndicalisme comme moyen de lutte économique, les partis marxistes en feront un moyen de lutte fondamentalement politique.

La géographie et la sociologie de la constitution des syndicats semble montrer très tôt des divergences d'intérêts entre la ville et la campagne. Qu'il s'agisse des premiers syndicats organisés dans les villes et par métier : boulangers, travailleurs du bâtiment, typographes, chauffeurs..., ou de ceux plus ouvriers des pays ayant connu un début d'industrialisation durant les premières décennies du siècle tels que le Mexique, l'Argentine, le Brésil ou l'Uruguay, une chose est certaine : les salariés ont identifié leurs intérêts corporativement en affirmant aussi leur sentiment de supé-

riorité par rapport à la campagne car la ville offre des possibilités de promotion sociale comme l'éducation. Dès lors les intérêts propres des paysans seront dénigrés en tant que millénaristes et opposés au progrès industriel, ou en tant que petits bourgeois opposés au socialisme. Tel fut le cas au Mexique en 1915 où le mouvement ouvrier concentré dans la Casa del Obrero (anarchiste) forma des bataillons pour lutter avec les constitutionnalistes contre Villa et Zapata, ou en Argentine en 1912 où le mouvement syndical s'oppose au mouvement d'agriculteurs «pampeanos» qui se battaient pour la diminution du fermage ; c'est le fameux mouvement connu comme «le cri d'Alcorta» (Godio, 1983, 53). Idéologie anarchiste ou socialiste, «gremios» ou fédérations de producteurs indépendants ou syndicats des ouvriers salariés, partis communistes ou marxistes en général, le fil conducteur de la sempiternelle alliance ouvrier-paysan restera conditionné par l'interprétation que les couches urbaines et intellectuelles se font du progrès.

Si jamais un ouvrage a marqué la pensée et l'action de la gauche marxiste latino-américaine en ce qui concerne la question paysanne, c'est bien celui de Lénine publié en 1899 «Le développement du capitalisme en Russie». Depuis, l'analyse des sociétés rurales se fera en termes de lutte de classes à partir des relations de production : relations féodales opposant propriétaires terriens et serfs ; relations capitalistes opposant propriétaires capitalistes (kulaks) et salariés agricoles ; et paysans moyens cultivateurs de leurs propres terres faisant partie d'un ensemble socio-économique (la commune en Russie) (Alavi, 1976). Sur le plan théorique l'interprétation des thèses de Lénine va donner lieu à une analyse réductionniste ou simplificatrice de la question paysanne : toute la problématique rurale est réduite à la question du pouvoir symbolisé par l'opposition entre propriété des moyens de production — voire la terre — et l'exploitation de la force de travail — celle des paysans —. On élimine ainsi d'autres facteurs très importants pour la compréhension des sociétés rurales latino-américaines comme celui du facteur ethnique ou plus largement celui du facteur culturel. Tout est réduit à des aspects de domination et d'exploitation d'une classe par une autre, bref, à la lutte pour le pouvoir.

Si théoriquement il y a eu beaucoup d'enrichissement notamment à partir de la fin des années soixante avec la diffusion en Amérique latine des thèses de Chayanov concernant «la logique paysanne» ou celles des sociologues, économistes et anthropologues concernant l'importance de «la différenciation sociale» au sein de la paysannerie, ou celle des «différentes formes de rationalité économique»³, sur le plan pratique les partis de gauche semblent ne pas avoir tiré profit de la meilleure connaissance de la complexité des sociétés rurales, paysannes et indiennes que la recherche leur fournissait. En effet, la gauche latino-américaine a continué à privilégier le centralisme léniniste qu'impose une «conception verticale de la démocratie» (Gros, 1982).

3. Voir les travaux de Wolf, Shanin, Godelier, etc.

2.2.2. CENTRALISME DÉMOCRATIQUE : ACTION SYNDICALE ET ACTION POLITIQUE

Ce centralisme antidémocratique s'est exprimé par la promotion ou la récupération des syndicats et des leaders paysans qui reproduisaient le modèle d'organisation pyramidal des partis. La monopolisation de la prise de décisions par les instances de direction de niveau national a donné lieu à ce phénomène bureaucratique que l'on désigne en Amérique latine par «la cupula»; c'est-à-dire les cadres du syndicat — et souvent et en même temps ceux du parti —, désignation qui fait allusion à l'éloignement entre les dirigeants nationaux et les bases. C'est la distance entre une vision plus politique en haut et de besoins plus terre à terre en bas de la pyramide. Les relations parti-syndicat et économie-politique sont actuellement sujet de débat : «*Le syndicat doit avancer dans l'orientation du point de vue économique, et, à partir de là, vers la formation politique ou idéologique pour que les travailleurs puissent faire un saut et militer même dans les partis politiques pour obtenir la transformation sociale. Il faut laisser de côté la peur que les gens se perdent par l'assistencialisme en rentrant dans le processus économique*» (Avelino Ganzer, vice-président de la CUT département rural, in FPH-CEDAL, *Serie Cuadernos Campesinos* n° 14, Brésil, 1991).

Ce centralisme dans la prise de décisions politiques, car les stratégies du syndicat sont définies par le parti⁴, met en lumière outre les facteurs de subordination politique et idéologique, d'autres facteurs de subordination ou de dépendance tout aussi importants qui sont d'ordre culturel et géographique. Culturel dans le sens comme nous l'avons déjà évoqué de l'énorme influence étrangère sur les idéologues fabriqués par l'université, et géographique dans le sens que cette vision est produite dans les grandes villes, voire dans la capitale.

Ainsi les organisations paysannes sont-elles devenues souvent de simples courroies de transmission des intérêts politiques urbains. La lutte politique — prioritaire pour toutes les formations politiques de gauche — n'était pas seulement orientée contre la classe dominante mais aussi contre les autres formations de gauche. Les syndicats faisaient caisse de résonance. Les luttes intestines entre marxistes pro-soviétiques, maoïstes, trotskistes, albanais et autres, ont marqué profondément la vie et surtout le discours politique jusqu'à la fin des années soixante-dix soit dans le pays, soit en exil. Il s'agissait plus de coopter des syndicats et des leaders paysans pour «la bonne ligne» que de construire des stratégies favorables au monde paysan. Wilson Campos, dirigeant de l'ASOCODE⁵ résume la relation parti-syndicat-idéologie : «*L'ASOCODE s'est constituée aussi*

4. C'est ce que A. Touraine (1988) définit comme la subordination des acteurs sociaux aux acteurs politiques ou R. Santana (1986) comme subordination idéologique et dépendance politique.

5. ASOCODE : Asociación de organizaciones campesinas centroamericanas para la cooperación y el desarrollo est une instance de coordination où participent les organisations paysannes les plus importantes de l'Amérique centrale.

contre les formes d'organisation syndicale ouvrière ou politique pour lesquelles le paysan n'était qu'un appendice. Avant, pour des questions d'idéologie, les dirigeants paysans ne se rencontraient pas entre eux pour discuter de leurs problèmes comme agriculteurs. De là le besoin d'une organisation autonome, même si nous ne sommes pas des orphelins idéologiques nous cherchons de nouvelles formes de participation démocratique» (Wilson Campos — ASOCODE —, exposition à l'IRAM, Paris, 1993).

Un autre cas qui illustre bien les problèmes entre action syndicale et action politique est celui de l'ANUC (Asociación nacional de usuarios campesinos) en Colombie. On peut lire dans son histoire⁶ quelques caractéristiques qui sont communes à bien d'autres organisations :

1. Nous trouvons dans un premier moment l'initiative de l'État de créer un syndicat pour soutenir sa politique agricole.

2. Ensuite la radicalisation et séparation avec l'État et la consolidation d'une organisation à partir de la base dans le cadre d'un processus national de prises de terres ; c'est le 2^e Congrès de l'ANUC en 1972.

3. Postérieurement, la pénétration des différents partis de gauche et des intellectuels qui essaient de faire du syndicat un instrument de la lutte politique révolutionnaire ou électorale. Dans le cas de la Colombie il s'agit principalement de différentes tendances maoïstes (Parti communiste marxiste léniniste — PCML — et Ligue marxiste léniniste — Liga ML) qui ont imposé un radicalisme verbal dans le discours de l'ANUC ainsi que des pratiques maximalistes qui empêchaient toute négociation avec l'État pour obtenir un minimum de mesures favorables qu'attendaient pourtant les paysans.

4. Finalement, la crise de l'organisation engendrée par les querelles idéologiques entre les différentes formations de gauche et souvent aussi par les problèmes nouveaux provoqués par l'arrivée des fonds en provenance de la coopération internationale et l'accompagnement du syndicat par de noyaux d'intellectuels et de leurs institutions.

Dans le cas de l'ANUC, le poids des intellectuels qui par le biais des programmes d'éducation avaient réussi pratiquement à contrôler la direction idéologique du Comité exécutif et de l'organisation dans son ensemble, a été déterminant dans la crise. Quelques intellectuels de renommée contrôleront non seulement l'éducation idéologique mais aussi les fonds de la coopération internationale destinés à des projets autogestionnaires de l'organisation. Cette bureaucratie intellectuelle au sein même de la direction ira jusqu'à vouloir changer la nature du syndicat pour s'ouvrir au peuple colombien dans son ensemble. Elle décide même de la

6. Ces lignes reprennent l'excellente analyse de Silvia Rivera « Política e ideología en el movimiento campesino colombiano : el caso de la ANUC ». UNRISD-CINEP, Bogota, 1987. Personnellement, j'ai pu constater le poids de cette histoire sur la nouvelle et plus jeune équipe dirigeante. Voir entretiens : FPH-CEDAL, *Cuadernos Campesinos* n° 2 Colombia, 1991.

création d'un nouveau groupe de gauche : l'Organisation révolutionnaire du peuple (ORP) qui serait patronnée par l'ANUC⁷.

Lors du III^e Congrès en 1974, malgré les critiques de certains délégués par rapport au rôle des intellectuels dans l'affaiblissement du caractère syndical de l'ANUC et de leur désir de réviser la politique de financement pour éviter la corruption, le groupe de l'ORP sort gagnant. Un intellectuel colombien décrit cette relation intellectuel de gauche-organisation paysanne : « *Les paysans du jour au lendemain se sont retrouvés dans un grand mouvement, avec la capacité de définir leur propre sort, mais aussi avec une quantité d'intellectuels qui les harcelaient* » (entretien avec Victor Negrete, Silvia Rivera, *op. cit.*, p. 148).

Non seulement ce congrès marquera le début d'une longue crise de l'ANUC par la désertion des adhérents, c'est-à-dire des paysans qui constatent que la politisation de leur organisation ne donnera pas de réponses concrètes à leurs problèmes, mais il aura aussi des effets profonds dans les formations de gauche. Certaines se scindent en plusieurs tendances tel que le PCML ou le Bloc Socialiste, ou la Liga ML ; pour les unes la paysannerie est vitale pour la révolution en Colombie, d'autres renient le « paysannisme »... bref, devant le reflux du mouvement paysan les partis qu'y avaient participé se fragmentent sur la base de discussions interminables autour de la doctrine, de la caractérisation de la paysannerie en tant que classe et de l'alliance ouvrière paysanne.

En 1975 le Conseil régional indigène du Cauca (CRIC) qui participait avec l'ANUC depuis 1972 — chose intéressante en Amérique latine où l'on connaît les problèmes de la coexistence des paysans et des Indiens au sein d'une même organisation — rompt avec l'association des paysans accusant le comité exécutif de bureaucratie de vouloir avaler le CRIC et de ne pas respecter les demandes spécifiques des indigènes et leur culture. Grosse claque pour les intellectuels qui se voulaient grands connaisseurs et amis des indigènes !

Plus tard en 1978, l'ORP — et donc l'ANUC — participent aux élections sénatoriales au sein du Front d'Unité du Peuple ; la catastrophe électorale : moins de 4,4 % pour l'ensemble de la gauche, ne fait qu'aggraver la désertion des paysans de leur organisation et des militants de leur parti.

Au début des années quatre-vingts, l'ANUC entre dans un processus de réunification appuyé par l'État essayant de gagner, ou de récupérer, un espace de négociation pour définir cette fois les termes de sa subordination.

Si ce n'est que sur le rôle de l'idéologie des partis de gauche et des intellectuels que nous avons voulu attirer l'attention du lecteur dans ce chapitre, il est nécessaire d'ores et déjà de signaler que l'histoire de l'ANUC et de sa crise comme celle de tant d'autres organisations paysannes serait incomplète si nous ne mettions aussi dans la balance

7. Orlando Fals Borda, à qui l'on attribue la paternité intellectuelle de ce projet, démentira cette version de vouloir convertir l'ANUC en un parti agrariste, S. Rivera (*op. cit.*).

d'autres facteurs. L'un d'entre eux est le rôle joué par l'État et ses politiques de démobilisation du mouvement paysan soit par la voie de quelques concessions en matière de réforme agraire, de crédit ou d'autres appuis, ou tout simplement d'une répression très sanglante. Un autre facteur est le rôle joué par la coopération internationale et les fonds gérés par ou pour les organisations, nous y reviendrons plus tard.

Cette vision idéologique de la réalité en général ou de la question paysanne en particulier, témoigne cependant d'une réalité qui est celle d'une époque, d'une génération, d'une jeunesse qui croyait à la possibilité de la révolution et qui souvent s'investissait sans s'économiser... le fond de l'air était rouge. Avec le recul et malgré les points négatifs que l'on peut observer dans les lignes précédentes à propos de l'idéologisation de la question paysanne, on peut quand même constater quelques résultats positifs. Si le centralisme politique a confisqué le pouvoir aux paysans en faisant abstraction de leurs besoins concrets en matière de meilleures conditions de travail et de vie, de formation professionnelle, de santé..., revendications qualifiées dans le langage de l'époque «d'économisme», de «réformisme» et autres appellations du même genre, il n'empêche que les différentes formations politiques de gauche, toutes tendances confondues, ont contribué à porter la question paysanne et en particulier celle de la teneur foncière, la réforme agraire, au cœur du débat national et même à obtenir ici et là quelques améliorations dans la distribution de la terre. En 1971 Eric Wolf signalait dans son livre « Les luttes paysannes du XX^e siècle » (devenu un classique) que les plus importantes révolutions du XX^e siècle (Mexique, Russie, Chine, Vietnam, Algérie et Cuba) ont eu justement ce type d'expression parce que la paysannerie avait assumé un rôle actif dans la coalition des forces de la révolution. Il constate aussi que les résultats de ces révolutions à long terme n'ont pas répondu aux aspirations des paysans qui les avaient rendues possibles. Cependant, ajoute-t-il, les paysans ont obtenu l'un de leurs objectifs fondamentaux : la récupération de la terre (affirmation que nous pouvons contester aujourd'hui). En Amérique latine les paysans n'étant plus majoritaires dans la plupart des pays et la situation ayant bien changé en 23 ans, la participation de la paysannerie dans une coalition sociale et politique pour le changement est-elle encore décisive ? dans quelles nouvelles conditions ? Si la question était dans les années soixante-dix si la paysannerie était une classe en soi ou pour soi, si elle était révolutionnaire ou conservatrice, aujourd'hui dans les années quatre-vingt-dix, la question qui se pose est celle de définir une nouvelle identité et un rôle dans la société latino-américaine du XXI^e siècle.

2.3. DU TRIOMPHE DE LA RÉVOLUTION CUBAINE A L'ÉCHEC DES SANDINISTES : ENTRE IDÉOLOGIE ET PRAGMATISME

« Resumen del mes de Abril :

... En otro plano, el aislamiento sigue siendo total; las enfermedades han minado la salud de algunos compañeros, obligandolos a dividir fuerzas, lo que ha quitado mucha efectividad.

Todavía no hemos podido hacer contacto con Joaquim; la base campesina sigue sin desarrollarse aunque parece que mediante el terror planificado, lograremos la neutralidad de los mas, el apoyo vendrá despues.

Resumen del mes de Mayo :

... El ejercito dio el parte de la detención de todos los campesinos que colaboraron con nosotros en la zona de Masicuri : ahora viene una etapa en la que el terror sobre los campesinos se ejercerá desde ambas partes, aunque con calidades diferentes; nuestro triunfo significara el cambio cualitativo necesario para su salto en el desarrollo.

Resumen del mes de Setiembre :

... Las características son las mismas del mes pasado, salvo que ahora si el ejercito esta mostrando mas efectividad en su acción y la masa campesina no nos ayuda en nada y se convierte en delatores».

Ernesto «Che» Guevara

Journal en Bolivie, 1967

2.3.1. « CUBA SI, YANKEES NO »

Le triomphe de la révolution cubaine a provoqué un changement profond dans l'histoire de la vie politique de l'Amérique latine. Sur le plan théorique et idéologique il a signifié une rupture avec le modèle de parti léniniste d'avant-garde du prolétariat. Le mouvement « 26 juillet » tout en partant des conceptions marxistes était avant tout une synthèse des aspirations des larges couches populaires à la dignité nationale exprimée en termes de lutte contre la dictature de Batista et l'arrogante présence américaine.

Se réclamant de Marti, héros de l'indépendance, de l'humanisme et de l'anti-impérialisme, cette révolution était la première révolution socialiste à ne pas avoir été réalisée par un parti communiste. D'ailleurs le PC cubain n'adhère à la lutte guérillera qu'en 1958. Ce n'est qu'en 1961, après avoir rompu avec Washington, que Cuba se proclame ouvertement socialiste devenant aussi le premier État à se réclamer marxiste.

La révolution cubaine a donné à l'Amérique latine une nouvelle théorie et une nouvelle méthode pour faire la politique et surtout la révolution.

Avec Cuba le rêve que «le socialisme est au bout du fusil» devient une réalité. La lutte armée est mise à l'ordre du jour dans une stratégie latino-américaine et internationaliste, tout au moins dans ses débuts. En effet, en 1962, avec l'exclusion de Cuba de l'Organisation des États américains (OEA) par les États-Unis, Castro définit et lance la stratégie de la lutte révolutionnaire de guérilla comme forme fondamentale d'action pour la libération des peuples du continent. Conduite par une avant-garde révolutionnaire où se forge «l'homme nouveau», il s'agit de constituer des foyers de guérilla dans les zones rurales. Le Che Guevara ajoute sa théorie d'un, deux, trois Vietnam» et insiste sur la nécessité d'une direction de commandement politique et militaire unifié opérant à partir du maquis et non pas des confortables bureaux urbains (Castro, 1972, 12). Les masses paysannes étaient supposées s'intégrer à la lutte par l'exemple et la prise de conscience donnés par les guérilleros.

Cette nouvelle théorie, prouvée avec succès à Cuba, divise davantage la gauche latino-américaine : on est réformiste ou révolutionnaire. Les partis communistes s'opposent même s'ils expriment une certaine sympathie ; l'URSS désapprouve. Mais pour la jeunesse en général et fondamentalement pour la jeunesse universitaire — Castro lui-même était passé de l'université au maquis —, la stratégie cubaine à la différence de celle de partis ne donne pas seulement un sens à la vie et une cause pour se battre ; elle signifie avant tout la possibilité de réaliser le grand rêve «ici et maintenant», de construire et de vivre dans une société nouvelle, de ne pas attendre. Se reconnaissant dans la jeunesse et la fraîcheur idéologique des leaders cubains, la révolution apparaissait comme une tâche de la jeunesse en opposition à l'immobilisme des vieux leaders de la gauche (Falleto, 1980).

Jamais une révolution et surtout jamais aucun personnage n'ont incarné ce rêve de la jeunesse comme le Che Guevara. Le mysticisme de l'organisation guérillera, le romantisme du maquis, la fascination de la mitrailleuse, la poésie du sacrifice suprême de sa propre vie, «la patrie ou la mort» pour un idéal se sont ancrés profondément dans la culture politique de plusieurs générations dans le monde entier. Régis Debray, un philosophe français qui participa à l'action du Che en Bolivie⁸, théorise la voie cubaine «La révolution dans la Révolution». L'image du Che est portée haut dans toutes les manifestations de la jeunesse à travers le monde tout au long des années soixante-dix, beaucoup moins plus tard.

Un leader paysan sénégalais lors d'une rencontre au Mexique en 1992 nous commentait son séjour à Cuba à la fin des années soixante. Il ne comprenait pas comment «le phare qui avait guidé tellement la jeunesse s'était éteint... où en êtes vous?».

L'assassinat de Che Guevara en Bolivie en octobre 1967 marque la fin de l'idée de la pertinence de l'exportation d'un modèle qui avait eu du

8. Voir son analyse de cette époque dans «Les masques», Régis Debray, édition augmentée, Gallimard 1992.

succès dans un autre contexte. Si des foyers de guérilla de type « guevariste » se sont allumés au Brésil, au Pérou, au Venezuela, en Argentine, en Colombie, au Guatemala..., ils ont tous, parmi d'autres, un dénominateur commun à leur échec. C'est l'éloignement idéologique et culturel entre l'avant-garde intellectuelle et urbaine et la masse paysanne souvent analphabète et/ou indienne. Et nous revenons encore une fois à la désarticulation entre idéologie et réalité économique, sociale et culturelle. Si les paysans se sont souvent battus à côté des guérilleros pour récupérer des terres, pour eux cet acte était un but en soi tandis que pour les politiques c'était un moyen d'aller vers la prise du pouvoir d'État.

Avec la mort du Che et la crise économique engendrée par le blocage des États-Unis, Cuba s'aligne sur Moscou. Comme le dit si joliment A. Rouquié (1987) « Castro a cessé d'être castriste » allant jusqu'à approuver l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS en 1968.

2.3.2. EXPÉRIENCES SOCIALISTES ET TRAITEMENT DE LA QUESTION PAYSANNE

Le choix socialiste de Cuba marque aussi l'application pour la première fois en Amérique latine de la collectivisation de la terre. Après six ans de révolution et deux réformes agraires, celles de 1959 et de 1963, l'agriculture est presque entièrement collectivisée sous forme de fermes d'État et même les quelques petits propriétaires individuels qui subsistaient sont contraints d'accepter les impératifs de la planification nationale. Le débat sur les formes d'exploitation de la terre : collective ou individuelle ? se réchauffe, cette fois-ci avec une expérience et un modèle latino à la clef.

La victoire de Salvador Allende et de l'unité Populaire aux élections générales du Chili en 1970, montre la possibilité réelle pour la gauche d'arriver au pouvoir par la voie pacifique et électorale. Si la réforme agraire chilienne ne s'inspire pas des modèles socialistes ou collectivistes, étant plutôt un projet de modernisation de la production, de réponse aux aspirations paysannes et de développement du marché interne comme l'indiquait Jacques Chonchol, son principal dirigeant dans le livre *Chile Hoy*, par contre le syndicalisme paysan est organisé entièrement sur des lignes politiques. La participation directe promue par le gouvernement se radicalise et déborde parfois celui-ci, comme ce fut le cas des Mapuches qui revendiquaient leurs territoires. L'idéologisation de la question paysanne est toujours là. Certains éléments marxistes de l'unité Populaire et du MIR lancent l'idée du « pouvoir paysan » comme un aspect particulier du thème plus général et très révolutionnaire du pouvoir populaire (A. Touraine, 1988, 236).

La violente interruption de l'expérience chilienne par le coup d'État militaire de 1973, vient renforcer le sentiment anti-impérialiste et notamment anti-américain de la gauche latino-américaine. Si les déchirements

entre la gauche modérée et l'extrême gauche y ont largement contribué, le rôle joué par les États-Unis n'est plus à prouver. Je me souviens très bien d'une interview télévisée de R. Nixon à Londres en 1977. Il déclarait sans aucune gêne que les « États-Unis pour défendre ses intérêts et ceux du monde libre ne pouvaient pas se permettre d'avoir un sandwich rouge en Amérique latine avec Cuba au nord et le Chili au sud », *very shocking* n'est-ce pas ?

Pour une grande partie de la gauche, le coup d'État au Chili venait confirmer l'idée que la révolution et le socialisme ne peuvent pas se faire et se construire sans les armes. J'ai pu constater ce postulat lors d'une rencontre des dirigeants paysans et indigènes latino-américains en 1989. Il s'agissait de rédiger un texte sur l'état de la teneur foncière dans le continent ; une discussion passionnée s'est engagée à propos des réformes agraires. Une grande partie de l'assemblée voulait signaler que mises à part les réformes réalisées à Cuba et au Nicaragua, il n'y avait jamais eu de véritables réformes agraires. Le délégué chilien et quelques autres voulaient faire inclure dans le texte celle de l'unité populaire. La majorité disait qu'elle n'avait pas été révolutionnaire mais réformiste... bref, après un long débat où les questions implicites : qu'est-ce que la révolution ? qu'est ce qu'une réforme agraire révolutionnaire ? est-ce que seules les armes légitiment la révolution ?... et autres questions escamotées parce que personne n'avait de réponse, l'assemblée devant l'impasse se décida pour une sortie diplomatique. Le texte fut rédigé ainsi : « Il est important de signaler qu'en matière de réforme agraire et de défense des intérêts des nationalités indigènes, ce qui a été obtenu dans quelques pays de l'Amérique latine est le fruit de l'unité et de la lutte combative et conséquente des paysans et des indigènes » (*Memorias : Encuentro latinoamericano de organizaciones campesinas indigenas*, Bogota, Colombia, 1989).

Le triomphe de la révolution sandiniste au Nicaragua en 1979 vint donner un nouveau souffle et de nouvelles perspectives à la révolution latino-américaine et au traitement de la question paysanne. En continuité et en rupture avec le modèle cubain, les sandinistes appliquent une stratégie de guérilla mais avec un travail d'enracinement plus profond et prolongé parmi la population. Soutenus par une coalition d'alliances sociales très large et hétérogène, les sandinistes ne s'alignent pas sur le modèle soviétique.

Si pendant les premières années de la révolution les sandinistes semblent succomber au modèle socialiste de collectivisation de la propriété et de la production, après 1985 c'est le pragmatisme qui semble l'emporter sur l'idéologie. En effet, depuis 1979 l'accent avait été mis sur la constitution de fermes d'État, appelées Aires de propriété du peuple, dans les terres confisquées à l'ancien dictateur Somoza et à sa famille. Le reste des terres a été attribué à des coopératives de production où

l'absence d'un cadre légal strict permettait, dans la pratique, la continuation de l'exploitation individuelle de la terre. Cet engouement pour le collectivisme dans les premières années, trouve son explication — au Nicaragua comme ailleurs —, dans l'idéologisation de la supériorité des modèles socialistes de production et dans la conviction que la paysannerie fait obstacle au développement national :

«*Les dirigeants du FSLN concevaient la réforme agraire comme une opportunité unique de s'acheminer vers des formes de production plus modernes, vers une socialisation plus avancée du processus de production. Pour beaucoup d'entre eux, la paysannerie traditionnelle, arriérée, peu productive, était réfractaire au progrès; ils la suspectaient d'être, par nature, réactionnaire*» (M. Merlet, 1989, 164).

Suite à l'aggravation des problèmes militaires, économiques et sociaux, les sandinistes changent de stratégie en 1985. Les petits et moyens agriculteurs librement organisés doivent devenir le support de la révolution. La nouvelle réforme agraire est cette fois-ci non pas collectiviste mais distributive. L'adhésion aux coopératives — forme toujours privilégiée — est désormais volontaire; elles sont autonomes par rapport à l'État et localement autogestionnaires devant assumer l'organisation de la production et des échanges (Ruchwarger, 1988).

Dans cette dialectique entre idéologie et pragmatisme, il est intéressant de souligner le rôle joué par l'Union nationale d'agriculteurs et éleveurs (UNAG). Créée comme un projet politique du FSLN pour soutenir sa politique et s'assurer une base sociale très large, en peu de temps cette organisation paysanne devient une force suffisamment autonome capable de négocier avec le gouvernement. La réforme agraire de 1985 fut une première grande victoire. Certains experts du Nicaragua pensent que «le projet de l'UNAG est plus sandiniste que celui du gouvernement, ce dernier étant pris dans l'orthodoxie socialiste. Le projet de l'UNAG est un socialisme agraire non orthodoxe qui s'adapte à la situation du Nicaragua et essaie d'atteindre trois objectifs pour la transition au socialisme : une croissance rapide, équité socio-économique et contrôle populaire» (K. Blokland, 1992, 9). Qu'il s'agisse de postulats idéologiques de l'UNAG ou de ceux de l'auteurlui-même, le fait est que les choses semblent avoir bien changé même avant la chute électorale du gouvernement sandiniste en 1990.

Si le pragmatisme de l'UNAG, né de l'écoute permanente des besoins économiques des paysans, l'avait conduit à négocier des mesures plus favorables, l'hétérogénéité socio-économique de ses membres semble l'avoir conduit de plus en plus à la division d'intérêts et donc à des projets très différents au sein même de l'organisation. Depuis 1988, l'UNAG, sans jamais se situer dans l'opposition au FSLN, avait cependant lutté pour une participation majeure des paysans et de l'organisation dans

l'économie, notamment dans l'agro-industrie, la commercialisation et les institutions financières — secteurs qui relevaient du secteur public. Cette même année, l'UNAG crée sa propre entreprise de commercialisation «ECODEPA». En 1990, l'organisation essaie de faire rentrer dans ses filets les paysans qui s'étaient battus contre les sandinistes (la «contra»). Avec la défaite électorale du FSLN et les privatisations dans le secteur agricole réalisées par le nouveau gouvernement de Violeta Chamorro, le projet modernisateur de la direction de l'UNAG semble avoir été conforté.

Lors d'une réunion avec quelques dirigeants de l'UNAG en octobre 1991, j'ai pu constater l'avancée de ce projet qui se traduisait dans la proposition de créer une banque agricole au Nicaragua. La «Banco del Campo» a démarré ses activités en décembre 1992 suite aux recommandations favorables des experts internationaux y compris celui du Crédit Agricole de France pour qui «l'UNAG serait la seule organisation capable de réaliser cette idée» (Intercambio : PFS 1992, 6-8). C'est sans doute un grand pas pour l'UNAG mais déjà beaucoup de connaisseurs du pays se posent la question : les paysans bénéficieront-ils de cette banque ? accroîtra-t-elle encore une fois la différenciation sociale au sein de la paysannerie aggravant l'exclusion ? sous ce pragmatisme ne se cache-t-il pas le projet d'un nouveau groupe d'intérêt ? Comme nous disait Wilson Campos, président de l'ASOCODE dont l'UNAG fait partie et dont un des dirigeants était présent : «Peut-on faire garder ensemble les loups et les moutons ?» L'hétérogénéité socio-économique des membres d'une organisation étant un problème important, nous aurons l'occasion d'y revenir dans le chapitre V à propos de l'actuelle restructuration des organisations paysannes.

2.3.3. LES SANDINISTES : LA GAUCHE DEVANT LA QUESTION ETHNIQUE

«Se partió en Nicaragua, otro hierro caliente, se ha prendido la hierba dentro del continente, las fronteras se besan y se ponen ardientes...

Y me acuerdo de un hombre que por eso moria, y que viendo este día como espectro del monte, jubiloso reiría...

Andara Nicaragua su camino a la gloria porque fue gente sabia que hizo su historia porque este sangre sabia la que hace su historia... »

Silvio Rodriguez

Un autre terrain où l'expérience sandiniste est révélatrice de la désarticulation entre idéologie et réalité est celui de la question ethnique. Le violent conflit entre le gouvernement sandiniste et les Miskitos de la côte atlantique a montré ouvertement l'incapacité de la gauche latino-

américaine à penser et à gérer la différence, ce qui implique pour commencer, de l'admettre.

Urbaine, intellectuelle, blanche ou métisse, l'élite de la gauche comme d'ailleurs celle de la droite aussi, a toujours eu du mal — même pour des raisons idéologiques différentes — à reconnaître «l'autre». Au fond du problème nous trouvons la conception de la démocratie : «... la gauche latino-américaine serait plus républicaine (et jacobine) que démocrate, c'est-à-dire qu'elle préférerait parler au nom des intérêts collectifs de la nation (qu'elle prétend incarner) et de la morale exigeante de l'État, qu'organiser la représentation des intérêts nécessairement divergents des groupes qui la composent et travailler ainsi à l'instauration d'un espace démocratique» (Ch. Gros, 1990, 26).

Le nationalisme proclamé par le FSLN, fortement imprégné du centralisme démocratique dans l'exercice du pouvoir, ne pouvait pas tolérer que d'autres formes de vie et d'organisation mettent en cause son idée de l'unité de la Nation et donc sa propre légitimité. L'intégration de l'ensemble de la population au projet national vaguement défini, devait se faire sous la direction et le contrôle du FSLN. Le conflit commence de bonne heure avec les Miskitos, population qui, outre sa propre culture et ses formes d'organisation, était historiquement tournée vers l'espace anglophone et américain sous influence protestante. Le gouvernement voulait les intégrer dans les mêmes structures administratives et dans les mêmes conditions que celles appliquées dans l'ensemble du pays. La participation des Miskitos devait ainsi être canalisée dans le cadre de nouvelles «organisations de masse» dirigées par des membres du Front dont la grande majorité était des hispanophones.

L'éducation étant l'un des meilleurs moyens d'intégration et d'unification culturelle, la campagne d'alphabétisation entreprise dans l'ensemble du pays par les sandinistes ne tarde pas à révéler le conflit. Misurata, l'organisation des Miskitos qui avait été, bon gré mal gré, reconnue par le FSLN, boycotte la campagne jusqu'à ce que l'alphabétisation en miskito et en anglais, outre l'espagnol, soit acceptée.

Plus grave encore fut le conflit provoqué par la politique du gouvernement consistant à ouvrir un front de colonisation et de production dans les terres de l'est du pays. Les Miskitos revendiquaient ces terres et aussi leur sous-sol. Sous la direction du Misurata, ils réclamaient 31 % du territoire du Nicaragua lors d'une série de manifestations qui se sont soldées par l'arrestation de plusieurs leaders et la fuite d'autres vers le Honduras voisin. A partir de ce pays, les Miskitos, de leur propre gré ou manipulés par les États-Unis, attaquent les sandinistes. Le FSLN évacue 42 villages dans la zone frontalière pour les installer à l'intérieur et pratique une stratégie de terres brûlées détruisant tout ce qui pourrait nourrir ou abriter l'ennemi — y compris les Églises —. Beaucoup de Miskitos trouvent

refuge au Honduras d'où ils continuent à combattre les sandinistes (Stoll, 1990).

Si l'intervention américaine contre le Nicaragua par différents moyens : appui financier et militaire à « la contra », financement de « sectes » évangélistes ou autres, blocage économique, utilisation des Miskitos..., n'est plus à prouver, le fait est que le traitement donné à la « question de minorités ethniques » prit la dimension d'un procès international non seulement contre les sandinistes mais aussi contre la gauche latino-américaine dans son ensemble. Nombreuses organisations d'appui au développement et des intellectuels qui s'identifiaient à la révolution, dénoncent ici et là la répression dont sont victimes les Miskitos et interviennent auprès des sandinistes pour qu'une solution pacifique et équitable soit trouvée. La pression internationale fut payante et finalement les sandinistes faisant preuve d'ouverture et de pragmatisme accordent un statut d'autonomie à la région de la côte atlantique. Mais ce statut, comme me disait un responsable de cette région, ne fut pas gagné contre les sandinistes car, selon lui, « les Miskitos n'étaient pas *a priori* contre la révolution, au contraire, ils en attendaient beaucoup ». En effet, tout le problème était là, les Indiens du Cauca en Colombie, les Mapuches du Chili, les Miskitos et tant d'autres peuples indigènes espéraient beaucoup des organisations ou encore plus du gouvernement de gauche. Leur déception fut à la hauteur de leur attente.

Quoi qu'il en soit, le fait que le nouveau gouvernement ne veuille pas reconnaître le statut d'autonomie montre bien à quel point la gauche et la droite ont du mal à reconnaître la différence et à décentraliser le pouvoir. Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur ce point à propos de l'émergence des organisations indigènes et de leurs revendications d'autonomie, de reconnaissance des États multi-ethniques et pluri-culturels, et aussi, et d'une manière plus globale, à propos des problèmes que la conception hyper-centraliste du pouvoir et de l'activité économique posent à la construction de la démocratie dans le continent.

Pour finir ce chapitre sur l'idéologie de gauche et le rôle ambigu qu'elle a pu jouer dans la conception et le traitement de la question paysanne en particulier, ou plus largement, dans le changement social, il faut signaler que l'histoire ne se fait pas sans laisser de traces : le marxisme ou « les valeurs de gauche » se sont profondément ancrées dans la culture latino-américaine. Nous pouvons parler aujourd'hui en Amérique latine d'une « culture de gauche ». J'ai pu constater cet ancrage culturel à l'occasion de beaucoup de rencontres avec une grande variété d'organisations : de paysans, d'indigènes, d'habitants de quartier, de femmes, de réfugiés...

Si les partis politiques de gauche, la révolution, la lutte armée, les discours maximalistes et la littérature sur la transition au socialisme ne

font plus recette, par contre la lutte quotidienne pour un avenir et une société plus justes est toujours là, même exprimée aujourd'hui dans un autre langage et en d'autres termes comme souveraineté nationale et alimentaire, recherche du développement avec justice sociale, recherche de la paix, du droit à la citoyenneté, de la reconnaissance des identités, de l'autonomie, de l'accès aux ressources... bref de la recherche d'une démocratie politique, sociale, économique et culturelle, sont autant de fronts de combat menés par une multitude de personnes — organisées ou non — dans lesquels nous trouvons les valeurs de gauche au quotidien. Dans ce sens nous pouvons affirmer qu'il y eut une démocratisation de la pensée et de l'action de la gauche ; des valeurs et des pratiques solidaires ont été appropriées et reformulées par de larges couches de la population qui arrivent souvent même à rejeter toute intermédiation des institutions telles que les partis et les syndicats. Cette nouvelle situation a certainement un côté tout à fait positif mais en même temps elle soulève une grande interrogation : comment organiser une action collective capable d'articuler toutes ces revendications et de fédérer les initiatives d'une si grande diversité de groupes dans un projet collectif au niveau d'un pays ou d'une région ? Prolifération d'organisations n'est pas forcément synonyme de renforcement des mouvements sociaux.

3. LE RÔLE DE L'ÉTAT : MODERNISATION SANS DÉMOCRATISATION

1970

«Yo no seré un presidente mas, yo seré el primer presidente del primer gobierno autenticamente democrático, popular, nacional y revolucionario de la historia de Chile.»

1973

«Ante estos hechos, solo me cabe decirle a los trabajadores, yo no voy a renunciar. Colocado en un transito histórico, pagaré con mi vida la lealtad del pueblo y les digo que tengo la certeza que la semilla que entregaramos a la conciencia, digna de miles y miles de chilenos, no podrá ser segada definitivamente. Tienen la fuerza, podran avasallarnos, pero no se detienen los procesos sociales ni con el crimen ni con la fuerza. La historia es nuestra, y la hacen los pueblos.

Trabajadores de mi patria, quiero agradecerles la lealtad que siempre tuvieron, la confianza que depositaron en un hombre que solo fue interprete de grandes anhelos de justicia, que empeño su palabra de que respetaría la constitución y asi lo hizo. En este momento, definitivo, el último en que yo pueda dirigirme a Uds., quiero que aprovechen la lección. El capital foraneo, el imperialismo, unidos a la reacción, creo el clima para que las fuerzas armadas rompieran su tradición... Victima del mismo sector social que hoy estará en sus casas esperando con mano ajena reconquistar el poder por seguir defendiendo sus granjerías y sus privilegios.

Sigan Uds. sabiendo, que mucho mas temprano que tarde, de nuevo se abriran las grandes alamedas por donde pase el hombre libre para construir una sociedad mejor.

Viva Chile! Viva el pueblo! Vivan los trabajadores! Estas son mis últimas palabras y tengo la certeza de que mi sacrificio no será en vano».

Salvador Allende

Dès le début des années soixante, poussé par les transformations internes des sociétés latino-américaines et par le jeu géopolitique entre l'Ouest et l'Est, un acteur social confirme son rôle non seulement de produit de la société mais surtout de producteur de société : c'est l'entrée en force de l'État comme principal agent de changement.

Dans ce chapitre, nous verrons comment le rôle de l'État a évolué au cours des trente dernières années en ce qui concerne le façonnement de l'agriculture et du monde rural. Comment est-on passé de tout à l'État — de son souci d'asseoir sa légitimité en s'appuyant sur des organisations paysannes —, à une situation de presque pas d'État et du tout au marché ? Existe-t-il une véritable rupture dans les objectifs poursuivis par ces deux orientations politiques ou est-ce que ce que l'on mettait en place dans les années soixante servait — consciemment ou inconsciemment — à préparer la situation actuelle ? Si au bout de trente ans la crise économique que traverse l'Amérique latine se trouve être le révélateur d'une crise sociale et politique, c'est bien parce que le modèle de développement suivi se trouve lui-même remis en question et parce que le projet de société est en panne et la démocratie en déficit.

3.1 LES RÉFORMES AGRAIRES : INSTRUMENTS DE MODERNISATION SÉLECTIVE

Si nous nous référons souvent aux années soixante/soixante-dix comme les années de grands changements dans la structure agraire suite à l'application des théories de l'Alliance pour le progrès ou à celles de la CEPAL, nous négligeons souvent le processus socio-économique et politique qui a conduit à ces réformes. Quels sont les mécanismes, les convergences qui font qu'une réforme est appliquée par plusieurs pays en suivant à peu près les mêmes orientations ?

Malgré des différences importantes d'un pays à l'autre ou des régions entre elles, il y a des points communs qui sont à l'origine des changements et qui relèvent de leur temporalité dans la prise du chemin de ce que l'on appelle la modernisation. Comment l'État a été amené à prendre en main la gestion de cette transformation et donc par là même à se transformer ?

Trois facteurs ont joué — et jouent actuellement — en se combinant de diverses façons depuis le début du siècle, un rôle capital dans l'évolution de la structure agraire : la pression sur la terre, les recommandations des organisations internationales et des modèles de développement, l'élargissement du marché interne et externe. Les relations sociales implicites dans ce jeu à trois facteurs et acteurs, redéfiniront non seulement la structure agraire mais aussi elles contribueront largement à établir de nouveaux

rapports entre société et État, entre politique et économie. Les réformes agraires sont — à cet égard — le moteur de ces changements. Mais si des choix idéologiques sont souvent à la base de ces réformes, on aurait tort de les situer dans une opposition politico-partisane gauche-droite. Elles relèvent aussi d'un choix économique et social — même culturel — qui était posé en termes d'archaïsme-tradition ou progrès-modernité.

Sans proposer de faire encore une typologie des réformes agraires dont la vaste littérature révèle l'importance du sujet pour l'Amérique latine, nous essayerons simplement de soulever les points forts qui mettent en évidence ce projet implicite au début du siècle, explicite dans les années cinquante et qui est celui de la modernisation de l'économie et de la société. Cette démarche nous semble à même d'éclaircir le cadre des politiques néo-libérales appliquées plus tard. Essayons de retrouver ce fil conducteur le long des multiples réformes agraires en partant des trois facteurs mentionnés plus haut.

3.1.1. LA PRESSION SUR LA TERRE ET LA RESTRUCTURATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

«Yo pregunto a los presentes, si no se han puesto a pensar, que esta tierra es de nosotros y no del que tenga más.

Yo pregunto si en la tierra, nunca habra pensado Ud., que si las manos son nuestras, es nuestro lo que nos den.

A desalambrar, a desalambrar, que la tierra es nuestra es tuya y de aquel, de Pedro y Maria, de Juan y Jose.

Si molesto con mi canto a uno que ande por ahí, le aseguro que es un gringo o un dueño del Uruguay.

A desalambrar, a desalambrar... »

Daniel Viglietti

«A desalambrar»

Compte tenu de l'héritage colonial et du renforcement du système d'hacienda qui était la base du pouvoir de l'oligarchie, l'anéantissement de cette base de domination devenait la première tâche pour se lancer dans la modernisation de l'économie et de la société. Cette tâche a été accomplie plus ou moins radicalement en fonction de principes, de volontés, de négociations, d'alliances ou de ruptures entre l'État, — seul agent capable d'entamer de tels processus — et les nouvelles forces modernisatrices.

Quelques chiffres sur la concentration de la propriété de la terre illustrent bien l'énorme pouvoir de ces oligarchies avant les réformes agraires :

- au Mexique moins de 3 % des propriétaires possédaient plus de 90 % des terres avant 1910,
- en Bolivie 6 % en possédait 92 % avant 1952,
- au Pérou 2 % en possédait 69 % avant 1968,
- à Cuba 8 % en possédait 71 % avant 1959 (Touraine, 1988, 231).

Il n'est pas surprenant que la lutte pour la distribution de la terre, c'est-à-dire la pression d'énormes contingents de paysans dépossédés et exploités, ait été l'un des axes mobilisateurs poussant à des changements. La soif de terres de ces paysans a été traitée différemment en fonction des enjeux et des conjonctures spécifiques à chaque pays : véritable volonté de changement ou sédatif pour calmer les tensions sociales ?

Dans le cas des deux premières réformes agraires, celles du Mexique (1917) et de la Bolivie (1953), la pression paysanne joua un rôle capital soit en tant que force armée majoritaire combattant dans la Révolution de 1910 dans le premier cas, ou comme menace extérieure réelle de déstabilisation du nouveau gouvernement nationaliste dans le deuxième cas. Le projet modernisateur — anti-oligarchie — devient plus clair sous la présidence de L. Cardenas (1934-1949) au Mexique. La structure agraire commence à être changée en profondeur, outre une importante distribution de terres et la consolidation du régime « ejidal¹ » et d'un secteur privé, l'État entreprend la tâche d'organiser et de promouvoir le secteur agricole et même l'organisation des paysans : création des institutions de crédit et commercialisation, de recherche et vulgarisation, verticalisation avec l'agro-industrie, encadrement des paysans (ILO 1968). En Bolivie, tout en étant un pays à forte composante indigène et communautaire comme le Mexique, l'orientation de la réforme agraire fut la distribution de parcelles individuelles. Le projet était de « civiliser les indiens » (S. Rivera, 1986 :97) et de développer l'agriculture à grande échelle dans les basses vallées tropicales qui depuis 1944, avec la création de la Corporation bolivienne de promotion, avaient été ouvertes officiellement à la colonisation.

Parmi les réformes agraires réalisées depuis le début des années soixante, outre celle de Cuba de 1959, seulement celles du Pérou (1969), Chili (1970) et du Nicaragua (1981) se proposaient de changer radicalement la structure agraire dans le cadre de modèles ou de projets de société à construire. Même si elles ne furent pas arrachées par la pression paysanne au moment de leur promulgation, elles essayaient de répondre à la longue attente paysanne, jusque-là contenue ou réprimée, et de moderniser l'agriculture. Les autres réformes agraires en Amérique centrale, en Équateur, en Colombie, au Venezuela, celles du Pérou de 1964 ou celle du Chili de 1967, ont été plutôt des mesures destinées soit à calmer l'agitation dans certaines zones, soit à favoriser la modernisation de la production agricole d'une culture et/ou d'une région particulière.

1. *Ejido* : communauté avec catégorie de personne juridique à laquelle l'État donne des terres, eaux et forêts collectivement ; ces biens ne peuvent pas être vendus, transférés ou loués. Diccionario agropecuario de Mexico, 1982 ; en Quintana y Garibay, 1991.

3.1.2. L'ÉLARGISSEMENT DU MARCHÉ ET LA COLONISATION DE NOUVELLES TERRES

Bien que moins voyant que la pression paysanne, l'élargissement du marché national et international jouera un rôle encore plus important dans le changement des structures agraires et dans la modernisation de l'économie et de la société. Avant les réformes agraires un processus de transition commençait déjà à se mettre en place ici et là à partir non pas des paysans mais des propriétaires terriens ou des nouvelles bourgeoisies. Le développement de nouvelles voies de communication — chemin de fer et routes — et l'accroissement de la demande alimentaire sont deux facteurs qui amèneront certains haciendados à moderniser leurs domaines pour tirer plus de profit de nouvelles situations.

En Équateur, le boom de l'exploitation de la banane sur la côte entraîne la construction rapide de routes et l'immigration des paysans de la Sierra vers ce nouveau pôle de développement économique. De même, postérieurement, la prospection et l'exploitation du pétrole en Amazonie et le réseau routier construit pour favoriser ces activités, ouvrira cette région à la colonisation où des paysans des Andes viendront s'installer (Mino 1986). La construction de la ligne de chemin de fer reliant Quito au port de Guayaquil est aussi à l'origine de la modernisation des haciendas de la Sierra Centrale qui se trouvaient ainsi désenclavées (O. Barsky in Llambi, 1990).

En Colombie, la production du café dès les années vingt et la violence dans les années 48-58, sont à l'origine de l'incorporation des larges secteurs de la paysannerie au marché mais aussi des contradictions entre propriétaires terriens et bourgeoisie. Des lois de propriété foncière sont passées en 1936 et surtout en 1944 pour rendre le marché de la terre plus mobile et pour régulariser les contrats de la main-d'œuvre. Les paysans sont expulsés des terres qu'ils exploitaient en usufruit dans l'hacienda sous différentes modalités. Beaucoup de paysans émigrent pour coloniser de nouvelles terres en Orinoquie et Amazonie. Dans les années cinquante une agriculture de type industriel se développe dans les vallées fertiles stimulée par les possibilités d'exporter : canne à sucre, riz, coton, ainsi que de nouvelles cultures comme l'ajonjolé et la palme africaine (Izquierdo, 1981).

L'introduction de la culture du café puis de la canne à sucre et du coton, est aussi à la base de la modernisation de la structure agraire au Salvador. Le paiement en salaire coupera le paysan de son moyen de production — la terre — qu'il exploitait en usufruit ou sous des formes et combinaisons diverses sous le régime d'hacienda. Le paiement en salaire journalier fut aussi introduit dans plusieurs haciendas au Pérou entre 1940 et 1960 (Gonzales, 1986) et au Chili dans celles du centre et du Nord (Diaz, Rivera, 1986). La frontière agricole étant déjà épuisée au Salvador,

beaucoup de paysans émigreront vers le Honduras où les terres du nord sont plus fertiles et constitueront une partie non négligeable des producteurs de café (Rodriguez, Merlet, 1991).

L'exemple le plus extrême du conditionnement de la structure agraire par le marché international est sans doute celui du Brésil, pays où il n'y a pas eu de réforme agraire. La concentration de la terre et la subordination des paysans avec ou sans terre aux grandes exploitations agricoles a suivi la demande externe : « quand la canne à sucre eut besoin de plus d'espace, la production paysanne locale dut changer, même chose pour l'élevage et le soja » (Carballo, Munarin, de Moura, 1991, 183).

Finalement il faut aussi souligner l'importance de l'augmentation de la consommation interne et surtout externe de drogue dans l'expansion de la frontière agricole et les changements dans les productions paysannes. Si dans les années soixante cela a été le cas pour la côte atlantique de la Colombie et la production de marihuana, dans les années soixante-dix cela a été le remplacement du café et du cacao par la culture de la coca dans les Andes orientales du Pérou et de la Bolivie. De ce fait une couche des paysans a pu se capitaliser entraînant des migrations internes qui loin d'offrir l'El Dorado aux nouveaux venus, leur imposent la servitude par endettement et l'insécurité physique.

3.1.3. LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET LES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

Dès la fin des années cinquante, deux nouveaux éléments viendront stimuler et/ou conditionner non seulement les réformes agraires mais aussi les politiques agricoles et plus amplement, les politiques économiques et cela jusqu'aujourd'hui. C'est le rôle joué par les organismes internationaux et les théories du développement.

La fin de la Seconde Guerre mondiale avec la division du monde en deux blocs n'épargne pas l'Amérique latine. Le triomphe de la révolution cubaine en 1959 et la structuration ici et là des partis politiques de gauche — souvent d'obédience marxiste — comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, risquaient de transformer la pression sociale sur la terre en pression politique. L'Alliance pour le progrès promue par le président des États-Unis J.-F. Kennedy, se proposait de désamorcer les tensions sociales pour éviter que l'Amérique latine bascule vers le communisme. Fidel Castro lui-même avait proposé lors d'une réunion de l'OEA au début des années soixante, un vaste plan de développement pour l'Amérique latine. Il demandait aux États-Unis de doter ce plan de 30 milliards de dollars. Peu après, Cuba fut exclue de cet organisme mais Kennedy, reprenant l'idée de Castro, lançait « l'Alliance pour le progrès » avec un budget de 25 milliards de dollars. (Canal +, documentaire « Cuba, histoire d'un mythe », 1994). L'amélioration des conditions de vie des grandes majorités

était à l'ordre du jour. Mais comment s'y prendre ? Compte tenu de la symbiose hacienda/petits exploitants héritée de l'époque coloniale qui grosso modo avait prévalu jusqu'aux années cinquante/soixante, il s'agissait de rompre la domination politique de ces oligarchies ou de les amener à se moderniser. Le pouvoir économique de l'oligarchie qui reposait sur la propriété des grandes exploitations et de beaucoup de paysans qui travaillaient à la limite du statut de serfs, devait être brisé. Les réformes agraires devaient être orientées et mettre fin à cette domination et à orienter l'agriculture en fonction des besoins de l'industrialisation.

Parallèlement, les travaux de R. Prebisch et ceux de la CEPAL dès le début des années cinquante sur le développement de l'Amérique latine, viendront donner une théorie au capitalisme latino-américain. Il s'agissait de vaincre le sous-développement (nouveau concept) par une stratégie de substitution des importations, c'est-à-dire produire localement les biens industriels jusque là importés. La réforme agraire devait servir ce processus et techniciser l'agriculture, dès lors que le modèle ne s'opposait pas à la concentration foncière à condition que les exploitations se modernisent.

Le secteur primaire en général et l'agriculture pour l'exportation en particulier, fournissaient les devises nécessaires à l'importation des biens du capital. Au bout de vingt ans (1950-1970) d'application du modèle de substitution des importations, les pays de l'Amérique latine étaient devenus plus dépendants en technologie et en capital. De pays comme l'Argentine, le Mexique ou le Brésil qui avaient atteint une intégration industrielle importante, n'avaient cependant pas modifié la composition de leurs exportations : 90 % de produits primaires en moyenne (Ikonicoff, 1988). L'endettement de ces pays comme de ceux du reste de l'Amérique latine ne fera qu'augmenter à partir de 1973 grâce à l'abondance de pétrodollars dans le marché financier international. Plus on s'est industrialisé, plus on s'est endetté sans pour autant que cette industrialisation — relative — se soit traduite par un véritable développement des pays. La concentration du capital, des industries, et des populations dans peu de villes sera l'une de conséquences de ce type d'industrialisation ; phénomène qui par ailleurs ne cessera de s'amplifier par la suite.

Le constat d'une crise alimentaire mondiale en 1972 est à l'origine de la Conférence mondiale sur l'alimentation organisée en 1974 par les Nations unies et la FAO. La « version officielle » expliquait la crise par le décalage entre l'accroissement démographique et la baisse de la production dans le Tiers monde, faisant des stocks de céréales dans les pays riches les garants de la sécurité alimentaire du monde. Les famines provoquées par les désastres naturels, notamment celle du Sahel (1972-1973) où le monde entier pouvait assister à travers la télévision à la mort de 250 000 personnes, conforta cette position (Garcia, 1984). Les problèmes structu-

raux propres aux pays du Tiers monde ne reçurent pas beaucoup d'attention lors de cette conférence.

En Amérique latine, les réformes agraires des années soixante avaient affecté la production d'aliments de base pour le marché interne. En concentrant les bonnes terres, les capitaux et les crédits dans les exploitations produisant principalement pour l'exportation, le modèle de substitution des importations laissait de côté d'énormes quantités de petits exploitants. Ces paysans devenaient des travailleurs salariés permanents ou saisonniers dans les grands domaines, se réfugiaient dans l'autosubsistance ou émigraient vers les villes.

Face à cette situation et dans le cadre des recommandations de la conférence de 1974, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) favorisent la mise en place de la stratégie du Développement rural intégré (DRI). Il s'agissait par le biais de crédits et de facilités de commercialisation de stimuler les petits et moyens agriculteurs à se techniciser pour augmenter leur production. La réussite du Plan Puebla au Mexique qui, dès 1967, avait appliqué la technologie pour le maïs de la Révolution verte, confortait et justifiait idéologiquement le nouveau projet de modernisation. Ce projet a contribué d'un côté à approfondir la différenciation sociale à la campagne en favorisant une petite couche de paysans bénéficiaires des plans DRI, et de l'autre côté à accroître le rôle de l'État par le renforcement ou la création de nouvelles institutions dans le secteur agricole. Ces institutions ont servi souvent plutôt les intérêts de leurs clientèles que ceux de l'agriculture et encore moins ceux des paysans. La répartition du « butin bureaucratique » (Izquierdo, 1981), n'est pas seulement propre aux caciques régionaux de la Colombie.

Mais la stratégie du DRI et son application doit être aussi appréhendée dans le cadre d'un modèle plus global qui commençait à se mettre en place dès le milieu des années soixante et qui s'est affirmé au cours des années soixante-dix. L'orientation de certains pays à diversifier leurs exportations — Brésil dès 1964, Mexique dès 1965, Chili dès 1973 —, est confirmée et confortée plus tard par le modèle libéral de Milton Friedman et de l'école de Chicago (les « Chicago boys ») : suppression du protectionnisme et ouverture aux importations, avantages pour l'exportation de produits et de capitaux, politique monétariste pour favoriser la compétitivité... Les multinationales continuent à s'installer en divers pays de l'Amérique latine attirées par les avantages offerts, le cas du Chili est bien connu.

Au début des années quatre-vingts, l'insolvabilité des pays les plus grands débiteurs — Mexique en tête — pour faire face au remboursement non pas de la dette mais de ses intérêts, terrifie les marchés financiers. L'endettement effréné des deux dernières décennies n'avait même pas produit de quoi rembourser ! En quoi avait-on investi ? La Banque

mondiale et le Fonds monétaire international feront appliquer des recettes légitimant la validité du modèle libéral pour sortir de la crise. Les plans d'ajustement structurel se succéderont dans tous les pays aggravant les conditions de vie non seulement des paysans mais de la grande majorité de la population, nous y reviendrons plus tard.

Pour l'instant ce qui nous intéresse de retenir ici, c'est que tous les modèles, théories, plans ou stratégies de réforme agraire et de politiques agricoles ou de développement rural ont été, jusqu'au début des années quatre-vingts, des instruments d'une modernisation sélective qui ont favorisé l'agriculture d'exportation au détriment de la production pour le marché interne. De ce fait, les réformes agraires ont modifié la structure agraire par le biais de la distribution de la terre sous forme collective ou individuelle et encore plus par la concentration de technologie et de capital. Ainsi, la rupture du système d'hacienda a créé une nouvelle dynamique d'intégration/exclusion à la campagne où le marché est apparu dès le début comme un facteur déterminant. La grande majorité des paysans vivant et travaillant souvent dans des systèmes traditionnels et avec d'autres rationalités économiques, ont dû faire face à cette nouvelle situation sans recevoir un véritable appui de l'État. Les réformes agraires et les politiques agricoles n'ont pas été faites pour les paysans ou pour la société rurale mais pour une agriculture capable de soutenir le développement industriel et surtout urbain.

Si l'État a été le principal agent de ces transformations et a consolidé des institutions pour y parvenir, le fait d'avoir été le représentant d'intérêts souvent contradictoires des groupes dominants, a mis de sérieuses limites au projet modernisateur. C'est que le pouvoir politique laissé vide après l'évincement des oligarchies n'a pas été occupé par de nouvelles classes mais par l'État lui-même. D'ailleurs, on a souvent expliqué ce problème par l'absence de véritables bourgeoisies nationales en Amérique latine. Ainsi, la consolidation de l'État si souvent remarquée comme un progrès pour les sociétés latino-américaines aurait « créé dans les faits les conditions pour l'avènement des structures totalitaires » (Ikonicoff, 1988, 131).

Quoi qu'il en soit, le nombre de coups d'État et de dictatures militaires des années soixante-dix témoigne non seulement d'une crise économique mais surtout d'une crise politique où s'affrontaient en fin de compte des visions et des intérêts différents quant au projet de modernisation et surtout, des bénéficiaires de celui-là. Les réformes agraires sont à cet égard révélatrices des changements dans l'appareil du pouvoir politique interne et des pressions externes.

3.2. LES ORGANISATIONS PAYSANNES PROMUES PAR L'ÉTAT : LA TENTATION CORPORATISTE

Dans presque tous les pays de l'Amérique latine, l'encadrement des paysans par l'État a été, à des degrés divers, un élément important et complémentaire des réformes agraires. En se lançant dans la modernisation, les états devaient s'assurer le contrôle de cette base sociale libérée par la destruction ou l'affaiblissement du système oligarchique d'autant plus que d'autres forces (partis de gauche) convoitaient cette clientèle et que les organisations internationales prêchaient la participation comme condition nécessaire au développement.

3.2.1. COOPÉRATIVES ET PARTICIPATION

Nous pouvons dégager quelques traits communs en ce qui concerne la politique des États et des organisations internationales vis-à-vis de l'organisation des paysans. Du côté des états et pour la première fois d'une manière volontariste et avec une portée de niveau national, il s'agissait de mettre en place un processus d'organisation des paysans et de la production notamment par le biais de la création de syndicats et de coopératives (R. Santana, 1986). En ce qui concerne les coopératives, signalons simplement la grande promotion intellectuelle faite aux différentes formes d'agriculture associative. Ainsi par exemple, l'Institut interaméricain de coopération agricole (ICCA), organisation intergouvernementale, faisait des coopératives de production, des entreprises paysannes communautaires et d'autres formes autogestionnaires, la pierre angulaire de la planification du développement agricole (Garcia, 1985). Pour ce faire, les États ont utilisé des ressources financières et humaines très importantes. Ici et là nous assistons à un accroissement des institutions — et donc de fonctionnaires — devant prendre en charge les problèmes de la distribution des terres, de l'augmentation de la production, de l'extension et formation des paysans aux nouvelles technologies, de la commercialisation, du crédit, etc. Jamais auparavant le secteur agricole n'avait eu autant de personnel qualifié pour s'occuper de lui : juristes, économistes, agronomes, vétérinaires, sociologues et parfois même des anthropologues !

Du côté des organisations internationales, les Nations unies et ses agences décentralisées, font de la participation de la population et son institutionnalisation l'une des principales stratégies pour le développement dès le début des années soixante (The U.N. Development Decade, Proposals for Action « Report of the Secretary General E/3613-N.Y., 1962). La réforme agraire, envisagée comme une pièce clé pour le changement des structures, devait être promue par la participation populaire. L'Organisation internationale du travail (OIT), où un Comité agricole permanent fut mis en place, s'occupe lors de sa 7^e réunion en 1962 du

«Rôle des organisations agricoles dans la promotion du développement économique et social en zones rurales» (PAC VII-2-1965). Dans ce rapport un constat est dressé en ce qui concerne la faiblesse du développement agricole :

«... le succès limité de la législation en réforme agricole est le résultat d'un manque de pression suffisante de la part des organisations paysannes représentatives mais — cercle vicieux —, de telles organisations trouvent d'énormes difficultés pour émerger du fait de la structure agricole existante qui devrait être changée par la législation.»

Malgré la signature de différentes conventions de l'OIT établissant des droits de liberté d'association, d'organisation et de négociation collective (Conventions 11, 87 et 98), dans la pratique si elles furent acceptées au niveau national, dans les localités et les régions la loi du propriétaire terrien — souvent avec l'accord des fonctionnaires locaux — continua à prévaloir. C'est l'éternelle question de la désarticulation entre pouvoir central et pouvoir local en Amérique latine Cette désarticulation est en fait un vieil héritage colonial qui se perpétue sous une variété de formes et d'acteurs. Un ancien proverbe de l'époque pré-républicaine est très éloquent : «Dieu est au Ciel, le Roi est en Espagne mais ici c'est moi qui commande» (Merino de Zela, 1971). Mais, ajoutons, que même du côté des États il existait un grand fossé entre l'acceptation formelle des accords internationaux et leur application réelle. A la Conférence interaméricaine des ministres du Travail en 1963 en Colombie, les représentants des syndicats signalaient que dans la plupart des pays de l'Amérique latine il n'y avait pas un effort sérieux de la part des gouvernements pour remplir les conditions de l'Alliance pour le Progrès de faire participer les représentants syndicaux dans la planification nationale. ILO «Contribution to the 5th Report on Progress in Land Reform with special reference to the role of peasants in Latin America» (UN-FAO-ILO).

Si les conventions internationales ont la valeur non négligeable de donner une légitimité mondiale et juridique aux revendications de certaines catégories de la population mondiale : paysans, femmes, indigènes, enfants..., ou de faire porter le débat sur des problèmes importants comme aujourd'hui l'environnement, la lutte contre la drogue..., force est de constater que dans les années soixante comme dans les années quatre-vingt-dix, il faut avant tout que les états nationaux non seulement ratifient ces accords mais encore, qu'ils les appliquent !

3.2.2. QUELQUES CAS

Voyons comment, concrètement, les États nationaux ont promu la participation des paysans, leur organisation, institutionnalisation de leur protagonisme dans le jeu politique... bref, leur entrée dans un peu de démocratie et ce, avec ou sans recommandations internationales.

Au Mexique, Lazaro Cardenas (1934-1940) créa la Confederación campesina mexicana qui se transformera peu après en Confederación nacional campesina (CNC). Pour lui il s'agissait en premier lieu de contrecarrer l'emprise de communistes sur certaines régions tout en proposant un projet modernisateur à partir des paysans. Pour le gouvernement qui lui succéda il était plutôt question d'institutionnaliser la participation paysanne dans son projet urbain d'industrialisation très modernisateur, le virage ne fera que se consolider depuis lors : dans la guerre entre la ville et ses mirages et la campagne et ses réalités, la ville a gagné. Les institutions mises en place par Cardenas sont après lui récupérées au profit de l'État et du seul parti politique au pouvoir depuis la révolution : le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). La Banque rurale deviendra tellement exigeante que les récoltes des paysans ne suffiront pas à rembourser les prêts. A partir des années soixante-dix — surtout au niveau des régions —, de nouvelles organisations autonomes essayeront de se structurer pour contrecarrer l'emprise de l'État qui avait fait de la paysannerie une base d'appui du PRI. Les événements du Chiapas au début de 1994 peuvent se traduire aussi dans ce sens ; encore un symbole de l'opposition entre mirages et réalités, de la désarticulation entre État et société.

En Bolivie, le mouvement paysan qui avait réussi à arracher la réforme agraire en 1953 tombera à son tour sous l'emprise et les intérêts de l'État. Pour le Mouvement nationaliste révolutionnaire qui prit le pouvoir en 1952, il s'agissait d'encadrer le mouvement paysan des petits propriétaires de Cochabamba — zone agricole très riche — et d'étendre le modèle syndical à l'ensemble du pays mais toujours sous sa direction. Ce mouvement indépendant au départ, sera absorbé par l'État sans toutefois perdre leur identité paysanne et surtout indigène (S. Rivera, 1987). Drôle de cas que celui de la Bolivie, le pacte signé entre le gouvernement militaire et l'organisation paysanne, aboutira non pas à moderniser les exploitations paysannes et/ou communautaires, mais à maintenir vivantes les revendications d'autonomie et d'identité ethniques qui se manifestent encore et avec plus de force aujourd'hui... La réforme agraire avait voulu symboliser le passage à la modernité en supprimant le terme indien et en le remplaçant par celui de paysan dans le discours officiel. Mais la culture ne s'efface pas d'un « coup de crayon ».

Au Chili ce ne fut que sous le gouvernement démocrate chrétien de Frei que des lois favorables à l'organisation des paysans furent promulguées en 1967 comme conséquence des promesses électorales de sa campagne dont l'un des axes majeurs était la réforme agraire. L'Unité populaire de Salvador Allende récupérera cette base sociale en essayant de donner plus de participation aux paysans dans la vie politique du pays, l'expérience ne fut pas longue...

Au Venezuela, Action démocratique est à l'origine de la promotion d'un vaste syndicalisme qui fut institutionnalisé. La Federación campesina du Venezuela obtenait — comme au Mexique — de grands bénéfices de sa relation clientéliste avec l'État. D'autant plus que ces bénéfices n'étaient pas négligeables compte tenu de l'importance de la rente pétrolière dans ce pays.

Au Pérou, si la réforme agraire de 1964 fut promulguée pour calmer l'agitation paysanne dans une région où il y avait des groupes guérilleros, la réforme agraire de 1969 s'inscrivait dans un véritable projet de société des militaires qui prirent le pouvoir en 1968. La création de la Confederación nacional agraria (CNA) obéit au besoin du gouvernement d'asseoir son emprise sur le mouvement paysan en créant une confédération parallèle à la Confederación campesina del Perú (CCP) déjà existante et d'obédience plutôt marxiste. CNA et coopératisme furent les deux éléments de la politique de développement agricole et d'encadrement de la paysannerie entre 1969 et 1975 date où le Général Velasco fut évincé du pouvoir. Le nouveau gouvernement présidé par le général Morales Bermudez essaya de briser cette base d'appui populaire jugée trop radicale et chercha à s'appuyer sur de nouveaux interlocuteurs en promouvant les «comités de producteurs» qui plus tard se centraliseront dans l'organisation de la bourgeoisie agraire : l'Organizacion nacional agraria (ONA) (Monge, 1991). Cependant, cela n'a pas empêché plusieurs organisations de base d'avoir une double filiation en fonction des opportunités que l'appartenance à tel ou tel syndicat peut procurer.

Au Nicaragua, la création de l'Union nacional de agricultores y ganaderos (UNAG) obéit aussi au besoin d'institutionnaliser la participation d'une base sociale d'appui, cette fois-ci à la révolution Sandiniste.

Au Salvador, pays voisin, Fesacora fut créée comme un instrument clé d'organisation pour le secteur paysan dans le cadre de la réforme agraire de 1979-1980. Comme organisation de deuxième degré, elle groupait à son origine l'ensemble des coopératives paysannes de production promues par cette même réforme. Le lien institutionnel avec la politique officielle fut rompu à la fin du gouvernement démocrate chrétien car les accords conclus entre celui-là et les organisations paysannes ne furent pas respectés. Par la suite Fesacora prit plus d'autonomie politique et idéologique et participa avec l'ensemble des organisations politiques et syndicales à la recherche d'une solution juste du conflit armé (FPH-CEDAL, *Cuadernos Campesinos* n° 8, El Salvador, 1991).

Nous pourrions prolonger cette liste mais ce qu'il est important de souligner ici c'est que le rôle d'opérateur joué par l'État dans les années soixante/soixante-dix a conditionné la forme des relations établies par les organisations paysannes avec les pouvoirs publics. Qu'il s'agisse des organisations créées par les gouvernements — qui ont pris par la suite leur

autonomie dans la majorité des cas —, de celles déjà existantes ou de celles créées après, elles ont toutes en commun d'avoir construit leurs stratégies en fonction de la réforme agraire et de la distribution de la terre en particulier. Dans ce sens les organisations paysannes ont été amenées et ont appris à se battre et à négocier avec un seul ennemi : l'État et sa multitude d'institutions et bureaucrates.

On était loin d'imaginer les conséquences des politiques libérales qui commençaient à être mises en place dans les années soixante-dix par les gouvernements civils et surtout par les dictatures militaires : renoncement à la politique d'industrialisation (à l'exception du Brésil), ouverture des pays aux entreprises transnationales et aux importations, accroissement rapide de l'endettement... (Shaposnik, 1988).

Formées et habituées à une lutte fondamentalement politique qui oscillait entre la négociation et la répression selon les pays et l'époque, les organisations paysannes seront confrontées dès le début des années quatre-vingts ou l'Amérique latine connaît le retour à la démocratie, à une toute nouvelle situation. A l'haciendado et à l'État succédera un nouvel ennemi insaisissable, sans patrie et sans visage : le marché. Les références qui orientaient l'action des organisations paysannes s'écroulent. Le problème n'est plus seulement à qui appartient la vache mais surtout à qui vendre le lait.

3.3. DU TOUT À L'ÉTAT AU TOUT AU MARCHÉ : LE LIBÉRALISME ET LA QUESTION AGRAIRE AUJOURD'HUI

Nous avons vu comment le modèle néo-libéral commence à substituer le modèle protectionniste de substitution des importations dès les années soixante-dix.

Si Jimmy Carter avait réussi à introduire à partir de 1977 dans le débat politique le besoin de respecter les droits de l'Homme et de pousser pour le retour à la démocratie, Ronald Reagan marquera dans les années quatre-vingts le retour en force des États-Unis (*America is back!*) sur la scène politique et économique mondiale. Sur le plan politique en Amérique latine, l'abandon de l'intérêt pour les droits de l'homme qui avait conduit la Maison Blanche à favoriser le retour à la démocratie au Brésil, aux élections en Équateur et au Pérou, à la chute de Somoza au Nicaragua, à la prise de distance avec les dictatures de l'Argentine, de l'Uruguay et du Chili... se traduit par un appui ouvert aux dictatures aussi bien sur le plan politique qu'économique et militaire. L'appui à la contre-révolution au Nicaragua — aux « *contras* » —, sera très révélateur de la volonté des États-Unis de garder son pouvoir dans la région. Sur le plan économique, les orientations réformistes et de planification de la CEPAL laisseront la

place définitivement à celles de Milton Friedman et au credo de «chicago boys» : libre concurrence, liberté d'importation, liquidation de la moyenne et petite industrie peu compétitive, ouverture aux transnationales et au capital étranger. Le Chili de Pinochet fut un bon exemple d'application de ce modèle.

Les années quatre-vingts sont des années de grands changements dans le monde, la récession mondiale de 1981-1982, les politiques mises en place par les institutions financières internationales, l'effondrement de régimes communistes à l'Est... auront des conséquences économiques et idéologiques sur la vie quotidienne de milliards de personnes. Le processus de mondialisation d'une politique économique basée sur le marché s'accompagnera d'un processus de mondialisation de la pauvreté (Chossudovsky, 1991).

L'Amérique latine n'échappe pas à ce schéma mondial sauf que les années quatre-vingts tout en ayant été une «décennie perdue» sur le plan économique furent aussi une décennie gagnée dans le sens du retour à la démocratie. Mais démocratie politique n'est pas synonyme de démocratie économique. Encore un élément nécessaire mais pas suffisant pour asseoir un vrai développement.

Dans ce nouveau contexte, un des changements majeurs est le rôle que l'État s'assigne dans la direction de l'économie. D'un État opérateur et omniprésent nous passons à un État dont les seules fonctions seraient celles de la régulation et de l'arbitrage d'une économie où la politique à suivre semble se dissocier de la volonté de l'État d'obéir aux simples lois du marché. Comment les États de l'Amérique latine en sont-ils arrivés là ? Y a-t-il une nouvelle politique agricole ? Quelles sont les conséquences du nouveau modèle pour les paysanneries et le monde rural ?

3.3.1. DU PROTECTIONNISME AU LIBÉRALISME : L'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Rien que les mots «ajustement structurel» et tout de suite nous viennent à l'esprit les images des caricatures d'épouvante des publications de beaucoup d'organisations populaires : êtres humains dont les ceintures sont tellement serrées qu'ils sont au bord de l'asphyxie, yeux et langues dehors. Dans le langage et les discours ces images traduisent et rendent compte malheureusement d'une réalité quotidienne qui ne laisse personne indifférent tant elles sont palpables pour n'importe quel observateur ou simple touriste averti : pauvreté, malnutrition, écarts flagrants dans la distribution de la richesse. Mais pourquoi de tels programmes d'ajustement structurel, en avait-on besoin, qui en avait besoin, pour quoi faire ?

A la récession mondiale du début des années quatre-vingts qui s'accompagnait d'une chute des prix des matières premières, la crise du remboursement de la dette externe par le Mexique en 1982, déclenchera un vent de panique dans les milieux financiers internationaux. N'oublions

pas que l'Amérique latine par le biais du remboursement de la dette et surtout de ses intérêts, était devenue exportatrice de capital servant à financer en quelque sorte, le développement des pays du Nord, ses créanciers. François Mitterrand signalait cette perversion en faisant état à propos des grands blocages du développement des pays du Tiers monde dans sa « Lettre aux Français » avant son arrivée au pouvoir en 1981.

Le Fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BN) élaborent et mettent en application des plans de stabilisation macro-économique et d'ajustement structurel qui seront généralisés en peu de temps à l'ensemble des pays du Sud ainsi qu'aux nouvelles démocraties de l'Est européen. Sans rentrer dans la complexité de tels plans et programmes, nous pouvons en signaler les principaux objectifs :

— Promotion des exportations non traditionnelles dans les branches où les pays ont des « avantages comparatifs » pour obtenir des devises et rembourser la dette,

— Réduction de subventions pour rétablir la « vérité des prix »,

— Réduction des déficits du secteur public : privatisation des entreprises publiques, restructuration et diminution de l'appareil d'État,

— Réduction des restrictions aux importations et des tarifs douaniers.

— Réduction de l'inflation, taux de change et taux d'intérêt en correspondance avec les conditions du marché, etc. (Banque mondiale, rapport annuel, 1991).

En quelques mots, nous pouvons résumer l'ajustement en deux volets : 1. Stabilisation de la demande, c'est-à-dire concrètement : la réduction des fonctionnaires et la diminution des salaires, et 2. Promotion de l'offre, c'est-à-dire concrètement : exporter. Le crédit, outil indispensable pour la promotion du secteur agricole, a été sensiblement diminué, voire même supprimé. La division conjointe CEPAL/FAO a estimé que le crédit subsidié en onze pays de l'Amérique latine, ne suffit même pas à couvrir 25 % des unités agricoles et qu'en plus il ne bénéficie d'une manière presque exclusive qu'aux moyennes et grandes unités (CEPAL 1989, in A. Figueroa, 1991 :51).

Les réactions à ces « traitements de choc » ont été diverses en fonction de la réalité de chaque pays mais avec ceci en commun : la répression du mécontentement populaire. Ainsi nous pouvons citer le cas du Venezuela où la hausse du prix du pain de 200 % en 1989 déclencha une manifestation spontanée de la population qui se solda lors de ce « caracazo » par plus de mille morts. Cette explosion eut au moins le mérite d'attirer l'attention de l'opinion publique sur un pays que l'on croyait « stable » économiquement et politiquement du fait de sa rente pétrolière. On ne savait pas que derrière ce membre de l'OPEP, une armée de pauvres était en train de se développer ! En Bolivie, l'actuel président de la République et architecte du traitement de choc déjà avant son élection en 1988, montre

ce besoin de répression du mouvement populaire pour mettre en place les diktats du FMI : « Nous avons capturé les dirigeants des syndicats et les avons déportés dans l'intérieur du pays... nous avons fermé Comibol, le consortium minier de l'État et limogé 24 000 travailleurs en plus de quelque 50 000 salariés du secteur public » (Caretas, Lima, 5 février 1990). Au Pérou, où la population était déjà « habituée » à des grignotages constants et réguliers mais progressifs de son pouvoir d'achat, l'application brutal du nouveau plan de « redressement économique » laissa la population tellement traumatisée qu'elle fut incapable de réagir comme au Venezuela. Il n'y eut pas besoin de répression ouverte et sanglante, la contestation fut individuelle et ne se traduisit par aucune sorte d'action collective. C'était une fois de plus le « sauve qui peut » et le refuge dans les « combines » quotidiennes pour survivre, j'en fus témoin. Entre : 1. la « sale guerre » opposant trois acteurs : État, Sentier lumineux et société, 2. l'épidémie de choléra qui ravageait les zones les plus pauvres et dont certains ironisaient en disant que c'était Fujimori lui-même qui avait introduit le fléau pour combattre la pauvreté en tuant les pauvres, et 3. la violence du traitement de choc les péruviens ne sont pas seulement confrontés à une crise économique mais surtout et à cause de l'aggravation quotidienne de celle-là, à une crise morale, à une crise des valeurs. Malheureusement on peut dire au regard d'autres réalités, d'autres pays, qu'il y a beaucoup de sociétés — à des degrés divers — qui connaissent la même situation : le manque de sens.

Nous pourrions élargir la liste mais ce qui nous intéresse ici c'est de remarquer que malgré les réactions diverses aux traitements de choc, les résultats ont été les mêmes : l'accroissement de la pauvreté et l'ampliation de logiques de survie. La plupart des études montrent que les politiques d'ajustement ont pénalisé les groupes sociaux les plus pauvres (A. Minda, 1993, 131), Mais que s'est-il passé concrètement dans les campagnes de l'Amérique latine, comment le libéralisme et ses plans d'ajustement structurel ont-ils été vécus, quelles en ont été les conséquences ? Un exemple au Brésil nous donne un aperçu des intentions et des conséquences des plans d'ajustement structurel et des programmes de lutte contre la pauvreté en milieu rural.

« Dans les campagnes, la gestion de la pauvreté a pour vocation d'endiguer le mouvement paysan au profit de la classe des propriétaires terriens... 1,2 millions de travailleurs agricoles sans terre sont employés par les grands propriétaires pour le compte du gouvernement fédéral au Sertão dans le cadre d'un programme de travail minimal (« frentes de trabalho ») qui leur assure du travail pour 14 dollars par mois... L'expropriation des petits paysans fait partie du programme d'ajustement structurel du FMI et de la BM. Dans ce contexte, l'INCRA (Institut national de colonisation et réforme agraire) est avec d'autres agences gouvernemen-

*tales, chargé de la surveillance d'un «filet de sécurité rurale» comprenant des programmes de distribution des terres et la création de coopératives à l'intention des «posseiros» (paysans sans terre). De prétendues «zones de colonisation» servent en réalité comme réserve de travail pour les grandes plantations... Sous la juridiction de l'INCRA, les réserves indiennes de l'Amazonie sont en train d'être transformées en zones de résidence pour travailleurs des plantations» (Chossudovsky, Ladouceur, *Le Monde diplomatique*, juin 1994, p. 20).*

3.3.2. RETRAIT DE L'ÉTAT ET OUVERTURE DES MARCHÉS

Outre les plans de stabilisation et les programmes d'ajustement structurel, d'autres éléments viendront renforcer le libéralisme en Amérique latine. La chute du mur de Berlin en 1989 symbolise la disparition de l'axe politico-idéologique qui divisait le monde en un Ouest capitaliste et un Est communiste. L'axe économique Nord-Sud ou la division entre pays riches et pays pauvres se relativise dès lors que le nouvel enjeu planétaire devient le commerce. Les négociations du GATT (General Agreement on Traffic and Trade) démarrent en 1986. Des blocs économiques se renforcent et/ou se formalisent : l'Asie avec le Japon en tête et la Communauté économique européenne, devenue Union européenne, qui mettra en place en 1993 le grand marché européen.

Georges Bush, conscient du danger de l'émergence et de la consolidation de ces blocs-puissances, lance à la hâte l'« Initiative pour les Amériques » : « La prospérité dans notre hémisphère dépend du commerce et non de l'aide », souligne Bush le 27 juin 1990 en proposant aux pays latino-américains « une association authentique pour la réforme du marché libre » (Cariot, 1991, 21). Depuis cette date s'ouvrent une multitude de négociations multilatérales et bilatérales pour établir ou renforcer des accords et des zones de libre commerce. Le premier et le plus important pour les États-Unis aussi bien du point de vue économique que géopolitique est celui de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain) qui intègre le Mexique, les États-Unis et le Canada et qui vient d'être mis en application à partir du 1^{er} janvier 1994. Le Mercosur : Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay qui doit démarrer à partir de 1995. Le Pacte andin : Venezuela, Équateur, Colombie, Pérou, Bolivie qui existait depuis les années soixante mais qui essaie de se redynamiser. Le Marché commun Centraméricain : Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, El Salvador qui existait aussi depuis les années soixante et qui veut prendre un nouvel élan. Le Caricom (Marché commun des Caraïbes) : qui depuis 1986 fait des efforts pour son intégration économique, essaie aussi de se renforcer. Le Chili de son côté qui s'était retiré du Pacte andin, négocie bilatéralement des accords avec différents pays. Des pays appartenant déjà à un groupement sous-régional s'associent à d'autres pays pour élargir leur

commerce comme c'est le cas du Groupe des Trois : Venezuela, Colombie et Mexique.

Ce qu'il est important de souligner à propos de ces différents accords, c'est qu'il ne s'agit pas de processus d'intégration régional tels que celui de l'Union européenne, mais simplement de création de zones de libre-échange. Ainsi les anciens critères de coopération basés sur des considérations géographiques et historiques ont cédé la place à des considérations basées sur la similitude des politiques économiques. Cela explique que des pays aussi distants que le Chili et le Mexique puissent établir un accord de libre commerce (Iglesias, 1992). Les exigences des plans de stabilisation, d'ajustement structurel, et les processus de création de zones de libre-échange se conjuguent au présent et surtout au futur.

L'Amérique latine a adopté, comme tout le reste du monde, l'évangile de la compétitivité, il se traduit dans la devise « exporter ou mourir ». Pour ce faire les États mettent en œuvre des politiques destinées à rendre leurs productions compétitives en favorisant l'initiative privée. C'est dans ce nouveau contexte que les États changent leur ancien rôle d'opérateur de l'économie — jugé lourd, coûteux et peu efficace —, pour se cantonner dans celui de simplificateur de l'activité économique privée. Les anciennes règles du jeu sont ainsi changées ou modifiées : à nouvelles situations, nouvelles lois. Les changements législatifs et même constitutionnels se succèdent. Plus que de simples changements de normes il s'agit de mutations profondes qui transforment la vie quotidienne de millions de personnes.

On a souvent tendance à assimiler l'ouverture du marché à la seule libéralisation des échanges de biens et de services, de « produits ». Or, l'ouverture du marché va bien plus loin. En ce qui concerne l'agriculture — comme les autres secteurs —, il s'agit aussi de l'ouverture du marché du crédit, des investissements, des produits et aussi plus particulièrement, de l'ouverture de ce que l'on pourrait appeler le « marché des ressources naturelles » : terre, eaux, forêts. Souvent comme nous essayerons de voir, toutes ces lois s'inscrivent dans la même logique. Les observations de Jorge Salomon Azar Garcia (Gouverneur constitutionnel de l'État de Campeche au Mexique), témoignent de cette logique maintenant en vogue dans le continent :

« Avec l'évolution des temps, la question de la pertinence du maintien d'un cadre juridique agraire qui est devenu une entrave pour l'efficacité de la production agraire est posée... Au niveau de la productivité, la réforme implique une révision approfondie non seulement de la loi de réforme agraire mais aussi de la loi générale du Crédit rural, de la loi des Eaux, de la loi des Investissements et de la loi du Commerce » (Azar Garcia, 1991, 10-13). Or, ce qui différencie l'agriculture des autres secteurs de l'activité économique et qui réclame un traitement distinct de

la part des pouvoirs publics, est sa dépendance non seulement des lois du marché ou de la volonté des hommes, mais aussi de celle de la nature et de ses changements climatiques : l'agriculture est une activité à haut risque. L'Amérique latine n'a pas attendu les accords du GATT pour s'ouvrir davantage au commerce international, les plans d'ajustement structurel et les programmes de stabilisation économique s'en sont chargés bien avant.

L'OUVERTURE DES MARCHÉS : TROIS EXEMPLES

Si comme nous l'avons déjà vu, la réforme agraire a été au cœur de la lutte politique — parfois armée — depuis le début du siècle et surtout au cours des années soixante et soixante-dix, le début des années quatre-vingt-dix marque la fin du critère : « la terre à celui qui la travaille ».

● LE MEXIQUE

L'ouverture du marché foncier

Le premier pays et le seul à avoir connu une révolution agraire qui se solda par un million de morts mais aussi par une réforme agraire qui donnait des droits aux paysans sur la terre en les protégeant dans la constitution elle-même, a été aussi le premier pays à ouvrir le marché foncier.

L'article 27 de la Constitution de 1917 fut modifié en décembre 1991, voyons les principaux changements :

- ouverture aux étrangers pour acheter de terres ;
- les sociétés commerciales peuvent être propriétaires par actions ;
- les banques peuvent avoir des capitaux placés dans les propriétés urbaines ou rurales ;
- promotion par voie d'association de la « compactation productive de la terre » ;
- distinction entre base territoriale de l'assise de la population (soutien de culture et de vie communautaire) et la terre pour les activités productives des ejidos ;
- les propriétaires et/ou exploitants de parcelles pourront former des associations, donner l'usage à des tiers ou rester dans les mêmes conditions ;
- réorganisation de la Banque rurale (Cambios al artículo 27 constitucional, Inca rural, 1991).

Si toutes ces nouvelles mesures sont accompagnées d'un discours proclamant la volonté de ne pas laisser la porte ouverte à la reconstitution de latifundios, l'ambiguïté des lois leur en laisse la possibilité. La loi en envisageant la prolifération de travailleurs saisonniers signale sa volonté de promouvoir la syndicalisation de cette catégorie de travailleurs.

La contestation d'une telle atteinte aux fondements non seulement de la constitution mais aussi de la culture agraire du Mexique, a été unanime chez les différentes organisations paysans et indigènes. Mais le symbole du mécontentement, de l'inquiétude sur l'avenir et de la colère est venu du fin fond de la campagne indigène : le Chiapas.

L'Alena vu du Chiapas

Les paysans indiens de cette région défavorisée par les gouvernements successifs, ont pris les armes au nom d'Emiliano Zapata, héros de la révolution et de la réforme agraire du début du siècle. Que voulaient-ils 80 ans après ? Encore et toujours leurs terres mais cette fois-ci dans un cadre de démocratie politique, sociale, économique et culturelle. La date choisie pour déclencher la révolte n'en fut pas moins symbolique le 1^{er} janvier 1994 l'Alena entrain en application. Le « sous-commandant Marcos » leader de la révolte explique que : « les camarades ont décidé de se soulever ce jour-là pour répondre au décret de mort qui signifie le traité de libre-échange... il n'est que l'acte de décès des ethnies indigènes du Mexique lesquelles sont parfaitement dissociables du programme de modernisation de Salinas de Gortari » (La Jornada, 19 janvier 1994).

Concrètement, outre les demandes de démocratie politique (démission de Salinas et de vraies élections) et de démocratie culturelle (création d'un État pluriethnique), l'Ejercito zapatista de liberación nacional (EZLN) « *a comme objectif immédiat que dans les zones libérées, nos lois agraires commencent à opérer, c'est-à-dire que le paysan s'organise en prenant la terre, en respectant la petite propriété rurale et en la travaillant collectivement, ne reconnaissant pas toutes les dettes avec le gouvernement, Banrural... nous ne reconnaissons pas cela dans toutes les zones où nous irons, ce sont les lois de l'ancienne constitution avant d'être réformée qui vont opérer* » (La Jornada,.).

D'autre part, il faut aussi signaler le danger que signifie pour les paysans mexicains l'importation de maïs des États-Unis, pays où la productivité y est plus élevée et les prix plus bas. Compte tenu de l'importance non seulement économique mais aussi culturelle du maïs aussi bien pour le Mexique que pour l'ensemble de l'Amérique centrale (foyer primaire de cette céréale), nous pouvons comprendre le mécontentement. Armando Bartra explique : « *Nous sommes en train de parler de l'inondation du marché mexicain avec du maïs à 150 dollars/tonne. Si nous prenons en considération que plus de la moitié des paysans produisent du maïs, que près de 60 % des terres agricoles sont destinées à cette production, qu'aujourd'hui 30 % de celles-ci au prix de garantie (250 dollars/tonne, ne sont pas rentables, alors il est envisageable que*

l'énorme majorité des paysans et des terres agricoles du pays perdront toute viabilité» (RIAD, 1993, 90).

La fin de la réforme agraire et l'ouverture du marché mexicain n'avaient rien de symbolique pour les Chiapatèques : le crédit qu'ils ne pouvaient pas rembourser en février 1994 comme il avait été stipulé, faisait peser un danger réel sur leurs terres. En décembre 1993, le gouvernement avait fixé cette date pour que la dette agricole — qui représentait 50 % de l'argent de la Banque agricole — soit remboursée (Varesse, 1994).

La nouvelle Loi des Forêts

85 % des forêts mexicaines se trouvent en terrains des ejidos entre les mains des paysans et des indigènes. 17 millions de personnes vivent dans ces zones, la majorité sont des indigènes. L'ancienne loi donnait droit et facilitait l'appropriation du processus productif aux paysans usufruitiers ou propriétaires.

La nouvelle loi se propose l'introduction de capital et d'entreprises privées pour pousser la modernisation. Pour ce faire, elle permet de grandes exploitations jusqu'à 20 000 ha et renouvelables par périodes de trente ans. Déjà on critique cette loi pour être « antipaysanne » car elle ne prend pas en compte les expériences positives des paysans et de leur forme d'exploitation de la forêt. Cette loi n'a pas une vision globale car le producteur forestier est en même temps agriculteur, éleveur, horticulteur, collecteur et artisan. Elle ne prend pas en compte la diversité des espèces et leur usage multiple, le bois uniquement est pris en considération. Les risques écologiques d'une production/exploitation commerciale du bois à grande échelle ne sont pas envisagés (RIAD, 1993, 86).

La Loi des Eaux

La rareté de l'eau est caractéristique au Mexique. Plus de 85 % de celle-ci se trouve dans les zones basses alors que dans les régions au-dessus de 500 mètres se concentrent 75 % de la population et 80 % des industries.

La nouvelle loi accepte la concession des ressources hydrauliques à des particuliers sans établir de limitations des volumes ou de bassins ; les prix du service « devront garantir la récupération de l'investissement ». Le concessionnaire est libre de déterminer l'utilisation de l'eau : énergie électrique, irrigation agricole, usage industriel ou domestique. Malgré des déclarations sur l'objectif de la loi, « réguler l'exploitation, utilisation, distribution, contrôle ainsi que la préservation de la qualité des eaux », la

loi n'établit ni des conditions ni des bénéficiaires ou priorités claires (RIAD, 1993, 87).

● LE PÉROU

La Constitution de 1979 qui déclare le secteur agraire comme prioritaire et qui reconnaît et protège la propriété des communautés paysannes (Sierra) et des communautés natives (Amazonie) est violée par une série de décrets élaborés par le gouvernement de Fujimori depuis 1991. Tous ces décrets seront inscrits dans le projet de nouvelle Constitution de 1993.

La libéralisation du marché foncier

— Le décret suprême 011-91 (avril 1991), permet aux sociétés anonymes d'être propriétaires de terres, chose interdite par la Constitution et la loi de réforme agraire. De même, il ouvre la possibilité aux banques commerciales de conditionner l'octroi de crédits à l'hypothèque de la terre. Il permet aussi de louer la terre. (Del Castillo, 1991). Concrètement, au critère de l'exploitation directe («la terre à celui qui la travaille»), on donne la possibilité de louer à celui qui est incapable économiquement de la travailler. Cette incapacité est définie comme «la difficulté de ne pas arriver à obtenir les crédits nécessaires pour une exploitation adéquate». Cette «incapacité» touche non seulement la grande majorité de petits paysans mais aussi les moyens et même les grands agriculteurs confrontés à la disparition de la Banque agraire, à l'élévation des taux d'intérêt et au peu d'intérêt de la Banque privée pour financer des activités à haut risque (Eguren, 1991).

— Le décret 018-91 AG (mai 1991) autorise et pousse les entreprises associatives — le peu qui reste après le processus de restructuration de ces unités créées par la réforme agraire de 1969 — à se constituer en sociétés anonymes.

— Le décret 653 de juillet 1991 ou loi de promotion de l'investissement dans le secteur agraire, ratifie et élargit l'ouverture du marché foncier. Une nouvelle considération juridique est introduite, «l'abandon» : «les terres abandonnées par leurs propriétaires seront incorporées dans le domaine public. L'abandon des terres se produit quand le propriétaire cesse de cultiver pendant deux années consécutives». Quand on sait que pour des raisons écologiques de préservation des sols les paysans andins ou les indigènes de l'Amazonie laissent la terre en repos pour plusieurs années (de 2 à 5), on peut imaginer les résultats de cette loi (Maury Parra, 1993).

Par ce même décret, le gouvernement enlève la propriété des terres « non agricoles » (« eriazas ») aux communautés paysannes. Ces terres forment 60 % de leurs territoires. L'État assume la propriété de ces terres et établit des normes pour leur adjudication, location et vente à des investisseurs privés nationaux ou étrangers. La définition de terre « non agricole » est élargie : « sont celles non cultivables par manque d'accès à l'eau et autres terrains improductifs ». En Amazonie, la superficie des adjudications a été augmentée pour attirer les investisseurs privés qui voudraient développer l'élevage ou l'exploitation forestière (Caballero, 1991).

La réduction/élimination des institutions de promotion

L'appareil institutionnel qui malgré ses défauts appuyait l'activité agricole a été démantelé. Des institutions importantes telles que la Banque agraire, l'Entreprise nationale de commercialisation des intrants (ENCI), l'Entreprise nationale de commercialisation (ECASA), et autres institutions comme celles qu'appuyaient le secteur associatif ou la recherche agronomique ont été supprimées ou réduites. En outre, la liberté donnée aux importateurs et le peu d'intérêt de la part de l'actuel gouvernement pour maintenir ou développer l'infrastructure pour soutenir la production (routes), laissent envisager un très sombre avenir non seulement pour les petits paysans, mais aussi pour les moyens et même les grands exploitants. L'exemple du riz du Vietnam importé par le Pérou qui coûte trois fois moins cher que de l'amener du département de San Martín à Lima la capitale, illustre bien cette situation.

La réforme fiscale

Le 31 décembre 1993, le gouvernement publie un nouveau décret ou loi du régime unique simplifié. Même les grands agriculteurs sont surpris «...Sans rien comprendre à l'activité économique agricole qui est saisonnière, maintenant tous les producteurs y compris les plus pauvres doivent payer un impôt minimum par mois même s'ils ne vendent rien après la première vente déclarée » (Agronoticias : 25 janvier 1994).

Le projet de loi des eaux

Publiée le 29 décembre 1993, cette loi signale dans son article 23 que « le droit des eaux pourra être transféré séparément de l'exploitation agricole ou autre activité à laquelle les eaux seraient destinées... ». Cependant, c'est dans les dispositions complémentaires que nous trouvons un risque

de concentration de cette ressource : « quand des travaux de régulation et/ou transvasement seront exécutés par des personnes naturelles ou juridiques et qu'ils permettront de stocker des eaux excédentaires, ces eaux seront propriété de l'exécuteur des travaux » (Agronoticias : 25 janvier 1994).

● L'ÉQUATEUR

En 1992, sous le nouveau gouvernement de Sixto Duran avec comme conseiller l'Institut de stratégies agraires (IDEA²) un nouveau projet de loi agricole est proposé. Les objectifs centraux sont l'amélioration de la productivité agraire, la stimulation des investissements nationaux et étrangers et la promotion des exportations. Pour ce faire, le projet de loi envisage l'abrogation de la loi de réforme agraire, de la loi de promotion agraire, de la loi de colonisation et de la loi des eaux. Parmi les mesures les plus importantes de ce projet de loi nous pouvons en citer trois³ :

La libéralisation du marché foncier

— Tout propriétaire peut vendre sa propriété sans demander aucune autorisation.

— Les terres des coopératives, communautés et sociétés peuvent être divisées avec l'accord de 2/3 des intéressés.

— Les terres peuvent être louées.

— Les terres qui ne sont pas cultivées à 80 % pendant une période de 2 ans consécutifs peuvent être expropriées.

— Les personnes qui participent à des invasions de terres seront délogées par la police et l'armée et ne pourront pas prétendre à être adjudicataires de terres. Signalons au passage que la réforme agraire péruvienne de 1964 signalait la même chose.

— Les étrangers pourront être propriétaires des terres situées à 50 km des plages (avant interdit par la loi de sécurité nationale).

— En ce qui concerne la colonisation, des réserves écologiques seront définies et ne pourront pas être adjudgées. Le reste des terres « rustiques » seront adjudgées selon des critères de production et de préservation des ressources naturelles et des équilibres écologiques.

2. Il est intéressant de noter l'importance que commencent à assumer les "ONG de droite" dans la formulation des politiques. C'est le cas d'IDEA en Équateur et aussi de l'Institut Liberté et Démocratie (ILD) présidé par Hernando de Solo au Pérou. Pour la première fois cette intelligentsia représentative du patronat, avec présence dans les universités, dans l'armée et dans la presse, s'institutionnalise sous forme d'ONG pour jouer sur la scène politique.

3. Seminario Taller sobre la Nueva Ley Agraria, Quito 28-29 de Enero 1993. Memoria Preliminar. CEDIS, COMUNIDEC, IEE, TERRANOVA ? SWISSAID, FEPP, RIAD.

La réduction/élimination des institutions de promotion

— Privatisation des institutions publiques de commercialisation (ENAC, EMPROVIT).

— Appel à la banque privée pour prendre à sa charge le crédit à l'agriculture, elle devrait destiner 25 % de ses ressources à ce secteur.

— Les prix des produits agricoles seront déterminés par le marché même si l'État peut toujours intervenir.

— Promotion de la participation du secteur privé à l'Institut national de recherche agronomique qui devient un organisme autonome.

Le projet de privatisation des eaux

— Les eaux restent du domaine public à l'exception des canaux et aqueducs construits et entretenus par le secteur privé.

— L'Institut équatorien des ressources hydrauliques donne des concessions sous condition d'entretien des installations.

— Les nouvelles concessions dépendront de la disponibilité de ressources qui seront réévaluées et la préférence sera donnée à ceux qui sont déjà usagers.

Le projet de loi est approuvé le 3 juin 1994 et peu après ratifié par le président Sixo Duran. Le 15 juin les indigènes et paysans paralysent 8 provinces en bloquant les routes principales. Le 17 juin le soulèvement éclate. La grande majorité des organisations paysannes et indigènes, syndicales, populaires, les secteurs progressistes de l'Église catholique, les intellectuels et les ONG ainsi que (pour la première fois) les sectes fondamentalistes, appuient le mouvement.

Malgré les pressions des grands propriétaires fonciers et de la Banque mondiale (qui a promis son aide sous réserve qu'une loi de privatisation et de modernisation soit mise en place), le pouvoir recule. 40 articles ont été modifiés et notamment celui qui avait mis le feu aux poudres : la privatisation de l'eau (Lemoine, 1994).

Les trois exemples que nous venons d'évoquer montrent bien la similitude de nouvelles orientations de la politique agraire en Amérique latine. Les conséquences de l'ouverture des marchés et de processus de création de zones de libre échange pèsent différemment selon le type de producteurs et risquent de désarticuler les tissus économiques locaux déjà fragiles.

En ce qui concerne le marché foncier, la garantie de la propriété ou de l'usufruit de la terre est de toute évidence une pièce maîtresse pour stimuler les agriculteurs à produire. Même la Banque mondiale finance des projets, ici et là, comme au Paraguay l'établissement de cadastres ruraux pour mieux définir les droits de propriété et élaborer une stratégie à long

terme (Banque mondiale, rapport, 1992). Cependant, nous pouvons constater que ces recherches de garanties s'inscrivent dans un cadre nouveau qui malgré tous les discours de protection de l'environnement et des ressources naturelles, fait de la terre une marchandise. La terre n'est plus patrimoine, la terre n'est plus un bien public qui a une fonction sociale, la terre n'est plus à celui qui la travaille mais à celui qui a les moyens de mieux l'exploiter. Le mot exploitation (agricole) prend tout son sens prédateur, concept et pratique qui vont à l'encontre d'une agriculture durable. Si le problème est grand pour les communautés paysannes et indigènes qui peuvent par les nouveaux mécanismes du marché (crédit sur hypothèque) se trouver dépossédées de leurs terres et de leurs territoires de vie et de reproduction économique, sociale et culturelle, le problème se pose aussi comme en Uruguay où 25 000 agriculteurs sans moyens (il faut payer en dollars cash) sont toujours sur des listes en attendant qu'un lopin de terre leur soit alloué⁴.

Or, pour être objectifs, il faut reconnaître que même avant les mesures de libéralisation il existait déjà un marché foncier. Qu'il s'agisse des Ejjidos au Mexique ou des communautés paysannes et indigènes andines du Pérou ou de l'Équateur, différents contrats de location et de partage de terre et de produits existaient bel et bien depuis longtemps. Mais ces «contrats» s'inscrivaient dans des logiques culturelles qui préservaient les intérêts du groupe et les intérêts réciproques des deux parties. Dans l'actuel processus d'ouverture du marché foncier et de privatisation de la terre, de tels critères sont absents.

En ce qui concerne l'ouverture du marché des produits, il est certain que les petits paysans, producteurs pour le marché interne, sont désavantagés pour faire face à la concurrence des produits importés et souvent subventionnés qui sont moins chers. On doit réfléchir au fait que le pouvoir d'achat des grandes majorités de populations de l'Amérique latine est en chute libre. La pauvreté des consommateurs entassés dans les villes se soucie fort peu de soutenir le paysan qui produit pour eux : ils veulent des aliments bon marché, peu importe leur origine. C'est le problème des alliances consommateurs-producteurs et villes-campagnes qui est à revoir.

Pour ce qui est des produits d'exportation, l'ouverture des marchés semble toucher aussi bien les groupes transnationaux de l'agro-industrie que les petits et moyens producteurs. Prenons le cas de la banane. Avec l'affirmation du marché commun européen à partir du 1^{er} janvier 1993, la CEE décide de fixer des quotas à l'importation des bananes en provenance de l'Amérique latine. Si cette production et sa commercialisation repose en grande partie dans des consortiums transnationaux, pour certains pays comme l'Équateur elle est le fait aussi de moyens et petits exploitants. De ce fait, les pays exportateurs comme la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama et le

4. Ficha RIAD, «Recursos para el instituto nacional de colonización y tierras en el Banco central del Uruguay».

Venezuela se sont opposés aux restrictions de la CEE en les qualifiant d'« unilatérales, protectionnistes et violatrices des normes du commerce mondial ».

Il faut signaler qu'outre la perte de bénéfices et de devises, la diminution de l'exportation de la banane impliquait aussi la désarticulation du tissu économique d'un grand nombre de localités vivant autour de l'exploitation de ce fruit. Rien qu'en Équateur on estimait à 60 000 le nombre de travailleurs agricoles qui perdraient leur emploi suite à l'application des nouveaux quotas de la CEE⁵.

Un autre exemple de perversion qui entraîne l'ouverture des marchés, est celui du blé. Si l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay sont unis dans le Mercosur, cela n'a pas empêché les États-Unis de vendre 700 000 tonnes de blé subsidié au Brésil au détriment de l'Argentine pour qui le Brésil était un marché traditionnel⁶. La loyauté et l'argent ne semblent pas aller de pair. Les organisations paysannes et indigènes de ces quatre pays, condamnent le projet d'intégration de Bush et le Mercosur comme « un projet étranger aux intérêts de nos peuples plutôt que d'égalité et d'harmonie, le Mercosur est un facteur d'inégalité et de déséquilibre de nos pays »⁷.

Les États, de par leurs politiques — libéralisme oblige — abandonnent l'agriculture et les agriculteurs ; les agriculteurs abandonnent la campagne. N'y a-t-il pas un droit des peuples à se nourrir eux-mêmes ? Agriculture et culture ont une relation vieille comme le monde, passésisme ou ancrage pour construire l'avenir ?

5. Ficha RIAD, Hernan Carrasco « Documentos del programa nacional del banano. Resoluciones de las reuniones de países latinoamericanos exportadores de banano ».

6. Ficha RIAD, « Argentina, Estados Unidos y el Mercosur : una relación desleal ». Elizabeth Parker, en Realidad Economica n° 108. Síntesis de Carlos Carballo, 1992.

7. Ficha RIAD, Encuentro de organizaciones campesinas y agrarias el Cono Sur « Declaración de Asunción » 11-14 de Agosto 1992. Síntesis de Carlos Carballo, 1992.

4. ONG, COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RECHERCHE : ENTRE L'APPUI AUX PAYSANS ET LE RENFORCEMENT DE LEUR EXCLUSION

«... Un homme riche priaît silencieusement : « Oh! Dieu Tout-Puissant, j'ai de problèmes dans mes affaires. S'il te plaît, aide-moi à faire un million de dollars ».

Soudain, un homme pauvre au fond de l'Église, se mit à pleurer, à gémir et à crier fort : « Dieu bien-aimé, mes enfants sont affamés et je n'ai pas d'argent pour les nourrir. S'il te plaît, donne-moi dix dollars ».

Finalement, l'homme riche n'en pouvait plus. Il se dirigea vers l'homme pauvre, prit un billet de dix dollars dans sa poche et le lui donna en disant : « Arrête, arrête de prier! Prends les dix dollars et ne distrais pas le Tout-Puissant. J'ai besoin de toute son attention ».

Je suis ici aujourd'hui pour dire que la Banque mondiale ne considère pas les ONG comme une distraction... »

Moeen A. Qureshi

Senior vice-president, Operations,
The World Bank, 1988

Les années soixante/soixante-dix, nous l'avons vu, sont des années de réformes agraires, de recherche de modernisation de l'agriculture, d'agitation intellectuelle autour du développement rural et aussi de la (re)apparition des dictatures. Les Organisations non gouvernementales (ONG) naissent dans cette mouvance pour penser et agir sur la réalité latino-américaine.

A la lumière de plus de 20 ans d'intervention des ONG, nous constatons que leur façon d'agir en ce qui concerne le développement rural, s'est soldé par une parcellisation du développement. Cela nous amène à soutenir qu'elles ont œuvré, malgré elles, pour le non-développement. Si par

développement on entend la capacité d'ensemble d'une société de se doter des moyens de se reproduire politiquement, économiquement, socialement et culturellement dans le temps, les objectifs des ONG sont loin d'être atteints.

Le problème majeur est que l'on a assimilé développement avec « projet de développement ». Or un projet de développement, malgré les bonnes volontés, est dans son essence implicitement contre le développement car il agit sur une parcelle de la réalité sans prendre en compte les interrelations de l'ensemble. Une affirmation si catégorique soulève de vives réactions de la part des nombreuses ONG qui vivent de projets, c'est une réaction très humaine. Mais essayons d'argumenter ce postulat de la manière la plus objective possible. Pour ce faire, dans un premier temps nous verrons comment et pourquoi le phénomène ONG est né et s'est renforcé au point de devenir un acteur sinon incontournable du moins omniprésent ; que et qui sont-elles ? Dans un deuxième temps nous nous occuperons plus concrètement des interventions des ONG qui travaillent en milieu agricole et des relations qu'elles ont établies avec les paysans ; que pensent-elles, que font-elles ? Finalement, nous essayerons de souligner les limitations et les potentialités des ONG dans le nouveau contexte de mondialisation des marchés mais aussi de la pauvreté.

4.1, DÉFINITION, ORIGINES ET ÉVOLUTION DES ONG DE DÉVELOPPEMENT

L'univers des organisations de la société civile est très large et varié et toutes travaillent — d'une façon ou d'une autre —, en faveur de l'amélioration économique et sociale des conditions de vie et de travail de leurs membres et/ou de la société. Elles se situent dans un champ d'action « non gouvernemental » : institutions de recherche, clubs sportifs, associations de quartier, associations de professionnels, syndicats, etc. Le terme « ONG » est donc très ambigu.

Dans ce vaste univers et pour rendre le concept d'ONG, et plus spécifiquement celui d'ONG de développement plus opérationnel, nous les définirons ici par leurs principales caractéristiques :

- elles sont des institutions, plus ou moins « associatives », reconnues légalement (personnes juridiques) à caractère non lucratif,
- elles sont orientées vers l'étude, la conception et l'exécution de projets ou de programmes de développement,
- elles travaillent avec ou pour les secteurs populaires,
- elles sont financées par des institutions internationales ou agences de coopération pour le développement.

En partant de ces caractéristiques, nous pouvons encore définir plus précisément les ONG de développement comme des instances intermédiaires et d'articulation entre divers intérêts privés. C'est ce rôle d'intermédiation qui donne souvent lieu à une grande confusion entre les ONG et les organisations populaires ou de base que les ONG prétendent servir ou représenter. Cette situation de « pont » à travers lequel transite l'aide des institutions de coopération du Nord vers les secteurs marginalisés de l'Amérique latine, et qui a « le projet » comme noyau articulateur, pose de sérieuses interrogations que nous traiterons ici.

Si les ONG existent en Amérique latine depuis longtemps, elles ne commencent à se former et à se multiplier qu'à partir des années cinquante.

Dans la trajectoire des ONG nous pouvons distinguer 3 facteurs déterminants et/ou conditionnants dont le poids varie en fonction du contexte propre à chaque pays :

- le rôle de l'Église catholique,
- le type de gouvernement,
- le rôle des agences de coopération internationale.

4.1.1. LE RÔLE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

A cause de son ancienne et large implantation, principalement dans les zones les plus défavorisées, de ses ressources financières et humaines et pour être en soi un « réseau mondial », l'Église catholique nécessitait seulement un coup de pousse idéologique capable de la sortir de sa pratique assistencialiste pour la lancer dans le développement. Ce coup de pousse fut donné par les nouvelles lignes de la Pastorale et renforcé ensuite par le Concile Vatican II et l'explicitation de la doctrine sociale de l'Église (voir chapitre I).

Ainsi, par exemple, le Secrétariat social mexicain, fondé en 1923, créa dans diverses localités des coopératives d'épargne et de crédit, une École de travail social (Vasco de Quiroga) pour travailler dans les milieux ouvriers et paysans, et une série de secrétariats diocésains. A la fin des années cinquante fut créé aussi le Centre national de la pastorale indigène (CENAPI) avec pour vocation une assistance spirituelle et matérielle aux communautés indigènes. Ce centre réalise un grand travail anthropologique (Lopezllerena, 1986).

Après les encycliques *Pacem in Terris* (1963) et *Popularum Progressio* (1967), et plus récemment la toujours controversée « théologie de la libération », sont à l'origine de la création de nombreuses et variées ONG de même qu'à la prolifération d'organisations de base.

Dans la recherche de nouvelles alternatives, il faut signaler l'élan donné par l'Église à la création de centres de recherche en tant que lieux de réflexion et d'élaboration de nouvelles méthodes capables de proposer

des stratégies pour faire face aux problèmes de développement du continent. Au Chili, la congrégation jésuite fut particulièrement active, elle créa divers centres académiques comme ILADES, CELAP et DESAL (Abalos König, 1987).

Les travaux de DESAL (Centro para el desarrollo económico y social de América latina) ont eu un grand impact. Sa stratégie de développement basée sur l'étude de la situation de sous-développement dans chaque pays, l'identification des initiatives locales et l'appui à des instituts de formation pour la multiplication d'agents de développement, fut appliquée dans plusieurs pays. Au Mexique, une série de groupes populaires et d'appui se consolidèrent suite à l'enquête réalisée en 1962 par le tout nouvel Institut mexicain d'études sociales (IMES), enquête commandée par DESAL et le Secrétariat social mexicain et financée avec des fonds de l'Église catholique allemande (Misereor). Au Pérou, en 1965, se constitue DESCO (Centro de estudios y promoción del desarrollo) à l'initiative de professionnels et de techniciens liés à l'action sociale de l'Église. C'est l'une des premières ONG et l'une de plus importantes encore aujourd'hui.

Dans la création des « groupes de base » l'Église a réalisé un important travail d'organisation. Ainsi par exemple au Brésil, la tendance appelée « Église populaire ou Église des opprimés », fut à l'origine, dans les années soixante-dix, de la création au niveau national des communautés de base, initiatives de type communautaire, clubs de mères de famille, groupements des jeunes, etc. (Landim, 1987).

Cependant, les contradictions à l'intérieur de l'Église catholique et principalement la position traditionnellement conservatrice de la haute hiérarchie, font que souvent l'engagement assumé par les religieux de base avec les secteurs populaires est freiné. Ainsi par exemple, dans les années soixante-dix, les paysans de Cuenca en Équateur demandèrent à l'évêque : « *Monseigneur, vous dites une chose, les curés disent autre chose et les bonnes sœurs aussi ; qui devons-nous croire ?* » Face à cette confusion les paysans décident d'assumer eux mêmes la compréhension des enseignements du Christ : « *... les curés nous ont contrôlés pendant des siècles car ils avaient le monopole de la Bonne Nouvelle..., maintenant nous faisons nos propres baptêmes et mariages... nous construisons la maison communautaire et organisons l'Unión campesina de Azuay, ce n'est qu'après que les gens de la FEPP (Fundación ecuatoriana popularum progression — toujours très active) sont venus nous aider* » (Schneider, 1985).

Les Églises évangéliques, même moins présentes, ont aussi joué un rôle important. Tel est le cas, parmi d'autres, de la Junta Obra Rural Metodista qui, fondée en 1919, est l'un des programmes d'appui rural les plus anciens au Chili (Abalos König, *op. cit.*).

Étant donné la légitimité, la capacité de convocation, l'engagement et la disposition de ressources financières dont disposent les Églises, beau-

coup d'ONG latino-américaines maintiennent jusqu'à présent des relations étroites avec elles, même si elles essayent de conquérir de plus en plus d'autonomie.

4.1.2. LE TYPE DE GOUVERNEMENT

La dégradation des conditions de vie des grandes majorités, le retour des dictatures militaires en Amérique du Sud et l'explosion de conflits armés en Amérique centrale au cours des années soixante-dix, ont eu une influence directe non seulement dans la radicalisation des Églises, mais aussi dans l'apparition de nouvelles formes d'organisation populaire et dans la création et consolidation de nombreuses ONG.

Si le type de gouvernement n'est pas toujours déterminant dans la création et l'évolution des ONG, il est toujours conditionnant. D'une manière générale, la restriction des espaces de participation, d'organisation et d'expression de la société civile comme conséquence des coups d'ÉTAT militaires au Brésil, en Uruguay, au Chili, en Argentine..., avait laissé un champs d'action vide lequel à cause de la répression ne pouvait plus être occupé par les organisations traditionnelles comme les syndicats ou les partis politiques. Cet espace sera occupé par les ONG.

Les Centres de recherche et de promotion du développement

Si ce type d'ONG existe depuis longtemps comme nous l'avons vu, la caractéristique qu'elles prennent à partir des années soixante-dix, est celle de se situer en dehors de l'ambiance traditionnelle des universités.

Au Chili par exemple, Flasco changea de statut juridique. Des équipes entières de chercheurs de l'université catholique privatisent les centres CIEPLAN et PIIE qui fonctionnaient auparavant dans cette institution. Sous le parapluie de l'Académie d'humanisme chrétien, divers secteurs académiques, pas tous croyants, ont pu subsister pendant les années les plus dures de la répression (programme d'économie du travail — PET), Cercle d'études de la femme...). D'autres centres surgissent en tant que projections d'institutions internationales avec leur siège dans d'autres pays tels que l'Institut latino-américain d'études transnationales (ILET) établi au Mexique. D'autres encore sont créés à l'initiative de groupes de professionnels (SUR, VECTOR, CENECA). Vers la fin de 1985 il existait au Chili une quarantaine de centres académiques privés (Abalos König, *op. cit.*). Jorge Echenique signale l'existence, en 1988, de 61 ONG travaillant en milieu rural au Chili. Elles auraient canalisé près de 100 millions de dollars entre 1975 et 1990. Les ONG auraient encouragé diverses formes d'organisations paysannes : en 1990, 2 500 nouvelles unités sur 230 communes regroupant 30 000 membres (J. Echenique, 1991).

En Uruguay, la création de centres de recherche sous la dictature, est l'une des formes que prirent les partis politiques pour s'exprimer. Le CIEP (Centro de investigación y experimentación pedagógica), le CIESU (Centro de informaciones y estudios sociales del Uruguay) et le CLAEH (Centro latinoamericano de economía humana, fondé en 1958), sont les cinq institutions les plus dynamiques et les plus productives — intellectuellement — du pays. Pendant la dernière décennie ces centres ont plus produit en quantité et qualité de recherche que l'université depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui (Barreiro, Cruz, 1987).

Dans le cas du Pérou la trajectoire de «centres»¹ illustre une réalité différente de celle du Chili ou de l'Uruguay. Cela nous interdit d'arriver à de conclusions hâtives qui feraient des dictatures la période d'éclosion printanière des ONG. S'il s'agissait dans ce cas, d'un gouvernement militaire arrivé au pouvoir par un coup d'État classique en 1968, sa politique ne fut pas répressive envers les intellectuels; ce fut une politique de cooptation. La participation populaire, base du «modèle péruvien» et les réformes économiques et sociales de ces années-là, font que beaucoup de professionnels — et même d'ex-guérilleros — se rapprochent de l'État à cause de leur déception par l'isolement du milieu académique et du dogmatisme des partis politiques de gauche. Avec les changements dans la direction politique du pays en 1975, 3 000 fonctionnaires qui avaient travaillé dans les différentes institutions de développement du gouvernement précédent, plus progressiste, furent licenciés. Ce potentiel d'intellectuels et de techniciens, outre les attentes et le dynamisme des organisations populaires et la disponibilité de l'aide étrangère qui avait été attirée par le «modèle péruvien» ont été parmi les facteurs les plus importants pour la multiplication des ONG. La constitution du CEDEP, fut sans doute l'expression la plus claire de cette situation. Si en 1977 il existait 30 ou 40 ONG, en 1987 elles sont plus de 200 (Padron, 1987).

Le rôle des exilés dans la création d'ONG

L'histoire d'IBASE (Institut brésilien d'analyses sociales et économiques), illustre bien cette situation. Il s'agit de personnes qui avaient travaillé avec les mouvements populaires avant le coup d'État militaire de 1964. Par la suite, les années passées en exil (Canada, Suisse, France, États-Unis), l'expérience accumulée au LARU (Latin American Research Unit) à Toronto ou à l'UILA (Unidad de investigación latinoamericana) au Mexique, furent décisives dans l'idée de créer IBASE. Au retour d'exil, cependant, les futurs directeurs de cet institut se sont trouvés confrontés à de difficultés car l'idée de créer une organisation qui travaillerait fonda-

1. Dans le cas du Pérou — comme ailleurs —, les ONG sont appelées le plus souvent «centres». Est-ce un symptôme d'une vision égocentrique qui fait toujours que "le bien" ne puisse venir que de soit même? Quelqu'un disait à juste titre que le problème de la grande famille humaine est que tout le monde veut être le père en même temps.

mentalement sur l'information semblait trop neuve. 1980 fut une année de nombreuses coordinations avec d'autres ONG brésiliennes, avec l'Église catholique, avec des professionnels et des universitaires. Finalement IBASE se constitue formellement en 1981 et il est aujourd'hui un des centres les plus importants du Brésil : 26 permanents en 1987, plus de 100 en 1993. Parmi d'autres ONG importantes au Brésil nous pouvons citer : FASE (Fédération d'organisations pour l'assistance sociale et éducative, 150 permanents), et CEDI (Centre œcuménique de documentation et information), 59 permanents (Landim, 1987).

La rencontre d'étudiants et exilés qui voulaient retourner au pays « mais avec du travail assuré », donne lieu à des coordinations à l'étranger, dans les différents pays d'accueil. Ainsi, cinq jeunes économistes : un Argentin, un Brésilien, un Uruguayen et deux Chiliens qui connaissaient les mécanismes de l'aide au développement en France car certains avaient travaillés dans des ONG de ce pays, mettent en place un Programme régional de recherches économiques et sociales du Cône Sud (PRIES). Ce programme, dont l'objectif est de donner des bases de réflexion solides aux organisations populaires et principalement aux syndicats, sur des problèmes économiques tels que celui des entreprises multinationales, commence à travailler en 1986 dans 4 pays (CIMADE, 1988).

Les « mariages Nord-Sud », sont aussi à l'origine — même à un niveau moindre — de la création d'ONG en Amérique latine. Pour les couples d'intellectuels mixtes, professionnels ou techniciens, intéressés par le développement, la création d'une ONG — souvent de statut international pour pouvoir bénéficier d'aides directes d'organismes comme la CEE et autres —, est une façon de concilier leurs inquiétudes idéologiques avec leurs aspirations professionnelles et le besoin de s'assurer un emploi qui permet un certain niveau de vie.

4.1.3. LE RÔLE DES INSTITUTIONS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Ces organisations ont sans doute une influence décisive dans la création et l'évolution des ONG latino-américaines, soit comme nous l'avons vu, à travers les Églises, les exilés de retour ou aussi « des étrangers qui sont venus pour proposer de l'aide ».

La connaissance des possibilités pour obtenir des fonds des institutions du Nord ou des « financiers » comme on les appelle souvent, s'étend rapidement sur l'ensemble du continent au cours des années 1970. D'une façon générale, la relation entre les institutions du Nord et leurs partenaires locaux fut établie à partir d'affinités idéologiques, politiques, religieuses ou tout simplement personnelles. La capacité professionnelle fut (et reste encore) assez secondaire. C'est « la confiance » qui prévaut dans ces relations.

Pour une grande quantité d'intellectuels, politiciens et/ou professionnels préoccupés par la situation de leur pays, la création d'une ONG fut (et reste) la solution pour travailler pour le développement et pouvoir vivre de ce travail.

Le problème du financement, de ses sources et des relations Nord-Sud implicites, est sans doute l'un des thèmes les plus difficiles à traiter avec les ONG d'Amérique latine où la concurrence pour les ressources financières est chaque jour plus grande.

La « projetitis » et la mode

L'aide des institutions financières est donnée fondamentalement sous forme de financement de projets de développement précis. Les ONG latino-américaines se lancent à la chasse de projets et de populations bénéficiaires (et cela est vrai aussi pour les bailleurs de fonds du nord). Dès le début des années soixante-dix se propage le virus de cette maladie que Padron (1982) qualifiait de « projetitis ». Un « marché de la coopération » s'ouvre en Amérique latine

Pour obtenir l'aide, l'offre de projets des ONG s'adapte à la demande de bailleurs de fonds du Nord. C'est ici qu'intervient le facteur mode internationale : projets intégrés ou pas intégrés, de technologie intermédiaire — douce — traditionnelle ou appropriée, de femmes, d'enfants, d'Indiens, d'écologie, etc.

Outre le facteur mode, la compétence professionnelle et/ou la spécialisation de l'ONG (agriculture, éducation, santé, habitat...), fait que sur le terrain le projet arrive comme une offre tout élaborée qui doit être acceptée par la « population bénéficiaire ». Cette situation est surtout très courante pendant les premières années de travail des ONG qui sont souvent composées des professionnels étrangers à la zone d'action.

Ainsi par exemple, en Équateur les paysans ont manifesté leur impression d'être « bombardés » de projets d'aide venus de l'étranger ; par étranger on désigne aussi bien les gens des villes que d'autres pays. Le leader d'une communauté indienne de Cotopaxi exprime clairement cette situation : «... ils veulent nous imposer leur façon de voir les choses, ils ne comprennent pas notre façon de vivre et nos traditions... les experts arrivent avec des projets de canalisation d'eau que nous devons exécuter avec notre travail collectif, mais ce que nous voulons ce sont des routes pour aller au marché et vendre nos produits » (Schneider, 1985).

4.2. L'APPROPRIATION PARCELLAIRE DU DÉVELOPPEMENT OU À CHACUN SELON SON PROJET : ONG ET ORGANISATIONS PAYSANNES ET INDIGÈNES

Nous avons évoqué brièvement le rôle des institutions de coopération ou des bailleurs de fonds du Nord en tant que déterminant de la naissance et/ou de l'évolution des ONG en Amérique latine. Cependant et pour mieux comprendre l'intervention des ONG en milieu rural, il est nécessaire d'évoquer aussi leur rôle de conditionneur. Cela nous amène à nous pencher sur le mot, le concept, l'idéologie et la pratique du « projet de développement », rural, ce qui nous concerne ici.

Comme mot, étymologiquement un projet est quelque chose que l'on cherche à matérialiser, c'est « l'image d'une situation, d'un état que l'on pense atteindre ». D'après le dictionnaire, comme concept, un projet « est une représentation mentale générale et abstraite d'un objet ». Sur le plan idéologique et politique il ne dit rien, il faut chercher ailleurs.

Idéologiquement « le projet » s'inscrit dans la continuation de la pensée et de l'action nées de la post-guerre en Europe de l'Ouest et aux États-Unis (R. Haudry de Souci, 1994). Finis la reconstruction et le développement, la croissance étant assurée par la politique des États, les organisations bénévoles d'aide aux populations victimes de la guerre tournent leur attention vers les victimes du sous-développement ; dans les années 1960 le Tiers monde devient une réalité visible. Ces sont des années de grands changements : luttes pour l'indépendance contre le colonialisme, mouvements de libération nationale, mouvements de libération des femmes, mouvements des jeunes... (« The times they are A'Changing », Bob Dylan). La faim dans le monde — avec ou sans guerre — apparaît comme le nouvel interpellateur des bonnes consciences.

La post-guerre est là avec sa division entre un Ouest démocratique et libre et un Est totalitaire et fermé. Les ONG du Nord créées dans l'immédiate après-guerre et bénéficiant encore des fonds que les États ou les collectes publiques mettaient à leur disposition pour aider à la reconstruction de l'Europe, se tournent vers ce nouveau problème : le Tiers monde. Elles avaient déjà les moyens, il leur manquait un nouveau but, tel fut le cas parmi d'autres de Misereor en Allemagne, CRS aux États-Unis, Cimade en France... De nouvelles organisations surgiront plus tard suite à l'appel de la FAO et même du pape pour lutter contre la faim dans le monde (voir chapitre I). Mais comment aider, comment intervenir, comment accéder aux populations qui sont dans le besoin ? Il fallait un pont entre ces donateurs et les populations à aider, ce seront les ONG du Sud.

Les ONG latino-américaines joueront ce rôle d'intermédiaire. Or, pour matérialiser cette médiation, il fallait la formaliser : « le projet » devient

ainsi le contrat qui définit et articule les relations de coopération non-gouvernementale entre le Nord et le Sud. Mais l'aspect formel du projet avec ses engagements réciproques est la traduction aussi et surtout d'une certaine idéologie, celle du changement de la société par l'action locale et la participation consciente de la population. Outre la méfiance dans la volonté des États pour mettre en place de véritables politiques de développement et le constat des maigres résultats des grands programmes des organismes internationaux, la théorie du «small is beautiful» formulée par Schumacher en 1973, confortera l'idée de la pertinence des interventions à petite échelle. Cette idéologie se traduit dès lors — via le projet — dans une pratique que nous pouvons qualifier d'appropriation parcellaire de la problématique du développement. En effet, un projet est une parcelle d'intervention :

- sur la réalité : agriculture, santé, éducation, habitat, etc. ;
- sur l'espace : limité géographiquement à un quartier, communauté, district, province... ;
- sur la population : il est supposé bénéficier directement et indirectement à un groupe de personnes bien précis ;
- dans le temps : des résultats visibles sont attendus à court terme (3-5 ans).

En ce qui concerne le développement rural, il a été victime de la même fragmentation. Les ONG latino-américaines dirigées par des professionnels souvent d'origine urbaine ont investi la campagne chacune «s'appropriant» un problème à résoudre, un morceau de territoire d'action et une population bénéficiaire. Ainsi, en ne prenant pas en compte les interactions entre leur projet et la politique des États, les interventions des ONG ont créée parfois de véritables îles dans la réalité. Nous pouvons affirmer aujourd'hui, comme le signale O. Plaza (1990), que les ONG ont contribué à la fragmentation de la politique et de la société. Les ONG dans leur grande majorité, ne se sont pas attaquées aux causes du problème du développement rural ni à sa relation avec les modèles de développement en vogue, mais à leurs conséquences.

Nous pouvons affirmer aussi que les ONG ont suivi en quelque sorte les mêmes buts que les États ou les organismes internationaux : améliorer et augmenter la production agricole. A la différence de ces derniers, les ONG ont introduit et/ou renforcé dans cette recherche qui est toujours celle de la modernisation, la composante culturelle et le pari de la potentialité de l'organisation paysanne et/ou indigène. Mais cette approche qui a eu un rôle positif certain, a été aussi à l'origine de conflits entre ONG et organisations paysannes ou indigènes.

4.2.1. PROBLÈMES D'IDENTITÉ ET « DOLLARISATION »

Le rôle d'intermédiaire entre bailleurs de fonds et populations bénéficiaires pose un problème d'identité aux ONG. En s'appropriant une parcelle du développement, du territoire et de la population, les ONG latino-américaines ont en quelque sorte usurpé le rôle des organisations paysannes. En s'appuyant sur des organisations déjà existantes : syndicats, communautés, fédérations..., ou en les aidant à se constituer, les ONG ont joué souvent le rôle de ventriloque ; très vite elles sont apparues comme les représentantes des paysans. Fortes de leur connaissance universitaire, de leur position souvent de gauche, de leur rôle d'interface entre deux cultures (la ville et la campagne et le Nord et le Sud) et des moyens financiers dont elles disposent, les ONG se sont senties le devoir d'exprimer les « vrais besoins » des paysans.

Ce problème d'identité, du qui est qui, a été et reste encore très présent dans les relations entre ONG et organisations paysannes. Si au début des années 1970, les paysans et/ou leurs organisations réagissaient moins à cette situation, c'est parce que le phénomène ONG n'avait pas atteint toute son ampleur. Or cette ampleur est venue avec l'arrivée croissante de l'aide et donc avec la prolifération des ONG de développement qui opèrent dans les campagnes. Rigoberta Menchu, Indienne guatémaltèque, dirigeante paysanne et prix Nobel de la paix en 1992, résume cette situation : « *C'est le moment de dire aux institutions que nous sommes fatigués de projets qui ont été étudiés derrière une table et qui sont arrivés à nos foyers et qui sont restés quatre ans et qui sont partis sans laisser aucune trace de progrès* » (Primer congreso de organizaciones del campo, Lima, février 1994).

L'arrivée des « dollars » est à l'origine de trois formes de relations conflictuelles : 1) à l'intérieur des ONG, 2) entre ONG et organisations paysannes et/ou indigènes et 3) à l'intérieur de ces dernières.

Dans le premier cas, des ONG se divisent et de ce fait de nouvelles organisations se constituent. Les jalousies professionnelles, le pouvoir concentré par les responsables des projets « qui ont les contacts avec les bailleurs de fonds, qui ont des salaires plus élevés, qui voyagent et qui décident de tout », sont quelques-unes des raisons qui ont donné lieu aux divisions.

Dans le deuxième cas, les organisations de base sentent que les ONG se servent d'elles. Ce sentiment, partagé par beaucoup d'organisations paysannes de l'Amérique latine, peut être illustré par la déclaration d'un leader paysan de l'Équateur : « *Beaucoup d'ONG qui disent travailler pour nous à Quito et ici, attendent que l'argent de l'étranger arrive pour s'assurer de bons salaires, des voitures et une position sociale. Nous ne recevons qu'une aumône pour construire un magasin communautaire qui reste vide car nous n'avons pas l'argent pour cultiver nos terres ou pour*

acheter les produits aux marchands en gros de la ville à un bon prix» (Schneider : op. cit.).

Dans le troisième cas, l'aide étrangère peut provoquer et/ou contribuer à la corruption et/ou à l'affaiblissement des organisations paysannes. Des leaders de l'ANUC (Asociación nacional de usuarios campesinos de Colombia) nous racontent : *«Lors du Congrès de 1972, nous avons pris l'accord de ne pas recevoir de l'aide de l'étranger et de compter sur nos propres forces. Après des hollandais sont venus, peut être avec de la bonne volonté, pour nous offrir de l'aide ; le comité exécutif accepta et viola les accords. Le problème n'est pas l'aide en elle-même mais la forme sous laquelle elle fut donnée. Elle n'était pas faite sur la base d'un programme de développement de l'organisation ni avec l'accord de l'ensemble. Ils sont pêché par naïveté. Le Comité Exécutif ne s'intéressait plus à la lutte des paysans, il s'est bureaucratisé. L'aide ne fut pas la cause de la division de l'ANUC en 1977 mais sa contribution a été importante. Ce même comité exécutif chercha après d'autres aides en écrivant aux agences dont les adresses lui furent communiquées par les ambassades, ensuite des voyages furent organisés dans différents pays pour établir des contacts directs avec 6 agences. En 1981, les 7 secteurs de l'ANUC se sont unis et ont établi un plan de travail unitaire. Maintenant nous avons organisé 8 commissions dans différents secteurs dans lesquels les agences peuvent nous aider. Mais cet appui se fait maintenant de manière organisée et les bases assument l'engagement et sont informées. Nous voulons aussi connaître à fond les agences qui nous aident et qu'elles nous connaissent. Nous ne sommes pas venus pour qu'elles nous donnent de l'argent mais pour qu'elles nous appuient dans notre nouvelle méthode de travail. Un problème important et délicat est celui de l'appui au fonctionnement de l'organisation. Avec 400 000 adhérents, une couverture nationale et un travail intense dans les différents fronts, outre la répression dont nous faisons l'objet, il est nécessaire d'avoir un minimum d'infrastructure et de personnel (comme les secrétaires) sans lesquels l'ANUC ne pourrait exister. C'est un thème sur lequel nous voulons discuter avec les agences pendant ce voyage en Europe»* (propos recueillis en 1987).

Au cours des années quatre-vingts² les organisations paysannes et indigènes de caractère national commencent donc à analyser plus systématiquement leurs relations avec les ONG nationales et les bailleurs de fonds du Nord. Elles essayent parfois de mettre en place un politique de coopération visant à capter directement l'aide étrangère pour leurs propres projets et/ou à établir des relations plus transparentes avec les ONG nationales qui les appuient. C'est le cas surtout des organisations paysannes et

2. L'option de se constituer en ONG plutôt qu'en syndicat obéit avant les années quatre-vingts surtout à la répression et à l'interdiction par la loi de se constituer sous cette forme-là. Tel est le cas de l'Unión communal salvadoreña (UCS), l'une des plus anciennes (1969), à qui la forme d'association de développement a permis de travailler au moins à travers des projets. Plus tard l'UCS prendra une forme plus syndicale (FPH-CEDAL, Cuadernos Campesinos n° 8, El Salvador, 1991).

indigènes constituées dans les années soixante/soixante-dix. La grande majorité de ces organisations reçoivent actuellement des appuis financiers du Nord pour une série de projets : formation, amélioration de la production, transformation de produits, commercialisation, construction de petite infrastructure productive, etc.

Un fait nouveau dans les années 1980 et qui en dit long sur l'ampleur du phénomène ONG en Amérique latine, c'est que de nombreuses organisations paysannes ou indigènes, surtout de couverture provinciale ou régionale, ne se constituent plus comme syndicats mais comme ONG. Constatation : le syndicat ne sert plus à rien, besoin de capter des ressources financières pour des réalisations concrètes dans la localité ? Recherche de renforcement du syndicat par l'offre de services visibles et palpables à ses adhérents ? Les motivations pour se constituer en ONG sous des appellations qui varient selon la législation de chaque pays, obéissent à des situations et à des objectifs différents.

Au Mexique l'Unión de comunidades indígenas de la zona norte del istmo (UCIZONI) constituée en 1985 prit la forme d'association civile en raison des facilités qu'elle donnait à l'action :

— flexibilité pour promouvoir des projets de développement rural dans les communautés,

— autonomie comparativement à d'autres formes légales comme les coopératives ou les sociétés de solidarité sociale dont le fonctionnement est réglementé et supervisé par les institutions gouvernementales.

Au début des années quatre-vingt-dix, UCIZONI réfléchit à la pertinence de changer la forme ONG car elle limite la possibilité d'être reconnu comme sujet de crédit (FPH-CEDAL, *Cuadernos Campesinos* n° 4, Mexico, 1991).

Au Mexique aussi, la Coalition des ejidos de la costa grande de Guerrero prend la forme d'association civile pour d'un côté affirmer leur autonomie face aux enjeux politiques de l'État-parti et de l'autre, pour faire face aux problèmes de la production dans la région dont les organisations paysannes nationales ne s'occupent pas. La Coalition a mis en place une équipe d'assistance technique pour la production, une société de producteurs de café pour l'industrialisation, une union de crédit pour le financement et un système régional d'approvisionnement (FPH-CEDAL, *Cuadernos Campesinos* n° 4, *op. cit.*).

Un autre cas est celui du Centro de promoción campesina de la cordillera (CPCC) au Paraguay. Avec la renaissance des mouvements paysans au début des années quatre-vingts dans la région de la Cordillère, des intellectuels et des paysans décident de créer une institution pour regrouper les leaders. Ils se proposent de conscientiser les paysans à travers des propositions alternatives de production. Créée en 1983 le CPCC se constitue comme ONG. Dans les statuts, on signale le transfert

progressif de l'administration du centre aux paysans. Au début, le conseil exécutif se composait de 2/3 d'intellectuels et 1/3 de paysans, aujourd'hui les dirigeants interviewés affirment que toute la direction est constituée de paysans (FPH-CEDAL, *Cuadernos Campesinos* n° 11, Paraguay, 1991).

Finalement, comme autre cas nous pouvons citer celui du Consejo nacional de pequenos y medianos productores : justicia y desarrollo au Costa Rica. Fatigués du style de direction bureaucratique et fermé des dirigeants coupés de la base («la cupula»), diverses organisations de base créent le Fondo nacional de desarrollo agropecuario en 1989 sous forme d'ONG. L'idée était de se servir de cette institution pour formuler des alternatives aux problèmes macro-économiques de l'agriculture et des agriculteurs. Mais le Fondo devient vite une instance d'appui technique et logistique, d'élaboration de documents, de contribution pour que les organisations membres puissent rédiger des projets, une sorte de pont qui permettait d'obtenir de l'argent. Considérant ces fonctions importantes, il fut décidé de donner au Fondo un caractère de bureau d'appui logistique et technique pour les organisations. Mais pour revenir à l'idée originale, il fut décidé de constituer un espace de coordination et de discussion d'expériences, de recherche d'alternatives, le Consejo est né ainsi (FPH-CEDAL, *Cuadernos Campesinos* n° 12, Costa Rica, 1991).

Problèmes d'identité, concurrence pour les ressources financières, l'intervention des ONG comme nouveaux acteurs sociaux soulève dans l'actualité d'autres interrogations. A l'heure de la mondialisation des échanges et aussi de la pauvreté, où les décisions politiques relèvent de plus en plus des instances transnationales, où les États nationaux perdent de leurs prérogatives, quel doit être le rôle des ONG, quel sens donner à leurs interventions, quels moyens et instruments mettre en place, quelles nouvelles relations établir avec la société et avec les bailleurs de fonds du Nord au moment où l'argent pour la coopération se fait rare ?

4.3. À LA RECHERCHE DE POLITIQUES GLOBALES : DES INTÉRÊTS INSTITUTIONNELS ET DES DIFFICULTÉS DE L'ARTICULATION MICRO-MACRO

Les ONG latino-américaines ont accumulé pendant les 20 dernières années une grande et riche expérience sur différents aspects du développement. Elles ont conquis leur propre espace dans la société en tant que noyaux d'initiative sociale.

Leur croissance en nombre et en qualité de travail donne à plusieurs d'entre elles, une maturité professionnelle reconnue aujourd'hui internationalement.

C'est cette même maturité et ce professionnalisme qui se trouvent à la base des nouvelles interrogations qui se posent aux ONG, à leur avenir et au rôle que ces organisations peuvent et doivent jouer dans la société.

Créées et orientées ou non pour remplir un vide transitoire dans la société sous des situations autoritaires, les ONG se sont définies pour un travail « antigouvernemental ». Le retour à la démocratie comme au Brésil, Argentine, Uruguay, Pérou, Chili..., ou simplement la constatation que les expériences de micro-projets ne peuvent pas provoquer de grands changements s'ils ne sont pas en relation avec de véritables politiques, font que les ONG se posent deux questions : comment durer dans le temps et comment travailler avec l'État ou influencer plus directement ses politiques.

4.3.1. LA CONSTRUCTION ET LA SURVIE INSTITUTIONNELLE : LE PROBLÈME DU FINANCEMENT

Pour les ONG en général et pour celles qui ont atteint plus de professionnalisme en particulier, le développement institutionnel est l'objet d'une profonde réflexion et recherche d'alternatives.

Comment continuer à exister quand l'organisation ne peut pas s'auto-financer ? Est-il possible et nécessaire que les ONG existent indépendamment des changements de conjoncture ou doivent-elles laisser leur espace et leur tâche au mouvement populaire quand la démocratie est retrouvée ? Ce sont quelques-unes des interrogations sur lesquelles ont réfléchi des ONG brésiliennes (CEMPLA, FASE, IBASE) en 1986. Cette réflexion fut aussi développée lors de la « Rencontre sud-américaine des directeurs de centres de promotion » organisée par DESCO (Pérou), IBASE (Brésil) et PET (Chili) en janvier 1987. A cette occasion des thèmes spécifiques au développement institutionnel furent traités : organisation interne, programmes et projets, mécanismes de décision, politique de personnel, financement, etc.

Le problème de fond des ONG est d'être financièrement dépendantes de l'aide des bailleurs de fonds du Nord qui dans leur grande majorité ne financent pas des institutions mais des projets, et dans le cas où ils financent l'institution les ONG craignent de perdre leur autonomie. « *Si les ONG du Nord connaissent le problème de la construction institutionnelle : personnel stable, compétent, décentement payé et assuré, modernisation (informatique, marketing...), valorisation, systématisation et diffusion de leurs expériences (études, publications, voyages, colloques...), pourquoi donc leur semble-t-il étrange que les ONG du Sud aient les mêmes aspirations et besoins ?* » Cette confiance du directeur d'une grande ONG résume bien le sentiment de beaucoup d'ONG constituées par l'élite intellectuelle et/ou politique latino-américaine. Plus qu'une « tendance à faire prévaloir des intérêts corporatifs » (Spoerer, 1987), la revendication des ONG d'avoir les moyens pour se reproduire institutionnellement, est une

manière de défendre un travail et un salaire. C'est une revendication légitime. Comme le manifestent — aussi confidentiellement — d'autres directeurs d'ONG : «... en plus, à la différence du personnel des ONG du Nord, nous en Amérique latine nous n'avons aucune couverture sociale et même pire, aucune protection physique, nous travaillons souvent dans des conditions de répression ou de violence qu'au Nord on n'imagine pas».

Si personne ne doute des potentialités des ONG latino-américaines comme noyaux d'expérimentation et de proposition d'alternatives, la question du lieu qu'elles occupent comme interlocuteurs valables dans les relations Nord-Sud, est plus complexe. Si d'un côté, on reconnaît leurs capacités, de l'autre on conditionne leur développement.

Ce conditionnement est déterminé par la logique même et les limitations propres de l'aide par projet étudiées par B. Lecomte (1986). Cependant, dans le cas de l'Amérique latine, ce conditionnement présente des caractéristiques spécifiques.

Étant donné la grande quantité de professionnels avec expérience et capacité de travail dans des secteurs divers et à cause du degré d'organisation atteint par la société civile ces dernières années, le dialogue et le type d'aide qui peut être établi avec les ONG latino-américaines ne peuvent pas être les mêmes que ceux utilisés pour l'Afrique ou d'autres réalités. Le problème des ONG latino-américaines c'est tout simplement d'avoir les mêmes capacités et les mêmes aspirations (surtout les plus grandes) que les ONG du Nord mais ce n'est pas d'avoir des ressources financières propres. C'est dans ce sens que la notion de «partenariat» doit donner lieu à une réflexion et à un dialogue transparent et horizontal. Dans la pratique et jusqu'à présent, comme le signale I. Smillie (1987) : «le partenariat se caractérise dans une grande mesure par un flux à double voie de banalités et par un torrent à une seule voie d'argent et de visiteurs». Le financement étant le facteur central — car sans financement étranger la majorité des ONG n'existeraient pas — qui donne lieu aux «banalités» qui font que d'un côté on comprend et on se solidarise avec le Sud et que de l'autre on essaye de caresser les bailleurs de fonds dans le sens du poil, c'est alors sur ce terrain qu'il faudrait travailler pour une transparence horizontale.

Si les ONG du Nord craignent, non sans raison, que les ONG du Sud se bureaucratisent, il est nécessaire de signaler que cette bureaucratisation découle du fait même du conditionnement des bailleurs de fonds ou chacun veut encore avoir «son projet», «son programme» et planter ses petits drapeaux sur la carte du monde. Ainsi la recherche de la survie institutionnelle des ONG latino-américaines en passant par le financement de projets, fait qu'une bonne partie du personnel de direction travaille fondamentalement à «vendre des projets». Cela implique un investissement en argent et un travail administratif et de relations publiques très intense car il

faut « parler dans leur propre langage » à chacune des institutions financières.

Si la coordination entre les ONG du Nord ou bailleurs de fonds est aussi souhaitable que la coordination des ONG du Sud (réduction de la charge de travail et des coûts administratifs, un seul rapport pour tous, évaluations conjointes, moins de voyages et de voyageurs, etc.), les mécanismes pour établir ce type de coordinations — malgré quelques expériences — restent à construire.

Évidemment le thème est très délicat mais la symbiose ONG du Nord-ONG du Sud, étant donné l'évolution de ces organisations dans les deux hémisphères, ne pourra pas continuer sur la base de « banalités » ou d'un « dialogue de sourds ». Un dialogue constructif où chaque partie connaît à fond, comprend et respecte les capacités, les besoins et les limitations de l'autre partie, demande surtout une grande volonté et des idées — plus que des projets — fortes et claires et collectivement partagées.

Finalement, dans ce dialogue et dans cette nouvelle pratique à construire, les bailleurs de fonds comme les ONG de l'Amérique latine devront intégrer le point de vue des mouvements populaires et de leurs organisations fatigués d'être des acteurs seulement sur le papier en tant que « populations bénéficiaires ». Ils revendiquent, et c'est légitime, d'être considérés comme un véritable troisième partenaire dans la trilogie de la coopération pour le développement.

4.3.2. DE L'ARTICULATION DES MICRO-EXPÉRIENCES AVEC LES POLITIQUES MACRO

Au cours des années quatre-vingts, l'ouverture démocratique, la mise en place de programmes d'ajustement structurel et ses conséquences et la réduction des fonds de la coopération internationale pour l'Amérique latine, entraînent une certaine modification dans la conception et la pratique de l'aide : 1) l'ouverture à la participation des ONG dans les programmes gouvernementaux et 2) la création de réseaux d'ONG.

La participation des ONG dans les programmes gouvernementaux

Certes, l'ouverture démocratique dans plusieurs pays de l'Amérique latine a ouvert aux ONG la possibilité de travailler avec le gouvernement. Mais parfois, envisager des relations avec l'État veut dire aussi envisager des relations avec les partis politiques au pouvoir. Si dans le cas de dictatures toute relation est rejetée par les ONG, dans le cas de gouvernements démocratiquement élus la question est plus complexe.

Au Mexique il est difficile d'établir une relation de travail avec l'État en raison du danger de cooptation que présente la nature particulière de l'État-Parti.

En Uruguay, le problème de la cooptation est aussi important à cause de la tradition des partis de monopoliser la scène politique et sociale.

En Argentine, d'ex-membres d'ONG ont travaillé dans des institutions publiques après la dictature ou ont participé dans des commissions. Ainsi Fundapas participa dans un programme du Fida pour rédiger un plan national de promotion de jardins potagers et de fermes dans des secteurs à faible revenu (Thompson, 1986).

Dans le cas du Pérou, malgré l'appel d'Alan Garcia (1985-1990) à la collaboration avec les ONG, son parti l'Apra, attaque « les centres » et même l'Église sous prétexte de combattre le Sentier lumineux. Tel fut le cas de l'Institut d'éducation rural waqrani qui, pour appuyer avec l'Église les paysans de Puno qui voulaient récupérer des terres, fut victime de perquisitions, détentions et campagnes diffamatoires dans la presse.

Au Chili, la transition vers la démocratie a signifié pour les ONG une réduction sensible des financements de l'étranger. Le gouvernement de Patricio Alwyn créa l'Agence de coopération et autres institutions pour capter et canaliser les ressources qui auparavant allaient vers les ONG, mais en même temps, il ouvre la participation des ONG aux différents programmes du nouveau gouvernement. Ainsi les orientations de nombreuses ONG chiliennes ont dû être reformulées. Dans le cas d'Agraria (Namdar-Irani, 1991), organisation d'appui à la petite agriculture (recherche agro-socio-économique, assistance technique, crédit, organisation) créée en 1983, les décisions du secteur public de s'impliquer davantage dans le développement productif de l'agriculture paysanne a eu des conséquences importantes. Le vaste programme de transfert technologique de l'Institut de développement agraire auquel Agraria participe est considéré trop rigide, il affecte sa méthodologie de travail. Ainsi Agraria a orienté ses propres ressources à des activités complémentaires et d'impact pour l'agriculteur telles que l'agro-industrie, le développement des organisations productives, la commercialisation, etc. Cela a impliqué de former des équipes professionnelles et intéresser davantage les organisations dans la gestion et la mise en application des projets. A propos des professionnels il est important de signaler la difficulté pour les ONG de retenir du personnel compétent face à la concurrence du secteur public et même du secteur privé qui commence à s'intéresser à des clients potentiels dans l'agriculture. Ils offrent de meilleurs salaires et possibilités de carrière sans oublier le sentiment que ce n'est qu'à partir de l'État qu'on peut réaliser de grandes œuvres.

Mais l'intérêt d'Agraria est de contribuer à l'élaboration de stratégies de développement productif pour l'agriculture paysanne, de travailler à

des propositions de développement régional intégré et de modifier le programme de transfert de technologie. Malheureusement pour ce type de réflexion il est difficile de trouver des financements. Dès lors Agraria cherche à diversifier et multiplier ses sources de revenu : la vente de services doit permettre de créer un fonds de financement pour ce type d'activités. Cependant le problème de la relation État-ONG reste latente dans la mesure où malgré leurs efforts, les ONG restent pour l'État de simples organisations d'exécution. Leur participation à la formulation de vraies politiques n'est pas toujours acquise et reste conditionnée à la volonté du gouvernement et à ses changements d'orientation.

Une autre option ouverte aux ONG dans la nouvelle conjoncture est celle de leur participation avec les États, dans les programmes des organismes multilatéraux : PNUD, BID, FIDA, Banque mondiale. Cette dernière institution s'intéresse elle aussi et de plus en plus depuis les années quatre-vingts à la participation des ONG dans le développement. Pression des ONG, besoin d'établir des « filets de sécurité » pour contenir les explosions sociales que l'accroissement de la pauvreté pourrait engendrer, la contradiction de la Banque mondiale est justement d'être une banque et au même temps une agence de développement : « une banque doit récupérer les capitaux investis, une agence de développement ne peut faire apparaître un transfert net de ressources à son profit. En réalité, les palliatifs trouvés pour sortir du dilemme (certains prêts à très faible taux d'intérêt, prêts d'ajustement structurel, gestion de fonds additionnels) ont eu cet effet : la BM cherche à dissimuler les transferts de ressources du Sud à son profit (17 milliards de dollars en 1992) en prêtant toujours davantage contribuant ainsi à l'alourdissement de la dette des pays emprunteurs et au pillage de leurs ressources » (Ferrie, 1994, 18).

Les ONG sont recherchées parce qu'elles sont moins coûteuses que les experts internationaux, parce qu'elles ont une meilleure connaissance des problématiques locales et parce qu'elles véhiculent plus rapidement l'aide aux populations concernées (OCDE, 1988). Malgré la reconnaissance des capacités professionnelles et humaines, les ONG restent cependant considérées et traitées comme de simples instruments ou « courroies de transmission » entre les bailleurs de fonds et l'État d'une part, et la population visée par le programme d'autre part.

Un cas au Brésil (de Barros, s.d.). Le Papp — Programme d'appui au petit producteur du Nord-Est — fut mis en place par la Banque mondiale en 1986 à partir de l'expérience du programme Polonordeste qui avait démarré en 1974. Contrairement à ce dernier, le Papp ne prend pas en considération les investissements en éducation, santé et infrastructure. La centralisation de l'administration et de la planification ayant été détectée comme le principal problème du Polonordeste, les fonctions qui relevaient de la Sudene — agence de développement régionale — ont été transférées

aux États fédéraux. Quoique la décentralisation du programme vers les États ait pu apporter des avantages administratifs certains, par contre, il n'y a plus eu de stratégie générale pour le secteur rural de la région dans son ensemble. En l'absence de coordination entre les États, les aides ont alors été diluées en de multiples expériences soutenues selon la volonté de chaque gouverneur. Des ONG, des syndicats de travailleurs ruraux et des coopératives, ont été appelés à participer dans des commissions au niveau régional et d'État. La fonction de ces instances était limitée à la consultation sur les plans opérationnels annuels proposés par les unités techniques des États. Le processus de reformulation du Papp semble confirmer les vérifications du milieu de la dernière décennie. La redéfinition du programme a été réalisée en deux mois au cours de négociations entre la Banque mondiale et les hautes autorités gouvernementales. Les ONG en ont été exclues sans la moindre explication officielle. Comme alternative, les ONG ont installé un forum parallèle pour accompagner le processus et présenter leur contribution.

4.3.3. LA CRÉATION DES RÉSEAUX D'ONG : PROBLÈMES ET POTENTIALITÉS

Depuis plus de dix ans et face à la croissance quantitative et à la concentration dans certains secteurs et/ou zones géographiques d'intervention, les ONG latino-américaines ont commencé à se regrouper formellement ou informellement en « réseaux » ou groupes de coordination.

A l'intérieur de chaque pays ou entre différents pays, les ONG ont constitué une série de coordinations, collectifs de travail, consortiums ou réseaux autour d'un sujet d'intérêt commun : éducation, agriculture, habitat, technologies, écologie, femmes, indigènes, droits de l'homme, communication...

Au Mexique, le CRES (Comité regional de emergencia y solidaridad) fut créé en 1980 pour répondre à la crise centro-américaine et plus particulièrement aux besoins sociaux et humanitaires du Salvador et du Guatemala. D'autres initiatives nationales et continentales se sont articulées autour de conférences (Dette externe, développement et coopération internationale, Lima 1988, Sommet de la Terre, Rio 1992); autour de campagnes (Cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, de 1989 jusqu'à présent); de programmes (Programme de relations politiques et de coopération Europe-Amérique latine, 1987)...

Finalement, on peut citer — outre les associations nationales d'ONG dans la plupart des pays — des « associations » de caractère continental telles que CLACSO (Consejo latinoamericano de ciencias sociales), ALOP (Asociación latinoamericana de organizaciones de promoción), CEEAL (Consejo de educación de adultos en América latina)...

Si l'intérêt des réseaux en tant que noyaux d'échanges de méthodes de travail, d'expériences et d'informations est accepté et même recherché,

leur constitution — promue souvent par les bailleurs de fonds pour rendre leur aide plus efficace — présente des difficultés : la définition d'objectifs, la durée, l'institutionnalisation, les responsabilités et le financement. En termes généraux ces problèmes sont moindres quand il s'agit de réaliser une action collective de caractère conjoncturel avec une date butoir. Nous pouvons citer à titre d'exemple les actions de type lobbying telles que celles réalisées par beaucoup d'ONG pour s'opposer à un projet gouvernemental qui affecte une population déterminée : la construction du barrage de Carajas mettait en danger non seulement l'équilibre écologique mais aussi et surtout la survie des populations indigènes dans cette partie du Brésil. Cette action fut à l'origine de la modification des interventions de la Banque mondiale dans les années quatre-vingts. Plus récemment la Coordination nationale agraire établie par plusieurs ONG et organisations paysannes et indigènes de l'Équateur réussit à bloquer au moins provisoirement un projet de loi agraire jugé contraire aux intérêts des agriculteurs et des Indiens. Nous pourrions multiplier les exemples sur ces actions/réflexions collectives de type lobbying qui ont parfois un succès relatif ou certain.

De la démarginalisation des organisations paysannes à l'organisation du dialogue : le cas du Réseau interaméricain agricultures et démocratie (Riad)

Les problèmes sont plus complexes quand les réseaux se forment pour travailler sur des questions de fond, de politiques nationales ou internationales, c'est là que nous trouvons les difficultés les plus caractéristiques de l'action collective. Prenons le cas des politiques agricoles.

Nombreuses sont les ONG en Amérique latine qui essaient de trouver des alternatives aux problèmes de la petite agriculture et du monde rural le plus souvent à travers des micro-projets de développement et/ou de réflexion de portée nationale. Mais comment rendre ces actions et ses réflexions plus efficaces au moment de la mondialisation des échanges, de l'abandon de l'État de son rôle de régulateur ? Cette nouvelle situation réclame des visions et des interventions qui prennent en considération le nouveau contexte et la nouvelle échelle mondiale.

Le Programme agricultures paysannes et modernisations (APM) initié en 1988 par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH — institution helvético-française), tente de relever le défi et de contribuer à la mise en place de politiques plus favorables aux agricultures paysannes dans le monde. La création de réseaux continentaux porteurs d'un débat et d'une action dans ce sens est privilégiée. En Amérique latine des partenaires (des ONG) sont identifiés pour démarrer

ce programme : le CEDAL (Centre d'études de l'Amérique latine) et IBASE (Institut brésilien d'analyses sociales et économiques). Des enquêtes auprès des organisations paysannes et indigènes ainsi qu'auprès des chercheurs spécialistes de problèmes agricoles et ruraux et des personnes des institutions publiques sont réalisées dans 14 pays. Suite à ce travail d'un an, certains thèmes-problématiques considérés majeurs sont repérés : processus d'intégration régionale, restructuration du foncier, recomposition des organisations paysannes et indigènes, les politiques agricoles et la démocratie étant les axes articulatoires. L'originalité de la démarche de ce programme réside dans l'insistance de sortir des simples problèmes agricoles et techniques pour se situer dans un contexte de projet de société qui fait des agricultures et des agriculteurs une composante indispensable. Dès lors le problème de l'articulation d'alliances avec des acteurs de différents secteurs et milieux est envisagé comme une composante incontournable : organisations paysannes et indigènes, organisations de consommateurs et/ou des villes, ONG, politiques, chercheurs, etc.

Suite à un deuxième tour de contacts pour discuter des possibilités de la constitution d'un travail continental en 1990-1991, une réunion est organisée en 1992 au Mexique. A celle-là assistent des personnes des 14 pays de l'Amérique latine et aussi des États-Unis : des membres des ONG qui avaient été chargés des enquêtes, des représentants des organisations paysannes et indigènes, des chercheurs et des leaders paysans aussi bien de l'Amérique latine que d'Afrique et de l'Europe occidentale et orientale, et les initiateurs du programme. Très vite les problèmes éclatent. Si les objectifs du programme trouvent un large écho, la structure et les moyens pour y parvenir sont sujets à de vifs débats. Tout de suite le problème du pouvoir et du financement apparaît. Du côté des organisations paysannes et indigènes présentes, elles avaient — une fois de plus — l'impression de se faire avoir, d'être utilisées pour légitimer le programme, elles demandaient une place de décideur. Du côté des ONG les problèmes étaient d'ordre institutionnel et professionnel : responsabilités, salaires, durée du financement. Malgré ces contradictions et après un long débat, le Réseau interaméricain agricultures et démocratie (RIAD) fut constitué. Accouchement par césarienne, le RIAD se dote d'une structure informelle avec un animateur national par pays, un représentant des organisations paysannes et indigènes par sous-région : Amérique centrale et Mexique, États-Unis, pays andins, cône sud et Brésil, et une structure opératoire continentale. Voyons point par point les problèmes et les potentialités de ce réseau.

Les objectifs

Une charte des valeurs et des objectifs, rapidement définis, fut élaborée. Contrairement à beaucoup de réseaux et/ou de coordinations, les objectifs du RIAD sont très ambitieux : influencer par un travail concerté avec plusieurs acteurs en différents secteurs socio-économiques, les politiques nationales et internationales concernant les agricultures paysanne et le monde rural en faisant de cette problématique un enjeu majeur des sociétés contemporaines. Certes, les objectifs sont unanimement approuvés de même que les valeurs énoncées : démocratie politique, économique, sociale et culturelle. Mais comment traduire ces objectifs et ces valeurs dans une pratique concrète et cohérente ? Une certaine « culture de projet » très consolidée par une pratique de plus de 20 ans, fait que chacun cherche à obtenir des avantages pour son propre projet : les organisations paysannes et indigènes des appuis pour des réalisations concrètes et les ONG pour leurs interventions et recherches.

La structuration du réseau

Réseau d'amis ou réseau d'institutions ? La question n'est pas simple, il faut éviter les enjeux des pouvoirs et des hiérarchies tout en assurant une organisation efficace dans laquelle tout le monde trouve sa place. On joue dans l'ambiguïté en signalant que « le RIAD » est constitué par des personnes qui comptent avec le soutien de leurs organisations et/ou institutions ». Les organisations paysannes et indigènes ne se sentent pas mandatées — sauf exception et à titre plutôt personnel — à assumer une responsabilité. Les ONG, c'est-à-dire les animateurs nationaux, s'inquiètent quant à leurs prérogatives et à leur avenir professionnel. Leur participation à titre personnel soulève moins de difficultés mais la relation de leurs institutions avec le réseau reste très ambiguë.

Or, la structuration du réseau pose aussi d'autres problèmes, celui des identités et des fonctions : qui sont les chercheurs et les ONG, à quoi et à qui servent les recherches, qui sont les leaders paysans, que représentent leurs organisations, comment la consommation et la production des connaissances utiles peuvent-elles se rencontrer... ? Des méthodes d'échange et de circulation de l'information sont mises à l'essai.

De la durée et du financement

Un réseau qui se donne des objectifs si ambitieux ne peut se situer qu'à long terme (10, 20 ans ?) et se doter des moyens financiers à la hauteur de cette tâche. L'appel à la diversification des sources de financement s'avère

nécessaire. Structurés autour de thèmes jugés importants, des appuis sont recherchés et obtenus pour travailler certains d'entre eux au niveau national, sous-régional ou continental. Le problème ici est la nécessité d'établir une politique de financement cohérente avec les objectifs. Dans le cas contraire il existe le risque de tomber à nouveau dans la «ONGisation», c'est-à-dire : projet de recherche ou étude — financement-publication. Si ces activités sont une partie importante du travail du réseau, elles ne sont pas une finalité en soi mais un moyen de mobilisation des connaissances, des personnes et des institutions pour faire bouger les choses. Or, ce risque de dérive n'est pas seulement présent à cause de la pratique des différents animateurs, mais aussi à cause de la pratique des bailleurs de fonds qui tout en acceptant les grands objectifs, dans la pratique ne font que reproduire l'aide traditionnelle par projet ou chacun cherche à avoir «le sien». Pourquoi cette économie d'accompagnement intelligent et solidaire ? Si l'on demande aux ONG du Sud de travailler en réseau, les bailleurs de fonds ne devraient-ils pas en faire autant, au moins par souci de cohérence ?

Les ONG — et les réseaux — en général, ont accumulé une grande expérience par leurs interventions pratiques sur le terrain et par leurs recherches au cours des 25 dernières années. Ont-elles par leurs visions et pratiques fragmentaires de la réalité du développement contribué à faire le jeu des États ? A force de se vouloir anti ou non-gouvernementales n'ont-elles pas contribué à vider l'action et la pensée politique de leur sens et à servir le retrait de l'État que l'on connaît aujourd'hui ? Peut-on faire un parallèle entre démobilisation populaire et augmentation du nombre d'ONG et de projets ? En «s'appropriant» des parcelles de la problématique des petits paysans, n'ont-elles pas contribué à renforcer leur exclusion des politiques nationales ? Que se passerait-il si les bailleurs de fonds arrêtaient leur aide financière vers l'Amérique latine, que feraient les milliers de professionnels, de techniciens, de promoteurs et autres que les ONG font travailler et vivre ? Les ONG ont certes un rôle à jouer dans l'avenir à condition qu'elles — de même que les bailleurs de fonds qui les soutiennent — inscrivent leurs interventions dans le cadre de la construction de véritables politiques nationales et internationales, seules capables d'asseoir un développement durable. Autrement elles continueront, comme le pauvre de l'histoire que nous racontions au début de ce chapitre, à se battre pour dix dollars, et pire encore, à se battre entre elles pour ces dix dollars. Cette «guerre des pauvres» n'est-elle pas déjà en cours ?

A l'heure où le marché devient roi, beaucoup sont ceux qui voudraient faire des paysans des clients et des ONG des vendeurs de services, c'est une idée à creuser. Mais cela implique un certain niveau de capacité d'achat qui pour la grande majorité de petits paysans n'existe pas. Le problème est de comment la leur donner, comment rendre leur demande

solvable ? Pour l'instant les projets sont comme l'aspirine. Si l'aspirine est toujours bonne pour soulager la douleur dans l'immédiat, dans le cas de maladies graves l'intervention chirurgicale s'avère souvent nécessaire. La pauvreté — rurale et urbaine — en est une. Pour s'attaquer aux causes et non aux conséquences alors il n'y a que la volonté politique nationale et internationale. Ne devrions-nous pas combattre la pauvreté avec la même force avec laquelle nous combattons aujourd'hui le Sida ? La pauvreté ne tue pas seulement les hommes, elle détruit les sociétés.

5. LA RECONSTRUCTION DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET INDIGÈNES

«Si, si, debes investir en lo más locrativo, para eso eres economista! Vaya el gordo Debernardi, ambulante clandestino! No es genial?

Ana seguía entusiasmada, saltando inclusive en el asiento, cuando Jaime descubrió a una pareja de indios quizá auténticos, subiendo a la plaza como ellos. El con ojotas, pantalón de bayeta, poncho y sombrero, y ella con lliclla de colorines a la espalda, largas polleras, trenzas muy negras, y asimismo sombrero, como los indios de verdad que había visto en su niñez.

Jamas antes, que el supiera, habían osado llegar hasta aquella plaza, santuario del poder. Si marchaban a pie, en la misma dirección, y se diría al mismo ritmo que ellos, por la lentitud con que avanzaba el taxi. Jaime torció la cabeza para deducir, por su vestimenta, si serían de Ancash, Junin o Huanuco, departamentos que más conocía, e instintivamente se alegró en su corazón. El sentimiento fue ya más claro, como si gozara de una vengaza contra Lima, que hubiera aguardado desde niño, y que ahora solo se daba como un acto de justicia.

El indio y su mujer entraron lentamente en la plaza, como después de un viaje de siglos. Llegaron a la gran luz del perímetro y miraron impasibles la catedral y el Palacio Pizarro, y continuaron avanzando, lentos pero indestructibles, mientras Jaime, abrazado de Ana, feliz de haberla recuperado, los seguía observando como a seres notables que fundaran otra etapa de la historia... »

C. E. Zavaleta

«Un herido de guerra : una nueva era »

Les changements auxquels nous avons fait allusion tout au long des chapitres précédents, posent aux organisations paysannes et indigènes le problème de leur reconstruction comme acteurs collectifs.

Si nous pouvons saluer l'éclosion de nouvelles organisations locales et régionales dont souvent les nombreuses études de cas nous vantent le dynamisme dès qu'on quitte le pessimisme macro-économique, on peut s'interroger sur leur capacité réelle à peser sur les politiques nationales et internationales qui conditionnent leur avenir.

Les organisations nationales sont-elles nécessaires ? La réponse est oui, mais... Oui, parce que l'absence d'interlocuteurs sociaux collectifs laisse la porte ouverte à la floraison de clientélismes et populismes tels qu'on les voit resurgir sous différentes formes aujourd'hui. Mais, parce que ce sujet collectif, s'il veut être un acteur de son temps, doit renouveler ses conceptions et ses pratiques. Les organisations paysannes et indigènes en sont conscientes, leurs débats et leurs publications en témoignent.

La société latino-américaine a changé profondément ces vingt dernières années et les organisations paysannes et indigènes doivent répondre à de nouvelles attentes, à de nouveaux défis. Cela implique de se redéfinir, de se poser la question de leur identité et de leur fonction ; de repenser leur place dans la société comme citoyens et comme producteurs ; d'envisager leur rôle dans la décentralisation et l'aménagement du territoire, et finalement, de lutter pour la construction d'une culture et d'une infrastructure démocratiques. C'est sur ces quatre éléments que nous essayerons de réfléchir dans ce chapitre

5.1. IDENTITÉ, IDENTITÉS

Le syndicalisme ou le « gremialismo » paysan est en crise. Le syndicat et les luttes paysannes et ouvrières qu'il incarnait a perdu le centre de la scène socio-politique qu'il occupait il y a seulement deux décennies. Migrations massives vers les villes, baisse de la participation de la petite agriculture au PIB, réduction importante du secteur industriel, prolifération des mille métiers de l'économie informelle, ont transformé sensiblement la structure sociale et économique du sous-continent.

Les grandes centrales nationales qui avaient conduit des luttes importantes autour de la revendication de la réforme agraire se trouvent en manque de projet, en manque d'alliances et face à des interlocuteurs nouveaux. Beaucoup d'entre elles ont perdu de leur représentativité et de leur légitimité. De nouvelles organisations ont surgi au niveau local et régional pour essayer de trouver des réponses à des problèmes de la production et de la commercialisation d'un produit ou autour de revendications plus vastes comme celle des peuples indigènes. Le problème de la

redéfinition des identités est à l'ordre du jour. Qu'est-ce qu'une organisation paysanne aujourd'hui ? La question de l'identité au singulier et au pluriel (professionnelle, sociale, culturelle, économique, politique) implique pour les organisations l'élaboration de stratégies nouvelles. Elles doivent prendre en compte différents aspects de la réalité des sociétés actuelles. La demande de solutions de proximité pour faire face au quotidien, l'énorme diversité des situations des paysans et des ruraux, le danger de ruptures du lien social, l'affirmation ethnique et culturelle, doit être traitée par les organisations pour pouvoir reconstruire et renforcer la légitimité de leur fonction de médiation et de représentation.

5.1.1. LA PROXIMITÉ ET LE QUOTIDIEN

Le point commun que nous observons parmi la diversité des nouvelles organisations et qui les oppose aux anciennes est l'absence de contestation à un modèle de domination globale (Touraine, 1988, 239) ; leurs luttes s'inscrivent dans la plupart des cas dans des stratégies de survie quotidienne ou dans des stratégies de développement économique de leur environnement le plus proche. Proximité et quotidien sont deux des principales revendications des paysans — organisés ou non — sur lesquelles doit s'asseoir la démocratie et les stratégies de restructuration des organisations.

Le local, c'est-à-dire la proximité et le quotidien est devenu le critère d'organisation et d'action des sociétés rurales, paysannes et indigènes. Cela explique la crise de la plupart des organisations nationales. Le monde rural a changé, ses revendications sont hétérogènes et désarticulées de même que les interlocuteurs — voire les « ennemis » — se sont diversifiés : aux haciendados, à l'État s'ajoutent le marché, les entreprises agro-industrielles, les ONG, les Églises et souvent aussi les sectes religieuses. Il n'y a donc plus de revendications communes comme le fut la lutte pour la terre et la réforme agraire ni un interlocuteur unique comme le fut l'État. Cette situation de médiation de l'organisation nationale pour négocier avec l'État, semble avoir perdu auprès des bases paysannes toute sa légitimité. La démocratie prend ainsi des contenus locaux spécifiques.

Les changements intervenus dans les modèles techniques modifient la structure sociale qui s'était construite sur ces modèles. La diversification des exploitations agricoles et plus largement, la diversification des logiques de survie en milieu rural sont à l'origine de la crise des anciennes références organisationnelles mais aussi de l'émergence de nouvelles références plus aptes à affronter la diversité locale et les besoins du quotidien. Cette imbrication de plus en plus évidente entre agriculture et environnement socio-économique rend caduc le traitement sectoriel et vertical de « la question agraire » et appelle à des coordinations plus horizontales dans un cadre territorial. Les organisations paysannes et indigènes qui se sont

constituées localement et/ou régionalement au cours de 10 dernières années ont une réflexion plus avancée sur cet enjeu territorial.

5.1.2. LA GESTION DE LA DIVERSITÉ

La mobilité intersectorielle et géographique de la main-d'œuvre, a introduit de nouveaux paramètres qui conditionnent le type de restructuration des OPI... Il est très difficile d'organiser une masse fluctuante de travailleurs agricoles sans assise professionnelle ou géographique précise. Prises dans un combat politique pour la RA, les organisations paysannes ont négligé la lutte pour la production et la commercialisation en attendant que ces problèmes soient résolus par l'intervention de l'État; or cet État est de plus en plus absent... En outre, elles ne voyaient pas que l'urbanisation en milieu rural était en train de créer de nouvelles demandes et de nouvelles aspirations de ces populations qui ne sont plus strictement agricoles. Elles ne voyaient pas non plus que les interventions des ONG, des Églises et leurs pratiques de développement local et/ou d'assistance mettaient en cause le rôle et les fonctions des syndicats agricoles. Si parfois il y a eu renforcement des organisations locales ou provinciales, l'affaiblissement des organisations nationales et surtout d'une articulation des besoins locaux avec un projet national a été la règle.

L'agriculture paysanne reste encore importante en Amérique latine. A la fin des années soixante-dix, elle comprend 13,5 millions d'exploitations, 20 % de terres mais 44 % de surfaces récoltées. Sa participation est significative dans la production de denrées de base pour le marché interne (maïs, haricot, pomme de terre) et aussi dans quelques produits exportables (café, cacao, fruits, légumes) (G. Durand, 1993 :27). Or, ces paysans ne sont plus les mêmes qu'il y a 20 ans.

La crise-mutation de l'agriculture et ses conséquences en termes de travail et d'emploi ont transformé le « métier » d'agriculteur et par là même le type de ses organisations. La pluriactivité croissante des petits exploitants (transformations de produits, vente directe, emplois saisonniers ailleurs, tourisme, artisanat, etc.) a fait émerger de nouveaux besoins de formation, d'information et donc de compétences. La transition de paysan à agriculteur pose la question de la définition de ce « métier » (B. Hervieu, 1994), de son statut social et économique, c'est-à-dire de la reconnaissance de la « parité » avec d'autres catégories socio-professionnelles (G. Allaire 18.5.94). Mais en Amérique latine la revendication de cette « parité », outre les aspects économiques et sociaux, s'accompagne souvent d'une demande de reconnaissance de diversité culturelle voire ethnique; la vision du paysan reste imprégnée de racisme. Depuis l'époque coloniale, l'un des mécanismes de domination et d'exclusion a été l'articulation entre « classe » et « ethnie » : les messieurs sont blancs et les paysans sont indiens. Les organisations paysannes et indigènes tout en cherchant à se

restructurer pour faire face aux nouvelles demandes de services, revendiquent, à des degrés divers en fonction des réalités spécifiques, des pays ou des régions, leurs particularités culturelles.

Les syndicats et les organisations représentatives des grands secteurs productifs ne sont plus fonctionnels au pouvoir d'Etat dans le cadre de l'application du modèle néo-libéral en cours. De nouveaux rapports sociaux découlent de la redéfinition de la relation capital-travail, l'Etat démissionne de son rôle d'arbitre en faveur du marché et de son rôle d'employeur suite aux privatisations des entreprises publiques et aux licenciements massifs de fonctionnaires.

L'emploi industriel et agricole ayant diminué par rapport à l'emploi précaire dans le tertiaire, les bases de ce qui fut l'univers dans lequel le syndicalisme recrutait ses adhérents disparaissent (F. Zapata, 1992). Le marché du travail étant très restreint et éclaté sectoriellement en une série d'activités formelles et informelles et géographiquement dans des pôles qui fonctionnent de manière permanente (plantations, mines) ou intermittentes (« maquiladoras », constructions diverses), l'organisation d'une action collective de ces travailleurs est très difficile. L'identité nécessaire à une action collective ne se construit donc plus comme dans les syndicats traditionnels sur un sentiment d'appartenance à un groupe dans un cadre de travail précis. Dès lors, l'action collective à la ville comme à la campagne s'articule sur de nouvelles bases d'identité : lieu de résidence, références culturelles, ethniques ou religieuses. Ce ne sont plus les conflits de travail qui articulent l'action collective mais la lutte pour la survie. L'affirmation, défense ou construction d'une identité n'aboutit pas toujours à une mobilisation sociale. Le phénomène du développement du rock dans et par la jeunesse latino-américaine, tout en étant chargé de protestation, ne se traduit pas ici comme ailleurs en mouvement même si son importance peut être significative dans certaines circonstances comme en Argentine pendant la guerre des Malouines (A. Touraine, 1988, 251).

5.1.3. LE SUPPORT ETHNIQUE ET/OU CULTUREL

Un fait intéressant ces derniers temps, est sans doute la recherche de la culture pour asseoir une affirmation identitaire. Les organisations indigènes ont contribué à introduire le débat dans l'ensemble de la société latino-américaine. En faisant de la défense de leur identité ethnique, de leurs droits à être reconnus comme peuples, en faisant de la culture l'assise d'un développement économique et social, en proclamant leur volonté de s'intégrer à la société nationale et à la modernité comme groupe, les organisations indigènes manifestent leur volonté d'être reconnues dans leur ethnicité et dans leur citoyenneté : «... *le défi que nous avons en face c'est l'équilibre entre la communauté, les valeurs individuelles et les valeurs collectives... faisons nôtre la diplomatie mais ne*

nous perdons pas dans la diplomatie, faisons nôtres les nouveaux concepts que vit l'humanité aujourd'hui, à la fin du XX^e siècle : dialogue, négociations, échanges, etc., faisons nôtres les idées dites rénovatrices de notre siècle mais sans perdre les principes que nous a donnés la vie en tant que société, en tant qu'humanité et en tant que peuples». (R. Menchu, discours d'ouverture du Premier congrès latino-américain des organisations de la campagne, 25 février 1993, Lima, Pérou).

En Amérique, 40 millions d'indigènes cohabitent avec quelque 360 millions de non-indigènes ou d'Indiens (J. Botaso, 1989). L'analyse de ce qu'a signifié la campagne autour du Cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique comme impact dans l'imaginaire collectif de la population reste à faire. Ayant suivi cet événement, on peut se rendre compte de l'apport d'idées au débat et de l'influence des organisations indigènes sur le comportement des organisations paysannes. L'idée de chercher de nouvelles pistes pour l'avenir en partant de ses racines, en valorisant la richesse de la culture, en insistant sur la relation et l'équilibre entre l'homme, la terre et l'environnement — entendu aussi bien comme moyen de production que comme lieu de reproduction sociale, économique et culturelle, c'est-à-dire comme territoire —, les organisations indigènes ont rempli le vide idéologique des anciennes organisations paysannes. L'appropriation de ces grandes idées fortes ne se traduit pas seulement dans leurs nouveaux discours mais aussi dans la pratique. Frappées idéologiquement par l'incapacité des expériences socialistes pour faire que leurs rêves deviennent réalité et par la violence des transformations socio-économiques, les organisations paysannes surgies dans la lutte pour la réforme agraire dans les années soixante, ont perdu de leur légitimité car elles ne représentent plus l'hétérogénéité des demandes que la réalité quotidienne des paysans et des ruraux manifeste actuellement. Les rencontres nationales et continentales entre paysans et/ou indigènes ont permis de réfléchir à une approche globale du traitement de la problématique agricole, rurale et indigène. La culture devient un support articulatoire qui sert de base à la construction d'une vision plus territorialisée du développement économique et social. De ce fait, le type de structure et des fonctions des organisations se modifie. Si auparavant les organisations de caractère national dictaient la ligne à suivre aux organisations départementales ou autres, aujourd'hui elles sont débordées et même ignorées par le mouvement à la base. Les paysans se mobilisent plus facilement pour leurs besoins concrets et sur leurs lieux de vie et de travail. Les organisations des Églises ainsi que les ONG et les intellectuels, ont contribué en valorisant la culture indigène, ses pratiques productives et protectrices, sa solidarité, à réconcilier une jeunesse urbaine, héritière des valeurs de gauche, avec ses racines.

Dans de nombreuses organisations indigènes ou paysannes à forte composante indigène, la revendication et/ou la défense de l'identité ethnique et/ou culturelle s'instrumentalise. En s'appuyant sur l'utilisation du droit national et international et les avantages qui en découlent, ces organisations cherchent plutôt une intégration dans la modernité, une autonomie à l'intérieur de l'État qui n'ont rien à voir avec des mouvements séparatistes et/ou intégristes que l'on connaît dans d'autres continents. Pour établir cette «parité», organisations indigènes et/ou paysannes, ONG et intellectuels essayent donc de construire une «identité positive» (Ch. Gros, 1986) qui tout en s'inscrivant dans le débat actuel sur la citoyenneté va bien au-delà car elle pose la question de la nation : nation de citoyens libres et égaux devant la loi, ou nation reconnaissant aussi diverses identités collectives dans son intérieur? Cet enjeu sur l'identité, sur les droits individuels et collectifs, est évident dans les négociations aux Nations unies dans les débats à propos de la question indigène et de la notion et/ou le concept que l'on assigne à «l'autodétermination» et au «peuple»; les États de l'Amérique latine contestent ces termes. Pour faire obstacle à un accord législatif au niveau des Nations unies, les États, dans une grande majorité, ont signé la Convention 169 (1989) de l'OIT laquelle tout en établissant des droits spécifiques pour les peuples indigènes fait prévaloir le droit national sur l'international et restreint la participation des indigènes dans la définition des priorités du développement.

Un point intéressant à souligner à propos de toutes ces luttes d'indigènes, c'est la portée internationale et transnationale que leurs organisations ont su établir dès leur naissance, dans les années soixante-dix. En mobilisant l'opinion publique internationale, les organisations indigènes ont renforcé — voire même créé — un sentiment d'identité ethnique et par la même, elles ont modifié la représentation que la société se fait d'elle-même. Des réseaux comme la COICA (Confédération des organisations indigènes du bassin amazonien), tout en ayant une représentativité plutôt idéologique, ont le mérite d'articuler les luttes locales avec les droits universels. La révolte du Chiapas en 1994, le soulèvement indien en Équateur en 1991, le massacre des Yanomamis au Brésil, etc., sont autant de cris qui contribuent à modifier positivement la vision de «l'autre»; une identité positive se construit en gagnant le respect.

5.1.4. LE LIEN SOCIAL ET LE SUJET COLLECTIF

Les transformations économiques (modernisation et pauvreté) et politiques (retour à la démocratie) ont ébranlé les revendications collectives qui donnaient un but unique, un horizon commun aux luttes des années soixante/soixante-dix. La diversification de formes de production et donc des acteurs sociaux avec des revendications et des demandes spécifiques ont donné lieu à la création d'une multitude de nouvelles organisations

associatives, syndicales, politiques. Les revendications de portée nationale qui servaient à articuler des luttes collectives telles que la réforme agraire ont ainsi perdu leur centralité. Si la réforme agraire n'est plus le drapeau derrière lequel peut s'articuler un mouvement national, cette revendication reste pour beaucoup de paysans dans plusieurs pays de l'Amérique latine, une revendication importante¹. Même dans des pays qui n'ont pas connu de réforme agraire, la révision des aspirations concernant ce sujet est à la baisse. Ainsi au Brésil il est question dans les débats en cours de se contenter d'une réforme agraire « partielle » plutôt que « massive ». La coexistence de plusieurs secteurs (coopératives, entreprises privés, exploitants individuels) est désormais admise comme incontournable (L. Servolo de Medeiros, 1994). Au Brésil comme ailleurs, la revendication de réforme agraire est repensée dans son contenu. Si dans les années soixante/soixante-dix, ce contenu était fondamentalement politique (contre le pouvoir des grands propriétaires), dans les années quatre-vingt-dix il devient surtout économique et social, voire même culturel. Cela peut s'expliquer par les différentes identités que la « modernisation » de l'agriculture et le retour à la démocratie ont créé ces derniers temps.

Ces nouvelles identités rurales cherchent des formes d'organisation capables de relever le défi de la survie au quotidien en se projetant dans le moyen et long terme. C'est ainsi que la lutte pour la production, pour la commercialisation devient le nouvel axe de mobilisation. Dans ce sens pragmatique, de nouveaux arguments viennent modifier le contenu de la revendication de réforme agraire. La lutte contre la pauvreté, la protection de l'environnement, la réduction de l'exode campagne-ville, l'approvisionnement en aliments du marché interne, servent de nouveaux supports. C'est dans ce sens que ces revendications peuvent prendre, à la lumière des changements dans les relations agricole/agraire — ville/campagne et agriculture/industrie, une portée d'intérêt national. D'ailleurs, sur le plan politique, de nouvelles organisations pèsent et peuvent peser dans les rapports de force. Des organisations locales fortes peuvent peser et pèsent au moment des élections en faisant élire un de leurs membres ou en négociant leur appui à un candidat. Le jeu politique des organisations nouvelles et anciennes — sur des espaces locaux (municipalités, provinces, département, régions), devient une composante majeure de la démocratisation des sociétés et de ce « modèle » à construire qui est celui du développement « sustentable ». La décentralisation des pouvoirs politiques, législatifs et économiques apparaît comme un nouvel axe de lutte du développement rural sans lequel des politiques différenciées ne peuvent être établies.

L'agriculture dans ses fonctions économiques, sociales et culturelles structurant des territoires, est un problème majeur de cette fin de siècle au niveau mondial. Il nous interpelle sur le modèle de société dans lequel on voudrait vivre dans l'avenir. Si les nombreux efforts de la population pour

1. La concentration de la terre reste toujours importante dans certains pays : Brésil, Colombie, Guatemala, Venezuela (FAO, 1988).

trouver des solutions aux problèmes de la survie quotidienne en s'associant localement sous différentes formes, ont le mérite d'empêcher la rupture ou de reconstruire le lien social, le traumatisme social est toujours là. L'homogénéisation du désir de consommation des biens et des services engendrée par la massification de la communication — surtout par la télévision —, rapproche l'imaginaire collectif de l'Amérique latine de celui qui prévaut dans les pays développés. Le fait de se rendre compte qu'un tel niveau de vie leur est à jamais interdit crée un sentiment d'exclusion, de frustration et de révolte surtout chez les jeunes générations qui ne trouvent plus de sens à la vie ; c'est un problème à la ville comme à la campagne. Le jeune fils ou fille de paysan en particulier ou les jeunes en milieu rural en général, souffrent plus que la génération précédente du fait de leur relative meilleure éducation et de leur majeure confrontation à l'image de la société de consommation. L'agriculture et la campagne n'offrent plus de quoi vivre, plus de perspectives d'amélioration sociale et économique et les villes débordent dans leurs bidonvilles de main-d'œuvre et de pauvres ; il n'y a plus où aller. La perte de références d'appartenance à un lieu, à une terre, est l'une des grandes manifestations du traumatisme social actuel. Les structures qui donnaient sa cohésion à la société : famille, communauté, village, s'effritent. Ce malaise de la jeunesse nous le constatons aussi bien au Nord qu'au Sud, musique et chanson sont l'une des expressions les plus significatives des déchirures du lien social, des blessures, des rêves. A chaque époque ses manifestations. Si dans les années soixante-dix/quatre-vingts, certains chantaient leur désœuvrement en criant « I can get no satisfaction » (The Rolling Stones), d'autres expliquaient que « The times they are A'Changing » (Bob Dylan) ou nous faisaient rêver « Imagine » (John Lennon), « Gracias a la Vida » (Violeta Parra), ou encore nous invitaient à combattre « El pueblo unido jamás será vencido » (Quilapayum), que nous chantent les jeunes aujourd'hui ?

5.1.5. LA LÉGITIMITÉ DE LA FONCTION DE MÉDIATION

Les organisations paysannes dans le cadre de la nouvelle politique néolibérale se trouvent, sur le terrain, de plus en plus en tête-à-tête avec des opérateurs privés : commerçants, bailleurs de fonds, ONG. Elles ont été amenées à intégrer dans leurs stratégies, le marché comme un troisième acteur à part entière. Dans ce nouveau jeu à trois acteurs : État-Société-Marché, le dynamisme des organisations paysannes se mesure à sa capacité d'assurer une médiation efficace qui passe par l'obtention majeure d'aides au niveau local pour la production, la commercialisation, l'infrastructure et les services.

Sur le plan national, les anciennes grandes organisations se trouvent justement en crise à cause de l'inadéquation de leurs formes de médiation dans la trilogie État-Société-Marché. Faute d'un projet ou d'un horizon

stratégique qui prenne en compte ces trois dimensions clés de la problématique agricole et rurale, les luttes et les initiatives — même nombreuses — continueront à être dispersées et isolées, ce qui empêche une action collective capable de faire pression pour de nouvelles politiques.

La question de la reconstitution des paysans et des travailleurs ruraux comme acteurs sociaux et comme sujets politiques collectifs, reste capitale. Le risque de laisser l'État se chercher une base d'appui populaire en s'adressant directement à des individus et non à des organisations représentatives, rétrécit les chances d'une vraie démocratie et jette les bases d'un nouveau populisme de type clientéliste.

Les nouvelles organisations paysannes telles que Asocode en Amérique centrale, se situent dans une stratégie nouvelle que l'on peut qualifier de professionnalisation du métier d'agriculteur. Ce professionnalisme se développe surtout dans l'étape qui posait toujours et qui pose encore le plus grand problème aux paysans : la commercialisation. A l'heure de la déréglementation du marché, le poids des organisations paysannes comme interlocuteurs dépendra en bonne partie de leur capacité à s'intégrer au marché de façon organisée. L'expérience de la création d'Aztec Harvests, entreprise centralisée de commercialisation mise en place par la Coordination nationale des organisations productrices de café (CNOG), permet à 280 000 producteurs mexicains de vendre leur meilleur café directement aux États-Unis et d'obtenir de meilleurs prix (A. Garcia, 1993).

L'État ne réglementant plus l'activité productive, la population s'organise en marge. Si cette situation peut renforcer des pratiques clientélistes et même mafieuses, il faut souligner aussi l'apparition d'autres groupes qui peuvent jouer un rôle positif. C'est le cas des petits et moyens entrepreneurs qui ont surgi au cours de la dernière décennie. Originaires des classes moyennes, des immigrants, des professionnels de retour d'exil ou d'études à l'étranger, avec des références ethniques et sociales différentes, ces « nouveaux patrons » par leur installation spatiale et sectorielle plus diversifiée, peuvent être des alliés potentiels des organisations paysannes et indigènes.

A la différence des patrons surgis avec le processus d'industrialisation des années cinquante avec des valeurs culturelles très étrangères, très libéraux dans leur comportement économique et très seigneuriaux dans leur comportement social — mépris de tout ce qui est indigène et du travail avec effort (C. Franco, 1989), les patrons des nouvelles petites et moyennes entreprises construisent leur avenir sur des bases plus nationales qu'étrangères. En Bolivie, en septembre 1994, la Marche pour la vie, la coca et la dignité nationale, organisée par plusieurs organisations de producteurs de la feuille de coca dont les représentants se sont rendus en nombre (3 000) à La Paz, a reçu l'appui parmi beaucoup d'autres organisa-

tions, de la Confédération des entrepreneurs privés de Bolivie (*Boletín campesino-indígena de intercambio informativo* n° 27, 21 septembre 1994). S'il est connu que l'économie de ce pays andin repose en bonne partie sur les retombées du trafic de la coca, on aurait tort de réduire l'appui de l'opinion publique à cette marche à une simple question de défense des intérêts des mafias. Le sentiment d'identité culturelle implicite dans la production et consommation de la feuille de coca s'est vu renforcé dans l'ensemble de la société par l'arrogance de l'intervention américaine et de sa politique de lutte contre la drogue. Économiquement, nombreuses sont les entreprises qui essaient légalement de profiter de cette production en la transformant en une série de produits : boissons, médicaments, cosmétiques, etc.

Dans le contexte d'hétérogénéisation de la base sociale, la recherche d'une nouvelle légitimité pour les organisations nationales passe par l'articulation et la représentation de demandes locales. L'organisation, le syndicat, apparaissent de plus en plus comme un lieu d'échange d'expériences qui facilite des services divers et où de nouvelles politiques agricoles et rurales peuvent être formulées.

L'agriculture est culture et l'alimentation est l'acte rituel et quotidien qui reproduit l'identité des sociétés. Question de gastronomie, question d'économie, la France ne serait plus la France sans son vin, sa baguette et son fromage au même titre que le Mexique ne serait plus le Mexique sans son maïs et ses « tortillas ». Le « droit des peuples à se nourrir eux-mêmes » doit figurer dans l'agenda de tous ceux qui se préoccupent aujourd'hui de la relation entre agriculture-société et démocratie demain.

C'est seulement dans leur capacité à porter ce débat en établissant des alliances très larges avec les différents acteurs de la société que les organisations paysannes et/ou indigènes reconstruiront une identité et une légitimité à l'échelle nationale et internationale.

5.2. À LA CONQUÊTE DE LA CITOYENNETÉ : DES RELATIONS ORGANISATIONS-SOCIÉTÉ ET VILLE-CAMPAGNE

« Nous avons besoin de connaître ce que veut dire agriculture durable et ceux qui s'intéressent à l'agriculture ont besoin de savoir ce que nous entendons par droit à la citoyenneté. Droit à la ville est : la participation des gens des villes et des villages, le droit à la terre, aux moyens de subsistance, à l'eau potable et aux égouts, à la santé, au transport, à l'alimentation, aux loisirs, à l'information, à la liberté d'organisation, à la pluralité ethnique, sexuelle et culturelle ; c'est le respect des émigrés dans les villes, à leur pleine citoyenneté et à la préservation de l'héritage collectif, au patrimoine collectif urbain qui nous appartient à tous, qui

n'appartient pas aux groupes minoritaires et spéculatifs du capital. L'attrait des villes n'est pas seulement le service immédiat qu'elles offrent mais le fait d'être un patrimoine accessible pour les gens qui y habitent» (Martin Longoria, Union de colonias populares-Frente por el derecho a la alimentación. RIAD n° 6, 1993).

Compte tenu des changements dans les sociétés latino-américaines, est-il possible d'affirmer que l'avenir de la campagne se joue dans les villes ?

La société latino-américaine a bien changé. Si en 1930 la population rurale représentait 70 % du total, en 1980 elle ne représente que 34 %. Cependant, même décroissante en pourcentage, cette population connaît une augmentation en nombre absolu et la tendance semble se confirmer. Les Nations unies estiment qu'en passant de 126 millions en 1980 à 138 millions en l'an 2000, la population rurale représentera 24 % de la population totale (United Nations «Estimates and projections of urban, rural and city populations 1950-2025. The 1980 assessment», New York, 1982, in J. Chonchol, 1986).

L'Amérique latine n'est donc plus une région à majorité rurale d'autant plus que les frontières entre la ville et la campagne sont devenues plus diffuses dans la mesure où la population peut être considérée comme urbaine par son lieu de résidence et rurale — sinon agricole —, par ses activités économiques.

Les changements intervenus dans les orientations de modèles économiques : régime primaire exportateur, industrialisation par substitutions des importations, plus récemment l'agro-industrie et la diversification des exportations et la libéralisation des marchés, ont restructuré le marché du travail en milieu urbain et aussi rural. La société a changé et les relations ville-campagne se sont modifiées. Les organisations paysannes et indigènes doivent se repositionner dans ces nouvelles interrelations.

5.2.1. MARCHÉ DU TRAVAIL ET GÉNÉRALISATION DE LA PRÉCARITÉ

Un problème de société important en Amérique latine comme ailleurs, est celui de l'emploi et du travail. Les programmes d'ajustement structurel en cours depuis les années quatre-vingts occultent l'enjeu juridique de la déréglementation du marché du travail. Le modèle de société salariale est bel et bien abandonné, de ce fait tous les dispositifs des institutions sociales et les lois changent. L'État dans le contexte d'ouverture économique néo-libérale résume sa politique sociale à la lutte contre la pauvreté et à la promotion de l'emploi informel. La flexibilité du marché du travail est présentée comme une condition nécessaire pour attirer les investissements. Les relations entre capital et travail sont plus que jamais assujetties au jeu de l'offre et de la demande. Prônée par la Banque mondiale, cette conception de la gestion sociale de l'ajustement structurel est critiquée par le BIT et par la CEPAL qui insistent davantage sur l'équité et ne mettent

pas en avant la promotion du secteur informel, même si leurs propositions normatives ne diffèrent pas de celles des autres organisations internationales (Marques Pereira, 1992).

Cette transformation profonde de l'emploi et du marché du travail entraîne un changement important dans les relations État-Société. Le marché étant le nouveau régulateur, les négociations collectives, notamment entre les syndicats et les pouvoirs publics, tendent à disparaître. Outre ce fait, la demande de solutions concrètes et immédiates que réclame la population ne trouvant pas d'issue positive dans les pratiques des organisations représentatives telles que les syndicats et les partis politiques, est à l'origine d'une crise de médiation entre la société et l'État. De même, le rôle des ONG en tant que médiateurs entre la population et les bailleurs de fonds est contesté. Cette rupture avec les pratiques des institutions représentatives pose de sérieux problèmes à la démocratie. En l'absence de canaux organisés à une large échelle, la voie reste ouverte à l'apparition de populismes et clientélismes de type ancien ou nouveau.

Les migrations campagne-ville sont certes très anciennes, grosso modo elles deviennent une constante depuis les années trente/quarante. Si dans les années soixante-dix on comptait encore un tiers d'urbains contre deux tiers de ruraux, dans les années quatre-vingts/quatre-vingt-dix ce chiffre s'est inversé. La société latino-américaine s'est-elle vraiment «urbanisée»? Si pour certains la migration vers les villes implique une coupure radicale avec le monde rural, pour beaucoup elle n'est qu'une stratégie qui se situe dans un projet de «re-paysannisation» (H. Carrasco, 1990).

La modernisation de certains secteurs de l'agriculture a entraîné certes l'approfondissement de la différenciation de la population rurale et la prolétarianisation. Si le capital tire des avantages de cette situation à cause de l'augmentation de la main-d'œuvre sur le marché de travail, les petites exploitations paysannes en diversifiant leurs sources de revenu peuvent aussi se renforcer. De ce fait, «prolétarianisation» et «re-paysannisation» semblent être deux dimensions du même processus de modernisation (Canales, in Szasz, 1991).

Le marché du travail en milieu rural se caractérise fondamentalement par la faible densité de l'emploi. Plus un village est éloigné d'un centre urbain plus l'emploi devient rare, la mobilité de jeunes — hommes principalement — est une constante. Cette situation entraîne une féminisation croissante de la petite agriculture à des degrés sans précédent; les petites fermes deviennent parfois tout simplement un lieu de résidence comme au Chili. A cela s'ajoute une demande croissante de main-d'œuvre féminine (moins instruite et moins politisée) de la part des agro-industries. De nouvelles productions comme celle des fleurs en Colombie, témoignent de cette situation. La production de fleurs y emploie 140 000 travailleurs dont

70 % sont des femmes qui doivent accepter outre les bas salaires, des conditions de travail très dures. L'utilisation massive de pesticides est à l'origine d'avortements et de malformations de nouveaux-nés dénoncés par les organisations paysannes (*Boletín campesino-indígena* n° 17, 1993).

5.2.2. PARTICIPATION OU GESTION DE L'EXCLUSION ?

Outre la crise économique, les changements intervenus dans l'État suite à l'application de politiques néo-libérales ont modifié sensiblement la trame des relations entre les différents acteurs sociaux. En démissionnant de son rôle d'opérateur de l'économie au profit du secteur privé et du marché, l'État cesse d'être l'interlocuteur de référence pour beaucoup d'organisations paysannes que souvent lui-même avait créées. Si dans les années soixante/soixante-dix la création et le contrôle des interlocuteurs collectifs était une nécessité pour mener à bien des politiques de modernisation des États dont la réforme agraire était la pièce maîtresse, aujourd'hui les gouvernements et les organisations internationales (ONU, OIT, FAO) semblent bel et bien avoir abandonné la théorie de la participation populaire et de son institutionnalisation très en vogue il y deux décennies.

Dans le nouveau contexte des années quatre-vingts/quatre-vingt-dix, la théorie de la participation est révisée. Le Comité d'aide au développement² de l'OCDE dans sa réunion de 1990 définissait le «développement participatif» comme un ensemble de stratégies qui combine :

- priorité à l'éducation, formation et santé pour les grandes majorités ;
- promotion du secteur privé ;
- support pour les micro-entreprises et le secteur informel ;
- un plus grand rôle pour les gouvernements locaux et l'association avec des usagers dans la conception et la mise en œuvre des projets d'aide rendant possible la participation active des femmes ;
- renforcement des institutions, des politiques et des pratiques conduisant à un « bon gouvernement », respect des droits de l'homme et lutte contre la corruption (OECD/DAC « The Role of Development Cooperation in Contributing to Participatory Development », Paris, mai 1991).

Actuellement les gouvernements et les organisations internationales, y compris la Banque mondiale, font appel à la participation de la population en termes d'initiative privée souvent dans le cadre de programmes de lutte contre la pauvreté. Il ne s'agit plus de promouvoir des acteurs collectifs mais de faire appel à des individus et à leur capacité de développer des stratégies de survie en comptant sur leurs propres forces et/ou avec un petit peu d'aide ; des micro-expériences d'autopromotion économique et sociale sont montées en épingle. Paradoxalement la « participation popu-

2. Instance de coordination des politiques des pays donateurs d'aide et de leurs agences de coopération, réalise chaque année des réunions de haut niveau auxquelles assistent les ministres de la Coopération au Développement et les directeurs des agences des pays membres de l'OCDE (21 pays les plus industrialisés).

laire» est ainsi devenue fonctionnelle par rapport aux programmes d'ajustement structurel qui sont justement ceux qui provoquent l'augmentation de l'exclusion et de la pauvreté. En ce qui concerne les petits producteurs agricoles, «les politiques appliquées n'appuient la formation d'organisations associatives que dans la mesure où celles-ci apparaissent comme un moyen de faire supporter aux petits agriculteurs non plus les coûts et les risques d'une modernisation conduite par l'État, mais au contraire, ceux de son désengagement» (M. Haubert, 1994).

S'articulant autour de problèmes spécifiques, immédiats et localisés, les nouvelles organisations d'autopromotion, à la différence des anciennes organisations de caractère national, n'ont pas de projet au-delà des intérêts particuliers du groupe. Cette situation a contribué à établir une différence entre acteurs sociaux et acteurs politiques. Si auparavant les organisations paysannes et syndicats agricoles étaient une expression politique de l'État et/ou des partis, aujourd'hui les nouvelles organisations sont une expression plus claire des demandes sociales, économiques et culturelles de la diversité de la société. Cette démocratisation de l'action sociale que nous pouvons saluer, pose le problème de la désarticulation des revendications et des intérêts de la société et par la même celui de la construction d'un projet global de société qui prenne en compte la diversité des demandes.

5.2.3. PLURIACTIVITÉ ET PLURILYAUTÉS

Face à l'hétérogénéité des demandes aussi bien de la population rurale qu'urbaine, et à l'abandon par l'État de son rôle promoteur, les organisations syndicales et politiques ont perdu leur rôle de médiateurs institutionnels entre la société et le pouvoir central. La recherche de solutions concrètes aux problèmes du quotidien ont engendré l'apparition de nouveaux dirigeants dont la principale caractéristique qui les légitimise est la proximité.

La pluriactivité, existante depuis toujours, est devenue une stratégie centrale des petits paysans. Cette multiplicité d'activités en se situant tant dans l'espace rural qu'urbain, a modifiée sensiblement les relations ville-campagne. De ce fait, l'appartenance à une organisation est conçue dans la même logique de multiplication des avantages possibles. Ainsi, un paysan, individuellement ou collectivement, peut appartenir en même temps à une organisation communautaire, à un groupement de producteurs par branche, à un syndicat, à un Comité de commerçants, à un comité pro-école, à une fédération ethnique, à un groupement d'artisans, à une organisation de quartier, etc. Ces différentes appartenances organisationnelles impliquent diverses loyautés qui peuvent donner lieu à des positionnements ambigus et même contradictoires en cas de conflits ou d'élections. De ce fait, on constate que les organisations ayant su donner un traitement plus global aux différents problèmes d'une localité, ont été les plus dyna-

miques ces dernières années. Ce sont sans doute les organisations indigènes qui ont le mieux réussi à globaliser des problématiques qui tout en canalisant les diverses demandes par territoire, ont eu un impact sur la scène politique nationale et internationale. Deux moments forts de cette interpellation à la société nationale et même mondiale ont été le soulèvement indien en Équateur en 1991 et la révolte du Chiapas en 1994. Bien que par des moyens différents, l'un pacifique et l'autre armé, ces deux mouvements ont eu le mérite d'ouvrir le débat sur la nécessité de la recherche d'un modèle de développement alternatif capable d'unifier la nation tout en acceptant la diversité.

Un autre fait marquant qui concerne les relations ville-campagne, est l'émergence des organisations urbaines ces dix dernières années. Au Mexique par exemple, on assiste à un changement dans les priorités des revendications et des luttes des habitants des quartiers défavorisés. «*Si avant ils se battaient pour le logement, pour les services, l'électricité, l'eau potable, etc., ces derniers temps ils s'occupent principalement de la question de comment chercher de quoi manger et du comment organiser l'arrivée et la distribution de ce que l'on mange*» (M. Longoria, 1993, 38).

Malgré les loyautés paysannes et agricoles toujours présentes même à des degrés différents selon les villes, les pays, et les changements démographiques et migratoires, à l'heure où l'on a faim on mange ce qu'il y a de meilleur marché, peu importe l'origine des produits. Si de nombreuses expériences d'approvisionnement en aliments sous «contrat» entre petits agriculteurs et centres urbains existent dans les petites, moyennes et même les grandes villes, au quotidien apparaissent souvent des contradictions entre les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs. Le consommateur qui a peu de revenus préfère le produit le moins cher ; à cela s'ajoute les changements des «modèles de consommation» dans l'alimentation : on achète plutôt une bouteille de coca-cola qu'un litre de lait. A l'alliance idéo-politique entre «classe ouvrière et paysannerie» se substitue une nouvelle alliance économique entre petits producteurs agricoles et consommateurs de bas revenus.

La pluriactivité croissante des familles paysannes et urbaines renforce les interactions sociales dans la société dans son ensemble. De nombreuses études de cas (T. Linck, J.-P. Bertrand, 1993), montrent que souvent les stratégies de survie comme les migrations ou comme les réseaux d'échanges et d'entraide, permettent de préserver un minimum de structures paysannes de départ. La notion de réseaux conçus comme des archipels (P. Gondard, 1993), permet ainsi de mieux comprendre les interactions sociales entre ville et campagne, leurs liens avec les lieux de pouvoir, le marché, etc.

5.2.4. DU DROIT DES PEUPLES À SE NOURRIR EUX-MÊMES : ALIMENTATION, SANTÉ, SOCIÉTÉ

La modernisation et la mécanisation de l'agriculture dans les grandes entreprises agro-industrielles et les grandes et mêmes moyennes exploitations, modifient les territoires et les sociétés locales. De nouvelles interactions entre production, emploi, protection de l'environnement et de la santé des travailleurs et des populations voisines apparaissent avec plus d'évidence. Ainsi l'utilisation incontrôlée de fertilisants et de pesticides chimiques — souvent interdits dans les pays développés —, affecte la santé des travailleurs qui les manipulent souvent sans aucune protection. La pollution des nappes phréatiques engendrée par l'abus de l'utilisation de ces produits contribue à son tour à polluer les cours d'eau dont dépendent des petites exploitations voisines qui, le plus souvent, n'utilisent que très peu d'intrants chimiques à cause de leur coût élevé. La qualité de l'eau est un énorme problème qui met en relation les intérêts de la ville et de la campagne. Le mauvais traitement des eaux usagées — surtout celles des grandes villes — qui se déversent sur les cours d'eau, affectent la qualité des produits agricoles irrigués avec ces eaux et qui seront consommés par les populations de ces mêmes villes.

Eau, agriculture, alimentation et santé doivent être maîtrisées dans le cadre d'une politique agricole visant à établir l'équilibre entre production et protection. Les contrôles de qualité imposés par la concurrence dans le marché international peuvent jouer un rôle positif dans ce sens à condition qu'ils se démocratisent pour ne pas être simplement des conditions visant à empêcher la concurrence de certains produits et pays — surtout ceux du Tiers monde —. Ces contrôles doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique de santé à l'échelle nationale et internationale qui vise à assurer la qualité de l'alimentation des populations.

La question de l'alimentation, de comment se nourrir quotidiennement en qualité et surtout en quantité et pour pas cher pour les plus pauvres, est devenue l'une des principales préoccupations des urbains entassés dans les grandes, moyennes et même petites villes de l'Amérique latine. Par ailleurs, il est intéressant de souligner que ce comportement de recherche d'alternatives pour obtenir des aliments moins chers, est aussi le fait des classes moyennes, grandes victimes aussi des politiques libérales en cours. Ces classes (fonctionnaires, professions libérales, intellectuels, universitaires) développent aussi la pluriactivité : un professeur d'université travaille comme taxi le soir au Pérou, une architecte en Équateur vend des vêtements qu'elle achète à Miami... tout est bon pour augmenter ses revenus ou tout au moins pour maintenir un certain pouvoir d'achat et un niveau de vie convenable. Sur ce point, il n'y a pas de bibliographie, manque d'intérêt ? question de dignité ? de solidarité entre collègues ? on ne s'étudie pas entre nous ?

Le problème de l'alimentation a donné lieu à la constitution du Front pour le Droit à l'alimentation et au Projet populaire intégral d'approvisionnement au Mexique. Dans ce pays « *l'agriculture vivrière était excédentaire avant 1970, le pays est devenu depuis importateur d'aliments avec une dégradation correspondant à des indicateurs sociaux* » (V. Ribier, 1993, 25). En 1988-1989 se créent les Conseils populaires d'approvisionnement qui prennent de l'autonomie par rapport au programme gouvernemental démarré en 1980. La lutte pour le subsidé à la « tortilla »³ est une demande très importante des organisations sociales et en particulier de celles des femmes. En 1990, suite à la politique du FMI et de la Banque mondiale, ce subsidé diminue. Des organisations urbaines et rurales s'unissent dans un pacte contre la faim et plus tard, en 1991, dans le Front pour le droit à l'alimentation. Parmi les revendications les plus importantes du Front, les subsidés aux producteurs des aliments de base pour la consommation interne, figurent en premier lieu.

Mais le monopole est grand. « *Dans le cas de la pomme de terre « alpha », dix grossistes contrôlent directement plus de 85 % des arrivages de la ville de Mexico, plus de 60 % pour les six premiers d'entre eux. Les agriculteurs se trouvent obligés de passer un contrat avec le négociant ou ses mandataires pour avoir accès aux marchés de cette ville* » (T. Linck, 1993, 81). Pour accéder au marché international, la situation est encore plus difficile. Au Chili « le processus d'exportation est sous contrôle des capitaux étrangers ; les sociétés les plus importantes étant des multinationales du négoce de fruits et légumes frais : Standard Fruit et United Trading Company à capitaux arabes, Unifruiti à capitaux italiens et arabes » (J.M. Codron, 1993 : 39).

Au Mexique comme ailleurs, les organisations paysannes et les organisations de consommateurs attendent les retombés de la belle « Déclaration de Barcelone sur les droits à l'alimentation de l'Homme » faite par la FAO le 7 mars 1992 :

— Art. 1 : « Tout être humain a droit à une alimentation suffisante et saine » ;

— Art. 2 : « Tout être humain a droit individuellement ou collectivement à maintenir des productions propres et à se nourrir en conformité à ses coutumes, habitudes ou conscience et personne ne pourra être discriminé à cause de cela » (Retana, 1993, 70).

Comment faire pour qu'une telle déclaration puisse se traduire par des actes concrets ? Voilà une question qui mérite plus de réflexion et d'action collectives.

3. Galette de farine de maïs, base de l'alimentation au Mexique et en Amérique centrale.

5.3. L'ENJEU DE LA DÉCENTRALISATION ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'une des caractéristiques de l'Amérique latine est la grande concentration de l'activité économique et de la population dans peu de grandes villes, les conséquences et les problèmes sont aujourd'hui bien connus.

Du côté des solutions, l'idée de la décentralisation et de l'aménagement du territoire ne sont pas nouvelles dans la région. Si dans la majorité des pays des politiques et des mesures ont été prises, force est de constater que la situation n'a pas beaucoup changé. Manque d'une véritable volonté politique ? de moyens ? problème de gestion d'intérêts contradictoires ? La question est complexe mais sa solution est nécessaire et urgente si l'on ne veut pas assister à des explosions sociales diverses. On étouffe dans les villes et à la campagne on ne peut guère vivre. Comment construire un développement durable sans se pencher sur les problèmes des routes et du transport, sur la réorganisation institutionnelle, sur les droits des peuples indigènes sur leurs territoires, sur le rôle de l'agriculture et de ses organisations dans la structuration du tissu économique et social des territoires ? C'est sur ces points que nous essayerons d'avancer quelques éléments de réflexion.

5.3.1. ROUTES ET TRANSPORTS

Comment parler de décentralisation, de gestion du territoire, d'ancrage de la petite agriculture et de développement rural si l'on ne s'attaque pas aux problèmes de l'infrastructure routière et du transport ? Contrairement aux mots et aux idées, les hommes et les produits — à l'âge de la modernité des outils de communication : ordinateurs et courrier électronique, câbles, satellite, etc. — continuent à se mobiliser par la route, par les chemins de fer, par bateau ou par avion. Rien de tel pour mesurer le degré, sinon de « développement » tout au moins des possibilités de circulation des hommes et des produits à l'intérieur d'un pays qu'en regardant une carte. En Amérique latine c'est très simple, peu d'axes routiers et lignes de chemin de fer reliant quelques villes importantes à la capitale et beaucoup de territoires désarticulés.

Certes, les routes n'amènent pas forcément le progrès mais elles peuvent y contribuer largement. Nous avons vu comment l'ouverture des routes et lignes de chemin de fer ont contribué à l'essor des grandes haciendas et à l'expropriation des terres des petits paysans et/ou indigènes au Mexique, au Pérou, en Équateur et ailleurs. A l'heure où l'on fait du marché le nouveau et grand promoteur du développement, il faudrait au moins avoir la cohérence de doter le monde agricole et rural d'une infrastructure capable d'assurer la commercialisation de ses produits. Un exemple parmi tant d'autres : au Pérou il revient moins cher d'acheter du riz en provenance du Vietnam qui arrive par bateau au Callao, le grand port de Lima, que d'acheter le riz de nombreux petits producteurs de

l'Amazonie car la route est très mauvaise et impraticable par endroit selon les saisons (R. Ruiz, 1991).

Cette inaccessibilité par les transports routiers explique en partie — outre la rentabilité du produit, l'adaptation des circuits de commercialisation et le paiement cash des récoltes —, le succès des narco-trafiquants. Le transport est en fait un des grands problèmes des paysans aujourd'hui. N'étant pas souvent réglementés et surtout pas contrôlés, les tarifs sont imposés par les transporteurs. Le «maestro», chauffeur et/ou propriétaire d'un bus ou d'un camion, le contrôleur dans un train, voire même le chef de gare routière ou ferroviaire, ont le pouvoir d'imposer leurs propres tarifs, selon leurs critères, aux paysans demandeurs de leurs services. Quiconque a voyagé un peu dans les transports collectifs qui circulent dans les campagnes de l'Amérique latine peut faire cette constatation.

Même si de nombreux villages et/ou communautés ont construit avec leur propre effort des chemins pour se relier à un axe routier, la construction d'infrastructure doit relever de l'intervention de l'État. Il n'y a pas de développement durable sans planification, et la planification nationale est une tâche dont l'État ne doit pas se désintéresser. Cependant, la planification, contrairement à ce qui a été pratiqué jusqu'à présent, doit être faite à partir des réalités et des besoins du développement des régions et non pas de quelques villes ou de la capitale.

Décentralisation et aménagement du territoire, sont des pièces clés d'un programme de développement national. Or, à l'heure de la mondialisation de l'économie, la recherche d'intégration des différents pays et/ou la création de zones de libre échange pourraient être l'occasion de dynamiser de nouveaux pôles d'activité dans les zones de frontière. Ce dynamisme existe depuis bien longtemps dans ces zones sous forme notamment de petit commerce et/ou de contrebande.

La question «transfrontalière» est ancienne aussi bien en Amérique latine qu'en Afrique ou ailleurs, à cause des processus de colonisation/décolonisation et aussi à cause des découpages géographiques d'après-guerres. L'étude de ces dynamismes au moment de la création de zones de libre-échange et de libéralisation du commerce mondial, est par contre plus récente. Pour les habitants de ces zones frontalières, pour certaines autorités et pour les différentes organisations paysannes et indigènes, il s'agirait de créer de nouvelles activités économiques capables d'asseoir un développement plus durable à long terme.

La mise en commun de l'exploitation et de la consommation de sources d'énergie, et la construction d'infrastructures routières tel que le projet de la route Transocéanique reliant l'Atlantique à partir du Brésil et le Pacifique sur la côte sud du Pérou, pourraient jouer un rôle important.

5.3.2. RÉORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Décentralisation et aménagement du territoire relèvent avant tout d'une volonté politique et des moyens capables de permettre la mise en place d'une nouvelle institutionnalité horizontale. L'agriculture ou ce que l'on appelle plus largement « la question agraire » ou « le monde rural » ne peut plus être traitée d'une façon sectorielle et verticale. La gestion du territoire, tout en partant des problématiques intersectorielles diverses — agriculture, industrie, éducation, santé, infrastructure, etc., — d'une localité, ne peut se faire que dans le cadre d'un accord et d'une volonté collective et d'une politique économique et sociale globale. C'est là que la notion d'horizontalité trouve toute sa pertinence. C'est dans ce mouvement ou mouvance car pas encore structuré et encore moins théorisé, que les organisations et par là même les territoires se construisent.

Le débat et la lutte pour la décentralisation deviennent un axe important pour envisager un développement sustentable. Avec les changements intervenus dans l'agriculture et l'apparition de nouveaux acteurs sociaux qui expriment des demandes particulières en milieu rural, des organisations locales fortes peuvent peser dans la corrélation des forces politiques. Des politiques agricoles différenciées réclamées par les organisations paysannes et même par des institutions intergouvernementales (IICA/ACDI. Marzo 1990, Costa Rica), ne pourront pas voir le jour sans une véritable décentralisation politique, administrative et économique. Ainsi au Brésil dans les années quatre-vingts, divers gouvernements d'opposition au régime militaire élus dans différents États ont laissé comme héritage une institution pour traiter les problèmes fonciers. S'ils n'ont pas le pouvoir d'exproprier ils peuvent au moins promouvoir des régulations foncières. Mais ces dernières années avec l'importance accordée aux municipalités dans la répartition fiscale et leurs possibilités d'accès à divers fonds, de nouveaux espaces de négociation s'ouvrent aux organisations (L. Servolo de Medeiros, 1994). Or, au Brésil comme ailleurs, le processus de réduction de l'appareil de l'État et des dépenses publiques se faisant sans un projet cohérent et réfléchi de réorganisation institutionnelle, crée un cadre chaotique car les identités, les fonctions et les moyens des organismes publics ne sont pas clairement définis.

Au Pérou, en février 1994, j'ai pu être témoin de l'énorme manque de coordination et même de la concurrence et des rivalités interinstitutionnelles. Le président de la région Mariategui au sud (départements de Puno, Moquegua et Tacna), se plaint du peu de coordination avec un projet de la CEE, « Pampas I », qui dépend plus directement du gouvernement central à Lima. Dans une micro-région située au nord de Puno où le projet de la CEE a élargi son action (Pampas II), les ONG, la Fédération des paysans de Melgar (FUCAM), ainsi que quelques entreprises associatives qui existent encore, se plaignent de l'absence de coordination avec cette institu-

tion. De leur côté, les fonctionnaires de l'organisme public de développement de la micro-région n'offrent plus de services faute de moyens ; ils ne reçoivent plus leurs salaires et n'ont même pas de quoi acheter de l'essence pour aller travailler dans les communautés paysannes environnantes. Ils attendent la décision du gouvernement sur la fermeture de cet organisme. Quant aux paysans des communautés, qui font souvent aussi partie de la FUCAM, ils en profitent pour tirer le maximum d'aide possible aussi bien du Pampas II que des ONG ou des œuvres de l'Église catholique. Problème de chefs ? problème de moyens ? le fait est que même à une si petite échelle territoriale comme la micro-région, la planification et la coordination interinstitutionnelles ne sont pas à l'ordre du jour.

5.3.3. TERRITOIRE ET PEUPLES INDIGÈNES

Ce sont sans doute les organisations indigènes qui ont le plus avancé sur la réflexion concernant le territoire. Ce n'est pas surprenant si l'on considère qu'en Amérique latine comme en France « la référence au territoire va souvent avec une référence à la tradition... à un passé » (G. Allaire 28.4.94). Compte tenu de l'histoire d'expropriation et d'exclusion des peuples autochtones dans le continent, il n'est pas surprenant non plus que la revendication de territoire, tout en s'appuyant sur de nouvelles inquiétudes mondiales (environnement) prenne un contenu très politique comme celui de l'autonomie. Mais si cette revendication de territoire est tout à fait légitime, les organisations indigènes auraient intérêt à élargir leur vision en intégrant la problématique de la décentralisation et de l'aménagement du territoire. Un point très positif pour ouvrir et nourrir ce débat est qu'à la différence d'autres mouvements « ethniques » dans le monde, en Amérique latine aucun groupe ne se situe dans une position séparatiste par rapport aux États nationaux. Pour les indigènes et les paysans, la tradition et le passé sont des bases, des racines sur lesquelles un accord peut être établi pour construire des formes nouvelles de vie et de production dans une société globale mais qui prenne en considération les particularités régionales et culturelles.

En ce qui concerne le problème des territoires revendiqués par les peuples indigènes et leurs organisations nationales et internationales, il y a des spécificités qui réclament une attention particulière. Plusieurs problèmes se posent aux États nationaux : l'institutionnalisation des formes de gouvernement propres aux indigènes, l'utilisation des ressources du sol et surtout du sous-sol de ces territoires, l'octroi de crédits avec ou sans hypothèque des terres pour le développement agricole, l'administration et le système de justice (W. Assies, 1994). Tous ces problèmes ressurgissent aujourd'hui avec d'autant plus de force que deux positions semblent bien arrêtées. D'un côté celle des organisations indigènes qui se battent aux Nations unies pour obtenir la reconnaissance de

leur autonomie au sein des États nationaux avec tout ce que cela implique, et de l'autre côté celle des États qui ne veulent pas que cette revendication prenne la forme d'un droit reconnu internationalement. A l'heure où la politique néo-libérale bat son plein en Amérique latine, où tout devient marchandise, les territoires indigènes, la connaissance de leurs ressources, bref, leur patrimoine de la biodiversité de leurs territoires, sont convoités par les investisseurs privés qui voudraient exploiter la forêt, les mines, le pétrole. C'est dans ce sens que les législations qui protégeaient tant bien que mal la propriété des communautés indigènes sont modifiées actuellement. Le débat aux Nations unies se trouvant dans une impasse, les organisations indigènes s'appuient sur la Convention 169 de l'OIT et surtout sur leur capacité de négociation locale et nationale avec les pouvoirs publics. Or, pour renforcer cette capacité de négociation, les organisations indigènes se voient confrontées à court et moyen termes à relever le défi de la production, de l'éducation et de la participation politique... La tâche est d'autant plus difficile dans la mesure où dans plusieurs pays (bassin amazonien, Amérique centrale), les communautés indigènes se heurtent à des intérêts et à des pouvoirs divers sur leurs territoires : entreprises forestières, pétrolières, minières, colons, guérilla, narco-trafiquants. Un véritable aménagement du territoire ne peut pas faire l'économie de la question indigène, cette question ne pourra jamais être résolue si l'on se contente — comme aujourd'hui — d'une simple décentralisation des problèmes.

5.3.4. AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT ET LOCALITÉ

Le « discours » sur le besoin de protéger l'environnement restera une belle déclaration d'intentions tant que l'agriculture ne sera pas traitée dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire. L'agriculture, la production et les services, doivent s'inscrire dans des logiques territoriales autant que professionnelles. Si cette affirmation s'inspire de la réalité en France (E. Pisani, B. Hervieu, G. Allaire), elle est aussi valable pour l'Amérique latine.

A l'heure actuelle on ne peut plus penser une politique sectorielle pour l'agriculture en dehors d'une politique de décentralisation et d'aménagement du territoire. Dans le cadre d'une nouvelle territorialisation économique à construire, l'agriculture et sa fonction productive ne peuvent pas être dissociées de sa fonction structurante des équilibres sociologiques, démographiques, écologiques et culturels. C'est dans ce sens — même avec d'autres termes —, que les organisations paysannes et indigènes de l'Amérique latine posent actuellement la revendication d'un développement intégral qui intègre la problématique spécifique de l'agriculture dans celle du tissu socio-économique et culturel de la localité, de la région et du pays.

Cette idée qui obéit au besoin de proximité pour avoir une prise sur la réalité, a été aussi exploitée par des organismes intergouvernementaux. L'Institut interaméricain de coopération agricole (IICA) fait du concept de micro-région — espace de reproduction de l'économie paysanne et de la population rurale —, la base sur laquelle se structure sa proposition de politiques différenciées pour l'agriculture. « La micro-région est définie comme étant la société locale, considérée comme l'ensemble minimal de relations et institutions sociales spécialement établies, qui permet de comprendre la reproduction des familles rurales et paysannes » (IICA/ACDI, 1990 :34). L'analyse scientifique des chercheurs participant à cette étude, rejoint donc les aspirations des nombreuses organisations. Or comme nous pouvons le constater par la non-application de ces propositions, science et mouvement social sont nécessaires mais sans une véritable volonté politique ils ne seront jamais suffisants pour aboutir à des changements positifs pour la petite agriculture à long terme.

En Amérique latine, les processus de décentralisation des années quatre-vingts, ont obéi à des revendications de régionalisme conçues comme une lutte contre le centralisme étouffant de la capitale et/ou des grandes villes (Mexique, Pérou, Brésil), à des demandes d'autonomie territoriale sur des bases ethniques (Équateur, Chili, Mexique) ou tout simplement par le besoin des États de décentraliser les problèmes. En aucun cas on a observé une volonté politique d'aménagement du territoire. Les dérapages de ces décentralisations sans cohérence se constatent :

— dans l'augmentation du nombre de fonctionnaires qui va à l'encontre du désir de faire de la décentralisation un instrument de « débu-reaucratization »,

— dans l'incapacité des autorités locales à capter de nouvelles ressources via impôts qui compromettent leur chances électorales et,

— dans la crainte de voir se renforcer les pratiques les plus rétrogrades du pouvoir local -caciquisme, clientélisme et mafias diverses (H. Rivière d'Arc, 1992).

La décentralisation comme un besoin pressant pour parvenir à un développement plus équilibré des pays de l'Amérique latine a aussi été signalée par l'ICCA. (D. Fajardo, 1990). Sur le plan national, certains candidats à de nouvelles élections présidentielles, tel que l'ancien secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar (candidat à l'élection présidentielle d'avril 1995 au Pérou), font de la décentralisation l'axe principale de leur campagne. « Wait and see » !

5.4. DÉMOCRATIE ET DÉMOCRATISATION

L'avènement de dictatures et/ou de gouvernements autoritaires au cours des années soixante/soixante-dix a motivé dans les sciences sociales un intérêt renouvelé sur la problématique de l'ÉTAT (Rubenstein, 1988) et tout particulièrement sur ses relations avec la nouvellement appelée « société civile » ; c'est la problématique de la démocratisation et de la démocratie tout court, qui sont mises à jour dès la fin des dictatures dans les années quatre-vingts.

Mais qu'est-ce que la démocratie ? Depuis des siècles, différentes réponses ont été énoncées en fonction d'une diversité de contextes historiques, politiques, économiques, sociaux et culturels ; il en va de même aujourd'hui. Cependant, malgré les différences de temps et d'espace, la quête pour une vie meilleure de l'homme dans la société, de la gestion de cette vie sociale propre à l'intelligence de l'espèce humaine, obéit aux mêmes principes, aux mêmes valeurs, aux mêmes désirs : réciprocité dans les droits et les obligations, sécurité, liberté, participation, égalité dans la diversité... Si pour certains la démocratie se réduit à avoir des élections libres et à respecter les droits de l'homme, pour d'autres la démocratie va bien au-delà. Une personnalité politique au Brésil, fondateur et analyste de l'Institut brésilien d'études sociales (IBASE) nous donne une vision qui synthétise beaucoup de rêves en Amérique latine :

« La démocratie c'est l'égal et le divers. La rencontre des libertés. La convergence de la personne et de la communauté... Démocratie est exactement ce que nous ferons d'elle et pour cela il est fondamental de l'inventer à tous les niveaux et à chaque moment » (Herbert de Souza « Betinho », 1991 : 12).

5.4.1. L'IMAGINAIRE COLLECTIF

Certains s'interrogent, à juste titre, sur la convergence entre transformation sociale et démocratie (F. Cardoso, 1988 : 161). La revendication ou tout simplement, le désir de démocratie, recouvre des aspirations que nous pouvons qualifier à la lumière de l'actualité de « contradictions convergentes ». Le peuple, c'est-à-dire la grande majorité d'une population, réclame l'ouverture politique et la fin de la terreur (Chili), ou il réclame plus d'amélioration sociale (Costa Rica, Venezuela), ou encore il préfère un régime fort qui lui assure une certaine paix et lui donne l'espoir d'améliorations économiques (Pérou). Dans tous ces cas, on peut observer deux éléments convergents : la quête pour une démocratie politique et en même temps la quête pour des améliorations rapides sur le plan économique et social.

L'espace laissé vide par l'État suite à l'abandon de beaucoup de ses fonctions, est occupé par d'autres formes de pouvoir qui peuvent se légitimer.

mer par des réalisations individuelles, ponctuelles et/ou locales mais toujours par des pratiques clientélistes ; ce sont « des pouvoirs de fait qui gangrènent le pouvoir de droit » (P. Salama, J. Valier, 1991 :38).

Ce qui est nouveau c'est que de plus en plus pour les grandes masses populaires, l'aspect formel de la démocratie : élections, représentants, parlement, etc, est balayé par les besoins concrets et quotidiens de la survie. « A quoi sert de voter dans un système démocratique si les choses ne vont pas changer ?... On a besoin d'un régime fort... » sont des expressions que l'on entend souvent ici et là. La corruption des hommes politiques qui fragilise les institutions en leur ôtant de leur crédibilité, fait en grande partie le lit de nouveaux populismes. Plus que par rapport à des programmes de partis, souvent mal définis, les gens se positionnent en faveur d'« un nouveau », quelqu'un qui sache parler, le leader charismatique et/ou populaire avec lequel le peuple s'identifie.

L'affaiblissement des instances de représentation politique de caractère national se constate avec force lors des élections. Il est courant d'observer que la promotion des candidatures présidentielles, municipales ou autres, se fait de plus en plus hors des partis en s'appuyant sur des réseaux divers (patronat, commerçants, Église catholique et protestante...) Les chances d'élection se mesurent actuellement selon la capacité médiatique — et souvent aussi démagogique — des individus et au matraquage de leur image dans la presse, la radio et surtout à la télévision. L'élection de Collor et le rôle joué par la Globo au Brésil ne sont pas le seul exemple, l'élection des maires de Caracas, de La Paz ou de Lima en sont d'autres. La télévision est devenue un instrument qui tend à artificialiser la proximité du peuple avec les dirigeants. La télé a substitué le meeting et l'image a substitué le programme politique. La propriété d'une chaîne privée de télévision et/ou son contrôle, deviennent plus importants et plus payants que le contrôle d'un appareil politique.

5.4.2. LA DÉMOCRATIE À TABLE

C'est donc à l'intérieur de la construction de la démocratie qu'il faut situer la quête pour la sécurité alimentaire et le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes. Dès lors, deux dimensions du problème apparaissent clairement, l'une nationale et l'autre internationale.

Sur le plan national la sécurité alimentaire est avant toute chose une question de démocratie économique. La sécurité alimentaire suppose premièrement que la production d'aliments soit suffisante et/ou assure le minimum des besoins du pays. Cela implique de donner aux producteurs les moyens économiques (infrastructures, crédits et autres) et une législation qui garantisse leurs droits (foncier, droits sociaux) pour les inciter à produire. En Amérique latine, les appuis économiques et législatifs existent mais ils avantagent fondamentalement les grands exploitants qui

produisent principalement pour l'exportation. Les petits agriculteurs producteurs notamment pour le marché interne ont de moins en moins accès à l'appui des institutions publiques ; ces institutions par ailleurs tendent à disparaître du fait de la politique de privatisation des fonctions de l'État et le secteur privé ne s'intéresse guère aux petits producteurs jugés non rentables.

Le déficit de démocratie économique n'affecte pas, hélas, seulement les petits producteurs agricoles. Si avec l'actuelle politique néo-libérale la production d'aliments a tendance à baisser, l'approvisionnement avec des produits nationaux — ou importés qui sont en concurrence déloyale avec la production du pays —, n'est pas le véritable problème. C'est l'inégalité dans la distribution des revenus, leur énorme concentration qui exclut la majorité de la population de la consommation régulière d'aliments. Au niveau mondial, les 20 % les plus pauvres disposent de 0,5 % du revenu mondial et les 20 % les plus riches de 79 % (PNUD, 1992, 40). Trois pays de l'Amérique du Sud : le Pérou, la Bolivie et le Brésil, se trouvent avec le Malawi, le Bangladesh et la Zambie, parmi les 6 pays où la distribution de la rente est la plus inégalitaire (G. Rogel, 1994). Rendre l'énorme demande des exclus solvable est une question certes de démocratie économique, mais aussi tout simplement, de bon sens pragmatique. La lutte contre la pauvreté ne peut pas être uniquement envisagée sous l'angle politique de la contention des troubles sociaux et des « files de sécurité ». Intégrer ce grand contingent des personnes à la consommation est une nécessité économique dont la politique de marché en cours ne pourra pas se passer à long terme. Pas de producteurs sans consommateurs.

Sur le plan international, la sécurité alimentaire pose la question de l'autonomie de la production d'aliments, du droit des peuples à se nourrir eux mêmes. C'est un problème de démocratie, on ne peut pas nier aux autres les droits que l'on voudrait garantir pour soi-même. En ce qui concerne l'agriculture, les négociations et les accords récents sur le GATT, relèvent une fois de plus d'une stratégie de grands producteurs agricoles (notamment céréaliers) des pays industrialisés (États-Unis et Europe), pour trouver des solutions à leurs problèmes. Si l'Organisation mondiale du commerce, créée pour substituer le GATT s'avère nécessaire pour réglementer les échanges commerciaux, encore faut-il que cette organisation soit vraiment démocratique et que chaque pays y trouve son compte. Les États-Unis, par exemple, « refusent encore aujourd'hui d'accorder le bénéfice du Système de préférence généralisée aux pays en voie de développement qui font partie d'une association (ou cartel) de pays producteurs ayant pour objectif de faire remonter les cours mondiaux » (J. Rocher, 1994, 20).

Les accords du GATT auront des effets différents selon les pays et leur dépendance alimentaire, selon les types de produits et de producteurs et

selon que l'on se situe dans le secteur exportateur ou importateur. Ainsi par exemple, au Brésil, la hausse des prix agricoles prévue à cause de la diminution de subsides (selon l'OCDE) peut avoir un impact positif pour les producteurs et surtout les exportateurs de soja, viande, café et sucre dont l'augmentation des prix se situe entre 3 % et 10 %. Par contre, l'impact de cette hausse des prix sera négatif pour les importateurs de blé (+5,9 % d'augmentation prévue) et donc pour les consommateurs. Le blé représente 2,6 % du total des importations brésiliennes (G. Rogel, 1994).

5.4.3. ÉLÉMENTS D'UNE INFRASTRUCTURE DÉMOCRATIQUE

Dans la mouvance actuelle du tout au marché, il est question d'assimiler aussi la démocratie à une notion de droit, avec la récupération et la réactualisation du droit romain. Dès lors, la défense de la démocratie passe par la législation des droits de propriété sur les biens et la liberté d'en disposer à sa guise. Tout devient marchandise à condition d'affirmer — à défaut de le prouver — la propriété sur quelque chose. Ainsi les ressources naturelles : la terre, les forêts, l'eau (bientôt l'air ?) deviennent des marchandises négociables sur le marché. Certains chercheurs affirment même « le marchandage de tous les moments de la vie des hommes, de toutes les fonctions des sociétés » (M. Beaud, 1994, 16). A propos de l'air, cet auteur signale la vente de bouffées d'oxygène à certains carrefours de Mexico.

L'horizon des gens ne se mesure plus en termes d'un an, d'un mois, d'une semaine ; désormais l'horizon s'est raccourci à la lutte au jour le jour, si ce n'est de repas en repas. Les demandes de citoyenneté recouvrent surtout cette demande d'amélioration économique. Est-ce que les « masses », le « peuple », est prêt à démissionner de sa liberté politique au bénéfice d'un meilleur avenir économique et social ? La voie s'ouvre dangereusement à des populismes voire même à des dictatures remises au goût du jour.

Proximité et quotidien deviennent ainsi deux axes — exprimés dans les revendications des ruraux et des urbains organisés ou non — sur lesquels doivent se construire la démocratie et un projet de développement national intégrateur des différences et décentralisateur des pouvoirs. La crise de représentativité des institutions médiatrices : partis politiques, syndicats, parlements, est révélatrice de l'absence de réponses concrètes aux problèmes de la majorité de la population. Or, l'absence de démocratie à l'origine de la rupture du lien social, ne s'exprime pas seulement dans l'éloignement entre l'État et la société, entre les partis politiques et le peuple, entre les syndicats et les bases ou entre les ONG et les populations dites bénéficiaires. L'absence de démocratie peut s'expliquer plus profondément par l'absence d'une culture démocratique enracinée dans les structures familiales, éducatives, professionnelles et citoyennes. La forme

centralisée et élitiste de l'exercice du pouvoir a été une constante dans la vie politique de l'Amérique latine ; autoritarisme et coercition de différents types ont été la règle. C'est pour ces raisons que les organisations d'Église, et les associations locales de différents types mais proches des gens, sont aujourd'hui avant tout des instruments de reconstruction du politique. Elles construisent de nouveaux mécanismes de représentation et de création d'un espace d'exercice de la citoyenneté que les instances nationales ignorent (G. Couffignal, 1992, 39).

En ce qui concerne la société rurale et le monde agricole, il y a eu plutôt une modernisation sélective qu'une véritable démocratisation. Les organisations paysannes et indigènes avec leurs luttes pour la terre ont contribué à chasser définitivement les anciennes oligarchies et à occuper un espace dans la vie politique. Le droit au vote a été donné aux illettrés, souvent des paysans et des indigènes. Mais démocratie politique ne rime pas forcément avec démocratie économique et culturelle. C'était un pas nécessaire mais pas suffisant.

Ainsi la demande de démocratie de la population latino-américaine tend à s'exprimer plus en termes d'égalité que de liberté. Égalité de traitement face à la loi, égalité de chances sans discrimination d'origine sociale, de race, religion ou culture, égalité d'accès à l'éducation et à la santé, égalité d'accès aux instruments d'appui économique de l'État destinés aux producteurs, etc.

L'insertion dans le marché international renforce certes la demande d'équité, mais de l'avis de certains experts, l'équité ne peut pas être possible sans augmenter la productivité qu'exige à son tour le développement de l'éducation et la diffusion du progrès technique (F. Fajnzylor, 1991). Si l'on peut partager cet avis, à l'heure où l'État abandonne ses fonctions en faveur du secteur privé, on ne peut que rester sceptique quant à la volonté du pouvoir public pour créer ce que l'on pourrait appeler une infrastructure démocratique.

QUELQUES RÉFLEXIONS FINALES

Les années quatre-vingts ont marqué sans doute un tournant décisif dans la structuration des luttes des mouvements sociaux en Amérique latine. La crise économique, la transition et consolidation de la démocratie politique et la mondialisation de l'économie et du modèle libéral sont à la base de cette situation.

Les ouvriers et les paysans ont perdu le rôle central qu'ils jouaient dans les luttes sociales et politiques, l'acteur urbain avec la nouvelle problématique de la ville, la pauvreté avec ses conséquences d'implosion (rupture du lien social) et d'explosion (différentes formes de violence, mafias), ont pris le devant de la scène. A la primauté accordée dans les analyses et les luttes au facteur politique et économique, est venue s'ajouter avec force la question du genre, la question de l'environnement et surtout la question culturelle et ethnique.

Les organisations de caractère national (partis de gauche, syndicats) qui avaient dans le passé le monopole de la représentation politique du mouvement populaire ont perdu ainsi leur rôle des médiateurs privilégiés. Les nouvelles demandes des habitants urbains des quartiers pauvres, de la petite bourgeoisie et des classes moyennes appauvries et sans espoir de promotion sociale à moyen terme, de même que les nouvelles demandes des ruraux dont l'agriculture n'est plus l'unique préoccupation, ont donné lieu à la création de nouvelles formes d'organisation où le quotidien et la proximité sont les axes d'articulation.

Dans la prolifération des organisations locales populaires des vingt dernières années, un nouveau type d'organisation propre cette fois-ci à la petite bourgeoisie et aux classes moyennes intellectuelles, a joué un rôle important : il s'agit des associations de recherche et de promotion du développement que l'on désigne sous le terme ambigu de « ONG ». Rupture des nouvelles générations de la gauche qui ne trouvent plus de sens dans l'action politique des partis, recyclage institutionnel pendant les dictatures, retour des exilés, seule manière de se créer un emploi pour les intellectuels et professionnels. Les ONG témoignent d'une autre rupture : celle de la gauche latino-américaine avec les modèles centralistes, totalitaires, abstraits et futuristes du socialisme. Les ONG en analysant et en agissant sur le développement à travers des projets locaux financés par la

coopération internationale, ont contribué à promouvoir l'action collective par territoire en bénéficiant des localités et des populations particulières. La pensée globalisante d'un modèle de société à construire, en cédant la place à des approches locales et souvent sectorielles a créé une confusion conceptuelle entre développement et micro-projet. Si la connaissance des situations locales a gagné en quantité et qualité, l'action collective a perdu beaucoup en articulation de demandes et de solutions. Il y a eu une appropriation parcellaire du développement dont l'analyse des incidences dans la fragmentation de l'action et de la pensée collective reste à faire. Dans cette analyse il faudra aussi considérer le rôle joué par la coopération internationale et aussi celui des Églises et des sectes dont l'action locale a été significative ces derniers temps.

La crise économique et l'action répressive des dictatures des années soixante-dix expliquent certes en partie ce repli sur le micro-social. Cependant, force est de constater que le retour à la démocratie a consolidé la rupture entre la population et les représentations politiques ou syndicales nationales. Les organisations de défense des droits de l'homme ont joué un rôle capital dans la revalorisation de la notion de démocratie et des valeurs démocratiques. Le respect de la vie étant une contribution majeure qui a servi à agglutiner diverses classes sociales au-delà des clivages politiques classiques et par là même, à maintenir un espace de débat politique national.

Mais ce sont les multiples organisations, souvent non formalisées, qui se sont créées pour répondre à des besoins immédiats du quotidien dans leur localité qui ont fait preuve du plus grand potentiel de mobilisation, de participation et de définition de la démocratie. Dans ce sens, nous pouvons affirmer qu'elles ont démocratisé les valeurs de gauche. Leurs luttes quotidiennes pour la survie ont élargi le concept démocratico-politique de la « défense de la vie » en lui donnant un contenu économique, social et culturel. La distinction entre acteurs politiques et acteurs sociaux devient plus claire. De ce fait, la démocratie cesse d'être seulement une quête de liberté pour devenir aussi une quête d'égalité. Les nouvelles formes et pratiques de l'action collective ne pourront pas faire abstraction des demandes locales qui expriment finalement une demande de reconnaissance d'une citoyenneté de proximité. Décentralisation politique et économique, aménagement du territoire, reconnaissance de la diversité culturelle, en sont les pièces maîtresses.

Les politiques agricoles, et la politique tout court, se décident dans les villes où se concentre un tiers de la population et donc des consommateurs. L'Amérique latine se caractérise pour avoir une classe politique qui gouverne avec une vision à court terme et pour les intérêts d'une fraction déterminée de la population. La promotion de la petite agriculture et des espaces ruraux ne figure pas à l'heure actuelle dans les priorités d'aucun

gouvernement ; elle reste tout au plus un énoncé démagogique pendant les campagnes électorales. Si dans les années soixante tout candidat, avec plus ou moins de force et de conviction, mettait en avant dans sa campagne la réforme agraire et la modernisation de l'agriculture, aujourd'hui on évoque tout au plus la lutte contre la pauvreté. La modernisation sélective de ces années-là, a contribué à jeter les bases de la primauté accordée à l'agriculture pour l'exportation que l'on connaît aujourd'hui. On tient cependant à rassurer les populations urbaines que les prix des produits alimentaires de base n'augmenteront pas car c'est là que se trouve la majorité des voix. Par la suite on fera appel aux importations d'aliments qui entrent en concurrence avec les productions nationales. Le consommateur urbain à faibles revenus qui constitue la majorité des habitants des villes, se soucie fort peu de la provenance des produits alimentaires à condition qu'ils soient bon marché. La solidarité des urbains avec leurs origines paysannes et rurales, ne font pas toujours — malgré des expériences réussies —, le poids face aux besoins de la survie quotidienne.

Toute réforme ou politique s'inscrit dans une construction idéologique dont la volonté se manifeste à travers une construction juridique réalisée par les hommes au pouvoir avec l'acceptation ou l'opposition de ceux qui n'y sont pas. Le problème de l'avenir de l'agriculture et du monde rural, est une affaire fondamentalement politique et idéologique.

A l'idéologie dominante des années soixante qui faisait de l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture les axes d'un modèle de développement et de société, s'est substituée depuis les années quatre-vingts une idéologie qui fait de la compétitivité et du marché les axes d'un nouveau modèle libéral. L'endettement de l'Amérique latine, la crise économique et l'imposition des plans d'ajustement structurel par ses créanciers — FMI, Banque mondiale —, ont confisqué la souveraineté nationale des États quant à la définition de leurs politiques. Le rôle central que jouait l'État — peut-être mal, peut-être trop — dans l'orientation économique, se réduit aujourd'hui à construire le cadre juridique pour le libre jeu du marché et de l'initiative privée.

Pour ce faire, tout est défini comme marchandise, les ressources naturelles (terre, eau, forêts) de même que les ressources humaines (main-d'œuvre) et les services (éducation, santé, transports, infrastructure), tout est sujet à privatisation et au jeu de l'offre et de la demande. Si tout n'est pas critiquable dans ces privatisations, et même si l'on accepte actuellement le marché comme une donnée incontournable, on ne peut pas accepter de construire ou plutôt de reconstruire une société sur ces seuls paramètres. Le modèle néo-libéral et l'évangile de la compétitivité ont engendré des problèmes d'exclusion sociale et économique dont les effets ne se constatent pas seulement au Sud mais aussi au Nord où la pauvreté et le chômage ne cessent de s'accroître depuis ces dix dernières années.

Le modèle libéral de la « libre » concurrence et du tout au marché, montre déjà son incapacité à se reproduire à long terme. La compétition pour gagner des parts de marché engendre le paradoxe de réduire en même temps ce marché. La pauvreté, l'insécurité de l'emploi font que les gens au Nord et surtout au Sud, consomment chaque fois moins, et sans demande, toute offre est dénuée de sens.

Crise économique, retrait de l'État, contraintes de la compétitivité mondiale, font apparaître de nouvelles interactions sociales. Les paysans, les villages, les communautés combinent une série de stratégies qui les relient à travers de multiples réseaux nationaux et même internationaux, formalisés ou non, avec les lieux du pouvoir, avec la ville, avec le marché, avec les ONG, avec les Églises, avec le monde. Ce n'est pas le repli sur elles-mêmes qui caractérise les sociétés paysannes, indigènes, rurales, c'est leur participation active dans de multiples réseaux pour mieux s'intégrer, avec leur diversité, dans une modernité qui reste tout de même très diffuse. Cependant, ce « dynamisme » des sociétés paysannes, indigènes ou rurales que les nombreuses études de cas et de témoignages d'expériences nous décrivent avec optimisme, ne peut pas nous faire oublier leur conditionnement macro-économique et politique extérieur qui nous rend plutôt pessimistes quant à leur avenir. Bonheur micro ? Malheur macro ? Peuvent-ils coexister longtemps encore dans un monde de plus en plus interdépendant ? Nous constatons en fait l'influence des nouvelles politiques de stabilisation économique, des plans d'ajustement structurel, de libéralisation des marchés, dans les mutations concernant la relation société-agriculture-environnement. Dans l'actuel modèle libéral tout devient marchandise, dès lors la terre, les forêts et l'eau sont des biens que l'on peut s'approprier et privatiser. La notion de patrimoine est sacrifiée en vertu de la compétitivité. C'est une mutation profonde de la relation homme-nature.

La construction idéologique du libéralisme développe un imaginaire collectif qui fait de l'initiative individuelle le moteur du progrès. L'État et les institutions voient leur rôle se réduire au soutien du secteur privé. Si le modèle de modernisation des années soixante/soixante-dix faisait de la création et de la consolidation des organisations paysannes une pièce maîtresse de son projet, aujourd'hui pour le nouveau modèle de modernisation libéral, les paysans et les indigènes étant parfaitement dissociables de son projet, les organisations n'ont plus de sens. Tout au plus elles sont encouragées à assumer leur exclusion dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté.

Le constat sur l'évolution parallèle de l'abandon de la petite agriculture et de l'augmentation de la pauvreté en Amérique latine, réclame avec urgence une révision de son rôle dans la société. L'agriculture en général et la petite agriculture en particulier, ne peuvent pas être traitées comme

les autres secteurs productifs tel que cela l'a été souvent ces quinze dernières années. Activité à haut risque due aux variations climatiques, l'agriculture est aussi un élément structurant des équilibres économiques, démographiques, écologiques et culturels dont a besoin un véritable développement durable. Fixer la population rurale et les paysans à la campagne en leur donnant les moyens d'y vivre et d'y travailler est finalement un enjeu politique. Une meilleure distribution de la richesse nationale et de l'emploi, une meilleure répartition démographique sur le territoire, une agriculture qui assure un minimum de sécurité alimentaire pour le pays, sont synonymes d'une stabilité sociale et politique dont le développement économique ne peut pas se passer, ne serait-ce que pour attirer les investissements.

L'analyse du coût économique, des désordres sociaux et politiques devraient donner lieu non pas à la mise en place de mesures de gestion de l'exclusion ou de « filets de sécurité », mais à de véritables politiques différenciées plus favorables aux petits producteurs agricoles et aux zones rurales. Les organisations paysannes et indigènes peuvent jouer encore un rôle important dans ce changement à condition de sortir des simples revendications agricoles et de se situer dans la complexité actuelle des interactions sociales. La construction de leur identité comme producteurs et comme acteurs sociaux collectifs enracinés dans un territoire et dans une culture, ne peut plus faire l'économie de leur positionnement dans une société nationale de plus en plus en interaction et en concurrence avec le reste du monde.

Si la fonction nourricière des paysans reste toujours importante, leur fonction structurante des équilibres économiques et démographiques entre la ville et la campagne, des territoires et de l'environnement l'est encore plus. La société a besoin des paysans pour se reproduire et la recherche de l'équilibre est propre à l'espèce humaine pour assurer sa reproduction. La question est de savoir si nous continuerons à chercher une reproduction par groupe ethnique, par race, par religion, par pays, ou si nous aurons la capacité de penser à une reproduction de l'espèce au niveau de la planète tout entière. Si au cours des derniers millénaires nous avons perdu beaucoup de poils, si nous nous sommes mis debout, si nous sommes allés même voir ce qui se passe sur la lune, la sauvagerie des guerres actuelles en Europe, en Afrique et ailleurs, ne nous rappelle-t-elle pas notre animalité primitive ? Problème de nature humaine ? Problème de culture ? Sera-t-on capable de substituer au dernier « équilibre de la terreur » un équilibre basé sur notre intérêt à vivre ensemble notre futur commun ?

C'est seulement en situant la petite agriculture dans le cadre d'un projet de société et en élargissant leurs alliances que les organisations paysannes et indigènes pourront récupérer leur légitimité et participer à la construction d'un consensus social et politique favorable. Mais à l'heure

de la mondialisation des économies et de la pauvreté, un tel consensus ne pourra se faire sans une volonté politique des gouvernements nationaux et des organisations internationales qui conditionnent l'avenir de l'Amérique latine. L'intelligence et le bon sens humanitaire l'emporteront-ils sur l'intelligence artificielle dans le prochain millénaire ?

BIBLIOGRAPHIE

ABALADEJO Christophe, «Systèmes spontanés d'échange de travail entre petites exploitations d'un front pionnier argentin», in Colloque International «Agricultures et paysanneries : mutations et recompositions», Toulouse, décembre 1990, Éditions ORSTOM, 1993

ABALOS KONIG Jose, «ONG en Chile post 73», PREAL-ILET, Santiago du Chili, 1987

AGUIRRE Francisco, NAMDAR-IRANI Mina, «Relaciones entre el sector público y las ONG : el caso de Agraria — Chile», Agraria, Octobre 1991

ALAVI Hamza, «Las clases campesinas y las lealtades primordiales», in E. HOBBSAWM «Los campesinos y la política», Anagrama, Serie Sociología y Antropología, Barcelona, 1976

ALLAIRE Gilles, «Travail, emploi et mutation de l'agriculture», INRA-ESR (ETIQ), Toulouse, 18.5.94

ALLAIRE Gilles, «Projets et territoires», association Descartes, colloque «Territoires ruraux et développement», Paris, 28 avril 1994

AMADO Jorge, «Les chemins de la faim», Éditions Gallimard, Paris, 1987

ANTOINE Charles, «Une victoire à l'arraché», Croissance des jeunes nations, n° 204, Paris, mars 1979

ARISTIDE Jean-Bertrand, WARGNY Christophe, «Tout homme est un homme», Éditions du Seuil, 1992

ARROYO Gonzalo, «Idéologie des régimes militaires et christianisme : la doctrine de la sécurité nationale», in Problèmes politiques et sociaux «L'Église et le pouvoir en Amérique latine», La Documentation Française n° 362, mai 1979

ASSIES Willem, «Droit des peuples indigènes dans l'Etat-nation», Colloque international «Reconstruction de l'identité ethnique», EREA-ERSIPAL, Paris, 17-18 mars 1994

BANCO MUNDIAL, « Informe Anual 1989 », Washington, 1989

BANQUE MONDIALE, « Rapport annuel », Washington, 1992

BARREIRO F., CRUZ A., « Uruguay : ONG, desarrollo social y cooperación internacional », PREAL-ICD, Uruguay, 1987

BEAUD Michel, « Généralisation du capitalisme et des rapports d'argent : le basculement du monde », in *Le Monde diplomatique* p.16-17, octobre 1994

BENAVENTE Joaquin, DEL POZO Ethel, « Bolivia, Colombia, Ecuador y Perú », in « Agriculturas campesinas y modernización en América latina », FPH-CEDAL, 1991

BEJAR Hector, « Propuestas de gobierno, comunidades andinas y modernización » in « La presencia del cambio : campesinado y desarrollo rural », DESCO, Lima, 1990

BERTRAND Jean-Pierre, « Contraintes extérieures et internationalisation des agricultures : synthèse et commentaires », in *Colloque international « Agricultures et paysanneries en Amérique latine : mutations et recompositions »*, Toulouse 13-14 décembre 1990, Éditions ORSTOM, 1993

BID — CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE, Forum international sur les perspectives latino-américaines, « Les échanges de l'Amérique latine : les choix stratégiques pour les années quatre-vingt-dix », Paris, 21-22 novembre 1991

BLOKLAND Kees, « Participación campesina en el desarrollo económico : la Unión nacional de agricultores y ganaderos de Nicaragua durante la revolución sandinista », Paulo Freire Stichting, 1992

BOLETIN CAMPESINO-INDIGENA DE INTERCAMBIO INFORMATIVO, Organo oficial del Congreso latinoamericano de organizaciones del campo, n° 10 al n° 27, Coordinación FENOC-I, Équateur

BOLETIN CAMPESINO-INDIGENA DE INTERCAMBIO INFORMATIVO, Número especial « Primer congreso latinoamericano de organizaciones del campo, Lima-Perú, 21-25 février 1994 », Quito, avril 1994

BORGHESE Elena, « Un ponte tra Nord e Sud : l'azione volontaria per lo sviluppo », ASAL « Quale sviluppo » n° 12, 1989

BOTASSO Juan, « El doloroso nacimiento de un pueblo nuevo », Asociación latinoamericana de educación radiofónica, documento de trabajo, « Panel sobre los 500 años », Quito, octubre 1989

BRADFORD Colin I. (Jr), «Latin american thought : future policy directions and relevance», Inter-american development bank conference, IDB, Washington, novembre 1991

BURGOS Élisabeth, «Moi, Rigoberta Menchu : une vie et une voix, la révolution au Guatemala», Gallimard, Paris, 1983

CABALLERO Victor, MONGE Carlos, SALAZAR Carlos «Gremios agrarios y nuevos escenarios en la sociedad rural», RIAD n° 4, Lima, Mayo 1993

CALDERON Fernando, DANDLER Jorge, «Bolivia : la fuerza historica del campesinado», Participacion UNRISD-CERES, 1986

CALDERON Fernando, JELIN Elizabeth, «Classes y movimiento social en América latina : perspectivas y realidades», CEDES, Buenos Aires, 1987

CARBALLO Carlos, MUNARIMAntonio, DE MOURA Abdalazis, «Brasil», in «Agriculturas campesinas y modernización en América latina», FPH-CEDAL, 1991

CAROIT Jean-Michel, «Nouvel avatar de la doctrine Monroe ? : l'initiative pour les Amériques fait des inquiets», in Le Monde diplomatique p. 21, septembre 1991

CARIOT Jean-Michel, DE LA GRANDE Bertrand, HAUTIN-GIRAUT Denis, «Variations latino-américaines : une Église en perte de vitesse», Le Monde, Paris, 25.7.92

CARRASCO Hernan, «Migración temporal en la Sierra : una estrategia de recampesinización», in «El campesino contemporaneo : cambios recientes en los países andinos», Fernando Bernal Editor, CEREC, Tercer Mundo Editores, Colombia, 1990

CARDOSO Fernando, «La democracia en las sociedades contemporaneas», in «El Estado periferico latinoamericano», EUDEBA, Tercer Mundo Editores, Buenos Aires, 1988

CASTRO Fidel, Prologo «Ernesto Che Guevara : escritos y discursos», Ediciones políticas, Editorial de ciencias sociales, Instituto cubano del libro, La Havane, 1972

CCFD, «Le défi de la solidarité», Texte Pierre Vilain, Le Sarment-Fayard, 1984

CEBEMO, «Conference : christians and development», 1980

CEPAL/FAO «Agricultura campesina en América latina y el Caribe», Santiago du Chili, 1986

CEPAL, «Desarrollo agrícola y participación campesina», Santiago du Chili, 1988

CEPAL, «Notas sobre la economía y el desarrollo» n° 479, juillet 1989

CEPAL-NACIONES UNIDAS «Estudio económico de América latina y el Caribe 1991», Vol. I-II, Santiago du Chili, 1992

CHONCHOL Jacques, «Revalorización de las sociedades campesinas del tercer mundo», in «El campesino contemporaneo : cambios recientes en los países andinos», Fernando Bernal Editor, CEREC, Tercer Mundo Editores, Colombia, 1990

CHONCHOL Jacques, «Paysans à venir : les sociétés rurales du Tiers monde», La Découverte, Paris, 1986

CHONCHOL M. Edy, «Asentamento de Boias Frias dans le cadre de la réforme agraire à Sao Paulo. Conflits et négociations entre les agents impliqués», in Table ronde «Besoins collectifs et rapports de pouvoir dans les villages et petites villes d'Amérique latine : l'accès aux équipements et services publics», CECIED-CNRS, Paris, mars 1987

CHOSSUDOVSKY Michel, «Toute-puissance des institutions financières internationales : comment éviter la mondialisation de la pauvreté?» in Le Monde diplomatique p.4-5, septembre 1991

CHOSSUDOVSKY Michel, LADOUCEUR Micheline, «Aider les pauvres au moindre coût : de l'art de gérer l'exclusion au Brésil», Le Monde diplomatique p. 20, Paris, juin 1994

CIMADE, Information (sur les ONG au Chili : le PRIES) n° 12, décembre 1987

COMMISSION COOPÉRATION-DÉVELOPPEMENT, «Argent, associations, Tiers monde : enquête d'estimation de l'aide privée mise en œuvre par le canal des associations de la loi de 1901», Focal Coop, La Documentation française, ministère de la Coopération, 1988

CORDES, «Integración latinoamericana : su ultima oportunidad», Seminario «Nuevas condiciones de la economía mundial y los procesos de integración en América latina», Quito, 1^{er}-3 juillet 1991

CORTES Fernando, CUELLAR Oscar, «Una discusión teórica del concepto de campesino», FLACSO, Serie Cuadernos de Trabajo n° 101, Mexico, 1987

COUFFIGNAL Georges, «À quoi sert de voter en A.L. ?», in «Réinventer la démocratie : le défi latino-américain» sous la direction de G. Couffignal, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1992

CETA, «II Consulta ecumenica de pastoral indigena : aportes de las religiones indigenas a la teologia cristiana», Documentos finales, Serie Documentos n° 2, Iquitos, Pérou, 1986

CODRON Jean-Marie, «La fruticulture chilienne : bilan et perspectives», in Colloque international «Agricultures et paysanneries en Amérique latine : mutations et recompositions», Toulouse, 13-14 décembre 1990, Éditions ORSTOM, 1993

CUEVA Agustin, «América latina en la frontera de los anos 90», Ed. Planeta Letraviva, Colección País de la Mitad n° 11, 1989

DA COSTA DELGADO Guilherme, «Agricultura e comercio exterior : rumo da regulacao estatal e suas implicacoes para asegurança alimentar», Forum Alternativas para agricultura brasileira, RIAD n° 2, février 1994

DE BARROS Henrique, «Organisations non gouvernementales et programme de développement au Brésil : situation actuelle et perspectives», in «Les paysans peuvent-ils nourrir le Tiers monde ?», ouvrage coordonné par Maxime HAUBERT et Marguerite BEY, Publications de la Sorbone, 1995

DE BEAUVOIR Simone, «Tout compte fait», collection Folio, Éd. Gallimard, Paris, 1972

DEBRAY Régis, «Les masques», Édition augmentée, collection Folio, Éd. Gallimard, Paris, 1992

DEL BARCO Oscar, BRUNO Hector, «Estado y poder», in «Movimientos populares y alternativa de poder en A.L.», Universidad autonoma de Puebla, Instituto de ciencias, Mexico, 1980

DEL CASTILLO Laureano, «La liberalización de la propiedad rural», in Informativo ANC, n° 90, juin 1991

DELPEUCH Bertrand, «Pour des agricultures paysannes», FPH, Dossier pour un débat n° 1, mars 1989

DEL POZO Ethel, «Les ONG latinoamericaines : résultat et prospective» in Elena BORGHESE «Un ponte tra Nord e Sud : l'azione volontaria per lo sviluppo», ASAL «Quale sviluppo» n° 12, 1989

DEL POZO Ethel, GRESLOU François, «L'éveil des organisations paysannes dans les pays andins», FPH, Document de travail n° 4, 1991

DEL POZO Ethel, «Fichas documentarias de las organizaciones campesinas latinoamericanas». FPH, Document de travail n° 17, janvier 1992

DE SOTO Hernando, «El otro sendero», ILD Lima, 1987

DE SOUZA Herbert, «Escritos indignados : democracia e neoliberalismo no Brasil», Rio Fundo Editora, IBASE, Rio de Janeiro, 1991

DIAL, «Dix ans de répression contre l'Église», n° 497, Paris, janvier 1979

DIAL, «Brésil : situation générale des cultivateurs», n° 464, Paris, juillet 1978

DIAL, «Paraguay : le catéchisme anticommuniste», n° 392, Paris, septembre 1977

DESCOLA Philippe, «Ethnicité et développement économique : le cas de la Fédération des centres Shuar», in «Indianité, ethnocide, indigénisme en Amérique latine», CNRS, Paris, 1982

DUSSEL Enrique, «Historia general de la Iglesia en América latina», I/1 CEHILA, Éd. Sigüeme, 1983

ECHENIQUE Jorge, «Le nouveau rôle de l'État dans l'agriculture», communication présentée au séminaire organisé par le programme Agricultures paysannes et modernisation, FPH, Mala Wies, Pologne, 1991

EUGUREN Fernando, «Cambios y desarrollo en la sociedad rural», in «La presencia del cambio : campesinado y desarrollo rural», DESCO, Lima, 1990

EGUREN Fernando, «Agro hoy : la tierra otra vez», in Informativo ANC, n° 90, juin 1991

FAJARDO Dario, «Descentralización y desarrollo rural», IICA, Costa Rica, 1990

FAJNZYLBER Fernando, «Progrès technique, compétitivité et changement institutionnel», in «Les échanges de l'A.L. : les choix stratégiques pour les années quatre-vingt-dix», BID-Centre de Développement de l'OCDE, Paris, 21-22 novembre 1991

FALABELLA Gonzalo, «Movimientos sociales, intelectuales organizados y el intelectual organico en A.L. : una perspectiva comparada», Universidad interamericana de Puerto Rico, Centro de investigaciones del Caribe y América latina, CISCLA n° 16, 1989

FALETTO Enzo, «La dependencia y lo nacional popular», in «El Estado periférico latinoamericano», EUDEBA, Tercer Mundo Editores, Buenos Aires, 1988

FALETTO Enzo, «Dependencia, democracia y movimiento popular en A.L.», in «Movimientos populares y alternativa de poder en A.L.», Universidad autonoma de Puebla, Instituto de ciencias, Mexico, 1980

FAO, «Análisis histórico y comparativo de la tenencia de la tierra en América latina», FAO, 1988

FAVRE Henri, «El Estado y el campesinado en Mesoamérica y los Andes», Fondo de Cultura Económica, Mexico 1987

FERNANDEZ Guido, «Le rôle de l'Eglise catholique et des élites protestantes face au procès du développement en Amérique latine 1900-1960», Paris III — IHEAL, 1981

FERRIE Christian, «Timides idées étouffées dans le dogme : est-il possible de réformer la Banque mondiale ?», Le Monde diplomatique p.18-19, Paris, juin 1994

FIGUEROA Adolfo, «La agricultura campesina en América latina : desafíos para los 90», in «Los campesinos en el proceso latinoamericano de los años 80 y sus perspectivas», Seminario internacional, Insitituto de investigaciones sociales (IDIS), Universidad de Cuenca, Équateur, 1991

FLORES GALINDO Alberto, «El pensamiento comunista, Antología». Biblioteca del pensamiento peruano, Mosca Azul Editores, 1982

FPH-CEDAL, «Agriculturas campesinas y modernización en América latina». Programa Agriculturas campesinas y modernización, Document de travail, 1991

FPH-CEDAL, Programa Agriculturas campesinas y modernización, Serie Cuadernos Campesinos, 1991. (Entrevistas a dirigentes de organizaciones campesinas e indígenas : n° 1 Perú, n° 2 Colombia, n° 3 Uruguay, n° 4 Mexico, n° 5 Bolivia, n° 6 Ecuador, n° 7 Chile, n° 8 El Salvador, n° 9 Argentina, n° 10 Honduras, n° 11 Paraguay, n° 12 Costa Rica, n° 13 Panama, n° 14 Brasil, n° 15 Síntesis Tematica)

FRANCO Carlos, «Notas acerca de la democracia y el socialismo», in «Movimientos populares y alternativa de poder en A.L.», Universidad autonoma de Puebla, Instituto de ciencias, Mexico, 1980

FRANCO Carlos, «El Perú de los 90 : un camino posible», CEDEP, Lima, 1989

GALILEA Segundo, «Théologie de la libération : essai de synthèse», Lumen Vitae, revue internationale de la formation religieuse, Bruxelles, Centre international d'études de la formation religieuse, vol XXXIII, n° 2, 1978

GALLO Maximo, (Editor) «Comunidades campesinas y nativas en el nuevo contexto nacional», CAAAP-SER, Lima, 1993

GARCIA Antonio, «Modelos operacionales de reforma agraria y desarrollo rural en A.L.», Ed. IICA, San Jose, Costa Rica, 1985

GARCIA Arturo, «Mexico : Aztec Harvests», in *Mundos Rurales*, Santiago du Chili, décembre 1993

GARCIA RUIZ Jesús, «Nouvelle stratégie de pénétration et contrôle de la population développée par l'impérialisme en Amérique Latine : l'action des sectes évangélistes», colloque «Vers quel nouvel ordre mondial?», université Paris III, 28-30 septembre 1983

GARIBAY Françoise, QUINTANA Victor, «Mexico», in «Agriculturas campesinas y modernización en América latina», FPH-CEDAL, 1991

GODELIER Maurice, «Horizon, trajets marxistes en anthropologie», Maspero, Paris, 1973

GODIO Julio, «Sindicalismo y política en América latina», ILDIS, Venezuela, 1983

GONZALES DE OLARTE Efrain, «Economía de la comunidad campesina», Instituto de estudios peruanos, segunda Edición, Lima, 1986

GROS Christian, «L'État et les communautés indigènes en Colombie : autonomie et dépendance» et «Guérillas et organisations indigènes : vingt ans après», CREDAL-ERSIPAL, Document de recherche n° 219, juin 1990

GROS Christian, «Luttes indiennes et pratiques autogestionnaires : quelques réflexions à partir d'études de cas», in «Paysanneries, mouvements sociaux et pouvoirs en A. L.», ERSIPAL-CREDAL (CNRS), Document de travail 33-34, 1986

GRZYBOWSKI Candido, «Movimientos populares rurales : desafios e perspectivas», *Democracia na Terra*, n° 1 juil.-août 1991

GUEVARA Ernesto («Che»), «Escritos y discursos : diario», Ediciones políticas Editorial ciencias sociales, Instituto cubano del libro, La Havane, 1972

GUTIERREZ Gustavo, «Vers le V^e Centenaire», revue *Paginas* n° 99, octobre 1989

HAUBERT Maxime, «Le retour des paysans : mythes et réalités», in «Politiques agraires et dynamismes paysans : de nouvelles orientations?», revue *Tiers monde*, n° 128, octobre-décembre 1991

HAUDRY DE SOUCY Roberto, Série de conférences à l'IHEAL, Paris 1994. Voir notamment « Le projet et son cycle » et « Les effets et limites de la coopération au développement »

HARNECKER Martha, URIBE Gabriela, « Capitalismo y socialismo » n° 6, Cuadernos de educación popular, QUI MANTU, Santiago du Chili, 1972

HARVEY Alfredo, « La población indígena de América latina y el Caribe », FAO, Rome, 1987

HERVIEU Bertrand, « Les champs du futur », Éd. François Bourin, 1993

HOBSBAWM Eric, « Los campesinos y la política », Anagrama, Serie Sociología y antropología, Barcelone, 1976

INCA RURAL, « Cambios al artículo 27 constitucional » in « Una vez más : acerca del Ejido », Mexico, s.d.

IICA/ACDI, « Políticas diferenciadas para el desarrollo rural : enfoque conceptual y propuesta » (versión preliminar), Programa de organización y administración para el desarrollo rural, mars 1990

IICA, « La economía campesina : crisis, reactivación y desarrollo », Fausto Jordan, compilador, ICCA, San Jose, Costa Rica, 1989

IICA, « Plan de acción conjunta para la reactivación agropecuaria en América latina y el Caribe, documento principal », Costa Rica, 1989

IGLESIAS Enrique, IHEAL/BID, colloque « L'Europe et l'Amérique latine : processus d'intégration et nouveaux rapports », Paris, 20-21 juillet 1992

IKONICOFF Moises, « El papel del Estado en la teoría y estrategia del desarrollo », in « El Estado periférico latinoamericano », EUDEBA, Tercer Mundo Editores, Buenos Aires, 1988

ILO, « Contribution to the 5th Report on Progres in Land Reform » (UN-FAO-ILO), « Chapter V : Popular participation in land reform, with special reference to the role of pesants in Latin America », 1968

ILO, Permanent agricultural committee, seventh session, Genève, 22 nov. 3 déc., « The role of agricultural organisations in promoting economic and social development in rural areas », PAC VII.2.1965

IZQUIERDO Gabriel, « Campesinado y capitalismo en Colombia », CINEP, Serie Controversia 97-98, « Profetas, tierra y capitalismo : Iglesia y campesinado en América latina », 1981

JELIN Elizabeth (compilador), «Ciudadania e identidad : las mujeres en los movimientos sociales latinoamericanos», UNRISD, Programa de Participación, 1987

KAPLAN Marcos, «Estado y sociedad en la A.L. contemporanea», in «El Estado periférico latinoamericano», EUDEBA, Tercer Mundo Editores, Buenos Aires, 1988

KERVYN Bruno, «Crédito en comunidades campesinas : una experiencia en el Cuzco», Centro Bartolomé de Las Casas, CEDEP AYLLU, Cuzco, 1985

KING Alexander, SCHNEIDER Bertrand, Club de Rome «Questions de survie : la révolution mondiale a commencé», Calmann-Lévy, 1991

LA JORNADA, différents numéros sur la révolte du Chiapas, Mexico, 1994

LLAMBI Luis, «Procesos de transformación del campesinado latinoamericano», in «El campesino contemporaneo : cambios recientes en los países andinos», Fernando Bernal Editor, CEREC, Tercer Mundo Editores, Colombia, 1990

LANDIM Leilah, «As ONG no Brasil», PREAL-ISER-IBASE, Brésil, 1987

LANDIM Leilah, «Non Governmental Organisations in Latin America», in World Development, volume 15, supplement autumn «Development alternatives : the challenge for NGOS», 1987

LE BOT Ivon, «Mouvements paysans, guerres paysannes et pouvoirs : éléments de problématique/éléments de bibliographie commentée à propos des logiques d'action politique des payanneries (quelques classiques revisités)», in «Paysanneries, mouvements sociaux et pouvoirs en A.L.», ERSIPAL-CREDAL (CNRS), Document de travail 33-34, 1986

LE BOT Ivon, «Le bref été des mouvements paysans indiens dans l'Amérique des Cordillères (1970-1990)», in «Politiques agraires et dynamismes paysans : de nouvelles orientations?» sous la direction de Maxime HAUBERT, Revue Tiers monde n° 128, octobre-décembre 1991

LEBRET L.J., «Manifeste pour une civilisation solidaire», Économie et humanisme, 1959

LECHNER Norberto, «Post Scriptum», in «Movimientos populares y alternativa de poder en L.A.», Universidad autonoma de Puebla, Instituto de ciencias, Mexico, 1980

LECOMTE Bernard, «L'aide par projet : limites et alternatives», études du Centre de développement, OCDE, 1986

LEMOINE Maurice, « En écho à l'insurrection au Chiapas : la révolte très politique des Indiens d'Équateur », in *Le Monde diplomatique* p. 18-19, novembre 1994

LINCK Thierry, « Mexique, habitudes alimentaires et systèmes d'approvisionnement », in Colloque international « Agricultures et paysanneries en Amérique latine : mutations et recompositions », Toulouse, 13-14 décembre 1990, Éditions ORSTOM, 1993

LONGCHAMP Albert, « Puebla : le bilan », *Témoignage chrétien* n° 1807, Paris, février 1979

LOPEZLLERENA Luis, « Las organizaciones autonomas de promoción social y desarrollo en Mexico », PREAL-Promoción del Desarrollo Popular, Mexico, 1986

MALUF Renato, « Segurança Alimentar : para quem ? », Forum Alternativas para a agricultura brasileira, Conferencia Electronica APM Brasil, IBASE, mai-juin 1994

MARQUES PEREIRA Jaime, « La réduction de l'intervention sociale de l'État », in « Reinventer la démocratie : le défi latino-américain », Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1992

MARTIN David, « Tongues of fire : the explosion of protestantism in Latin America », Basil Blackwell, Oxford UK, 1990

MAURY P. Luis, « Problematica territorial de los pueblos indigenas del Perú », in « Nueva constitución : el problema de la tierra », CAAAP, Lima, 1993

MEMORIAS, Primer encuentro latinoamericano de organizaciones campesinas e indigenas, 500 años de resistencia indigena y popular. Bogota, Colombia, 7-12 octobre 1989

MEMORIAS, Segundo encuentro continental, Campana 500 años de resistencia indigena y popular, Quetzaltenango, Guatemala, 7-12 octobre 1991

MERINO DE ZELA Mildred, « La independencia en el folklore nacional », in Publicaciones de la comisión nacional del sesquicentenario de la independencia del Perú, V Congreso de historia de América, Lima, 1971

MERLET Michel, « Como organizar la producción en la tierras de reforma agraria : producción individual o cooperativas de producción ? Algunos elementos para la discusión », programa de formación CEDESCA/IRAM en seguridad alimentaria en el istmo centro-americano, IRAM, janvier 1991

MERLET Michel, (entretien) « Le Nicaragua », in « Désétatisation et décollectivisation du secteur agricole dans les pays de l'Est et du Sud », FPH-APM, Dossier pour un débat, novembre 1989

MINDA Alexandre, « Politique d'ajustement et agriculture en Amérique latine », in Colloque international « Agricultures et paysanneries en Amérique latine : mutations et recompositions », Toulouse, 13-14 décembre 1990, Éditions ORSTOM, Paris, 1993

MONGE Carlos, « Organización popular, participación campesina y centralización del agro », in « Los campesinos en el proceso latinoamericano de los años 80 y sus perspectivas », Seminario internacional, IDIS, Universidad de Cuenca, Équateur, 1991

NIEDERGANG Marcel, « Variations latino-américaines : les feux mal éteints de la guérilla », in Le Monde p. 5, 24 juillet 1992

NORTEL Jean-Pierre, « Romero ou l'offrande écarlate », Éditions Ouvrières-CIED, 1985

OCDE, « Des partenaires dans l'action pour le développement : les organisations non-gouvernementales », Paris, 1988

OCDE, « Initiatives locales et décentralisation en Amérique latine », OCDE, Paris 1992

OECD/DAC « The role of development cooperation in contributing to participatory development », Paris, mai 1991

PADRON Mario, « Los centros de promoción y la cooperación internacional al desarrollo de América latina : el caso peruano », PREAL-DESCO, Lima, 1987

PADRON Mario, « Non governmental development organizations : from development aid to development cooperation », in World Development, volume 15, supplement autumn « Development alternatives : the challenge for NGOs », 1987

PISANI Edgard, Groupe de Seillac, « Pour une agriculture marchande et ménagère », Éditions de l'Aube, 1994

PLAZA Orlando, « Los estudios de economía campesina : contribuciones y debates », in « Los campesinos en el proceso latinoamericano de los años 80 y sus perspectivas », Seminario Internacional, IDIS, Universidad de Cuenca, Équateur, 1991

PLAZA Orlando, « Desarrollo rural y cultura : cambio y modernidad o modernidad sin cambio ? », in « La presencia del cambio : campesinado y desarrollo rural », DESCO, Lima, 1990

PREAL, « Europa-América latina : el desafío de la cooperación », Programa de relaciones políticas y de cooperación al desarrollo Europa-América latina, Editorial Pablo Iglesias, Espagne, 1988

PROANO Leonidas (Mons.), « Palabra viva : 500 años de marginación indígena », CECCA, CEDECO, FEPP, Fundación Pueblo Indio del Ecuador, Quito, août 1989

QURESHI Moeen A., « The World Bank and NGOS : new approaches », Washington chapter of the Society for International Development, Conference on « Learning from the grassroots », Washington D.C., 22 avril 1988

RAGUIN Laurent (coordinateur), « Désétatisation et décollectivisation du secteur agricole dans les pays socialistes de l'Est et du Sud », FPH, Dossier pour un débat n° 2, novembre 1989

RELLO Fernando, « Systèmes d'approvisionnement : synthèse et commentaires », in Colloque international « Agricultures et paysanneries en Amérique latine : mutations et recompositions », Toulouse 13-14 décembre 1990, Éditions ORSTOM, 1993

REMY Maria Isabel, « Modernos o tradicionales? Las ciencias sociales frente a los movimientos campesinos en los últimos 25 años », in « La presencia del cambio : campesinado y desarrollo rural », DESCO, Lima, 1990

REVEL-MOUROZ Jean, (Coordinateur), « Pouvoir local, regionalismes, décentralisation, enjeux territoriaux et territorialité en Amérique latine », CREDAL-IHEAL, Paris, 1987

RIAD, « Seminario taller sobre la nueva ley agraria », Memoria preliminar, Quito, 28-29 janvier 1993

RIAD/CEPA, « Mercosur : antecedentes, objetivos e instrumentos », Serie Mercosur n° 1, Buenos Aires, août 1993

RIAD, Série de documents de travail sur l'agriculture sustentable, contributions à la conférence internationale « Trayendo Rio a Casa » : Mexique, Colombie, Chili, Costa Rica, Argentine, Paraguay, Équateur, Brésil, 1993

RIBIER Vincent, « Impact des politiques économiques et agricoles en Amérique latine : quelques réflexions tirées de l'analyse de différents pays », in Colloque international « Agricultures et paysanneeries : mutations et recompositions », Toulouse, décembre 1990, Éditions ORSTOM, 1993

RICHARD Pablo, « 1959-1978 : l'Église latino-américaine entre la peur et l'espérance », Foi et développement (Centre Lebrez), n° 54, Paris, février 1978

RIVERA C. Silvia, « Oprimidos pero no vencidos. Luchas del campesinado aymara y qhechwa de Bolivia, 1900-1980 », UNRISD Programa de Participación, 1986

RIVERA C. Silvia, « Política e ideología en el movimiento campesino colombiano : el caso de la ANUC », Participación UNRISD-CINEP, 1987

RIVIERE D'ARC Hélène, « La décentralisation de l'État », in « Réinventer la démocratie : le défi latino-américain », Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1992

ROCHER Joseph, « Le GATT en pratique : pour comprendre les enjeux de l'Organisation mondiale du commerce », FPH-APM-RONGEAD, Dossier pour un débat n° 39, septembre 1994

RODRIGUEZ Roberto, MERLET Michel, « El Salvador, Honduras », in « Agriculturas campesinas y modernización en América latina », FPH-CEDAL, 1991

RODRIGUEZ Roberto, « Mouvements paysans, alternatives de développement et sécurité alimentaire en Amérique centrale : les scénarios d'une transition », in « Politiques agraires et dynamismes paysans : de nouvelles orientations ? » sous la direction de Maxime HAUBERT, revue Tiers monde n° 128, octobre-décembre 1991

ROGEL Guillermo, « Duas Faces do campo brasileiro » et « O Gatt et seus impactos na agricultura », Forum Alternativas para a agricultura brasileira, Conferencia Electronica APM Brasil, IBASE, mai-juin 1994

ROUQUIE Alain, « Amérique latine : introduction à l'Extrême-Occident », Éditions du Seuil, 1987

RUBINSTEIN Juan-Carlos (Compilador), « El Estado periférico latino-americano », EUDEBA, Tercer Mundo Editores, Buenos Aires, 1988

RUELLAN Alain, GONDARD Pierre, « Sociétés rurales et transformations agraires : synthèse et commentaires », in Colloque international « Agricultures et paysanneries en Amérique latine : mutations et recompositions », Toulouse, 13-14 décembre 1990, Éditions ORSTOM, 1993

RUIZ Ch. Ronald, « La nueva política agraria : su impacto en la región Grau », in Informativo ANC, n° 90, Lima, juin 1991

SALAMA Pierre,t VALIER Jacques, «Le retrait de l'État en Amérique latine», IHEAL, Cahiers des Amériques latines n° 12, 1991

SALOMON AZAR Jorge, «Antecedentes e impacto antes las reformas al artículo 27 constitucional», in «Una vez más : acerca del Ejido», Inca Rural, 18-19 décembre 1991

SANTANA Roberto, «Modernismo organizacional y luchas campesinas», in «Paysanneries, mouvements sociaux et pouvoirs en A.L.», ERSIPAL-CREDAL (CNRS), Document de travail 33-34, 1986

SCHAPOSNIK Eduardo, «De la democracia a la integración», in «El Estado periférico latinoamericano», EUDEBA, Tercer Mundo Editores, Buenos Aires, 1988

SCHNEIDER Bertrand, «La révolution aux pieds nus», rapport au Club de Rome, Éd. Fayard, Paris, 1985

SERVOLO DE MEDEIROS Leonilde, «Reforma agraria : concepções, controversias et questões», Forum Alternativas para agricultura brasileira, RIAD n° 1, janvier 1994

SHANIN Theodore, «La clase incomoda», Alianza Editorial, Madrid, 1983

SMILLIE Ian, «Northern donors and southern partners : arguments for an NGO consortium approach», Commonwealth Secretariat Roundtable on Strategic Issues in Development Management, University of Warwick, juillet 1987

SPOERER Sergio, «Las ONG en la democratización de América latina», PREAL-ILET, Santiago du Chili, 1987

STOLL David, «Is Latin America turning protestant? The politics of evangelical growth», University of California Press, Berkeley, Los Angeles, 1990

SZASZ Yvonne, «Condiciones de trabajo de la población rural en América latina y procesos demograficos», in «Los campesinos en el proceso latinoamericano de los años 80 y sus perspectivas», Seminario Internacional, IDIS, Universidad de Cuenca, Équateur, 1991

THOMPSON Andres, «El desarrollo social y la cooperación internacional : el papel de las ONG en Argentina», PREAL-CEDES, Argentine, 1987

TINCQ Henri, «Le pape à Saint-Domingue : Jean-Paul II dénonce le «pluralisme théologique», Le Monde, Paris, 14.10.92

TINCQ Henri, «Désarrois américains : religion, une vague de fondamentalisme», Le Monde, 27.10.92

TOURAINÉ Alain, « Amérique latine : les risques de la rupture ; l'intégration dans l'économie mondiale ne peut concerner que moins de la moitié de la population active du continent », *Le Monde*, 29.10.91, p.19-20

TOURAINÉ Alain, « La Parole et le sang : politique et société en A.L. », Éd. Odile Jacob, Paris, 1988

TRIBUNAL RUSSELL II, « La penetración imperialista en las Iglesias latino-americanas », Rome, janvier 1976

UNITED NATIONS, « Estimates and projections of urban and rural city populations 1950-2025 : the 1980 Assessment », New York, 1982

VALDERRAMA Mariano, « Cooperación internacional : que puede esperar A.L. ? », in *Que Hacer*, DESCO, Lima, juillet-août 1993

VALENZUELA Samuel, « Labour movements and political systems : a conceptual and typological analysis », The Kellogg Institute for International Studies, University of Notre Dame, USA, Working Paper 167, décembre 1991

VARESE Stefano, « Globalización de la política indígena en A.L. », Colloque international « Reconstruction de l'identité ethnique », EREA-ERSIPAL, Paris, 17-18 mars 1994

VOGEL Jean, « Avec les communautés de base naît une Église nouvelle », *Informations catholiques internationales*, Paris, n° 535, février 1979

WADE Peter, « Identités noires, identités indiennes en Colombie », Colloque international « Reconstruction de l'identité ethnique », EREA-ERSIPAL, Paris, 17-18 mars 1994, in Dossier « Identité et couleurs en Amérique latine », coordonné par Christian GROS, *Cahiers des Amériques latines* n° 17, Paris, 1994

WHITAKER Celina, TAPIA Gonzalo, « Uruguay, Paraguay, Chile e Argentina », in « Agriculturas campesinas y modernización en América latina », FPH-CEDAL, 1991

WHITEHEAD Laurence, « Libéralisation économique et consolidation de la démocratie », in « Réinventer la démocratie : le défi latino-américain », Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1992

WOLF Eric, « Las luchas campesinas del siglo veinte », Ed. Siglo XXI, Mexico, 1971

ZAPATA Francisco, « Le nouveau caractère des mouvements sociaux en Amérique latine », in « Paysanneries, mouvements sociaux et pouvoirs en A.L. », ERSIPAL-CREDAL (CNRS), Document de travail 33-34, 1986

ZAPATA Francisco, «La crise du syndicalisme» in «Réinventer la démocratie : le défi latino-américain», Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1992

ZAVALETA Carlos Eduardo, «Un herido de guerra», Cuentos completos, Lluvia Editores, Lima, 1985

Vous pouvez vous procurer les « Dossiers pour un débat »,
ainsi que les autres publications ou copublications de la
Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH)
auprès de :

La librairie FPH
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 48 06 48 86

Sur place : mardi, mercredi, vendredi : 9h-13h et 14h-18h, jeudi : 14h-19h

Par correspondance : d'après commande sur catalogue.

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

avenir de la planète
lutte contre l'exclusion
innovations et mutations sociales
relations État-société
agricultures paysannes
rencontre des cultures
coopération et développement
construction de la paix
histoires de vie

Pour obtenir le **catalogue** des éditions de la FPH,
envoyez vos coordonnées à :

La librairie FPH
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veillez me faire parvenir le catalogue des éditions de la FPH.

Nom	Prénom
Société	
Adresse	
.....	
Code postal	Ville
Pays	